

OCDE
ETUDES ECONOMIQUES

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

YUGOSLAVIE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

MAI 1978

STATISTIQUES DE BASE DE LA YUGOSLAVIE

LE PAYS ET LA POPULATION

Superficie totale (1 000 km ²)	256	Accroissement net de la population, 1966-1976 (1 000), moyenne annuelle	191
Superficie cultivée (1 000 km ²) 1976	99.6	Emploi rémunéré, total (1977, 1 000)	5 044
Superficie forestière (1 000 km ²) 1974	90	dont :	
Population (30-6-1976, 1 000)	21 560	Industries manufacturières	1 947
Républiques :		Construction	530
Serbie	8 860	Agriculture (secteur socialisé)	244
Croatie	4 530	Personnes employées dans les exploitations agricoles individuelles (recensement du 31-3-1971, 1 000)	3 892
Bosnie et Herzégovine	4 029		
Slovénie	1 792		
Macédoine	1 784		
Monténégro	565		
Villes principales (recensement du 31-3-1971) :			
Belgrade	1 209		
Zagreb	602		
Skopje	389		
Saraïevo	292		
Ljubljana	258		

LA PRODUCTION

PNB au coût des facteurs (1976, milliards de dinars)	645.6	Origine du PIB en 1976 (pourcentage du PIB) :	
PNB par habitant (1976, dollars E.-U.)	1 640	Agriculture, forêts, pêche	16.5
Formation brute de capital fixe :		Industries extractives et manufacturières	38.5
en 1976 (milliards de dinars)	203.0	Construction	10.4
en 1976 (pourcentage du PNB)	34.3	Divers	34.6
1971-1976 (pourcentage du PNB)	31.3		

LES INSTITUTIONS

Consommation publique (1976, pourcentage du PIB)	17.4	Recettes de l'Etat, y compris la Sécurité sociale (1976, pourcentage du PIB)	36.8
Recettes courantes de l'Administration fédérale (1976, pourcentage du PIB)	9.5		

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

	Structure des exportations en 1977 (en pourcentage)	Structure des importations en 1977 (en pourcentage)
Produits alimentaires, boissons et tabac	11.2	8.1
Matières premières et produits semi-manufacturés	43.0	52.5
Produits manufacturés finis	45.8	39.4

LA MONNAIE

Unité monétaire : le dinar	Unités monétaires par dollar des Etats-Unis, moyenne journalière:	
	Année 1977	18.30
	Avril 1978	18.29

NOTE On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

ARCHIVES
RÉFÉRENCES
DOCUMENT PRÊTÉ
RETOUR BUREAU 010

YOUGOSLAVIE

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), qui a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.

Les Membres de l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est associée à certains travaux de l'OCDE, et notamment à ceux du Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement.



*L'examen annuel de la situation de la Yougoslavie
par le Comité d'Examen des Situations Économiques
et des Problèmes de Développement de l'OCDE
a eu lieu le 10 avril 1978.*

© OCDE 1978

Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :
M. le Directeur de l'Information, OCDE
2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
I Evolution observée en 1977	6
II La politique économique en 1977	23
III Evolution de l'emploi et de la productivité à longue période	30
IV Perspective et problèmes de politique économique à court terme	40
 <i>Annexes</i>	
I Les institutions du secteur public en Yougoslavie	47
II Documentation relative à la partie III	49
III Chronologie économique - 1977	52
Annexe statistique	56

TABLEAUX

Texte

1 Demande et production	6
2 Compte des ménages	10
3 Prix	13
4 Commerce extérieur par produits	17
5 Commerce extérieur par régions	20
6 Balance des paiements	21
7 Facteurs de création de la masse monétaire	24
8 Sources principales de monnaie centrale	25
9 Taux prêteurs des banques commerciales	27
10 Budget consolidé du secteur des administrations publiques	28
11 Budget fédéral	28
12 Evolution de l'emploi en longue période	31
13 Production, emploi et productivité	36
14 Stock de capital, main-d'œuvre et production dans le secteur socialisé	37
15 Facteurs de croissance de l'industrie yougoslave	38

Annexes

A Recettes courantes des communautés d'intérêt autogérées	47
B Recettes courantes des unités socio-politiques	48
C Recettes courantes des fonds spécialisés	48
D Indices de la production industrielle et de l'utilisation des facteurs	49
E Evolution de la durée de la période d'attente d'un emploi	49

F	Indicateurs de l'emploi 1953-1977 ; moyennes annuelles, en milliers de personnes	50
G	Indicateurs de l'emploi au niveau régional	51

Annexe statistique

A	Produit social	56
B	Produit national et dépenses	57
C	Produit brut au coût des facteurs par branches d'activité	58
D	Formation brute de capital fixe	59
E	Le revenu national et le compte des particuliers	60
F	Agriculture	61
G	Production industrielle	62
H	Population active et emploi	63
I	Prix et salaires	64
J	Bilan du système bancaire	65
K	Importations et exportations par groupes de produits	66
L	Importations et exportations par zones	67
M	Balance des paiements	68

GRAPHIQUES

1	Production et emploi	7
2	Formation de capital fixe	9
3	Indicateurs de la consommation des ménages	11
4	Prix et coûts	14
5	Répartition géographique du commerce extérieur	16
6	Position conjoncturelle relative et prix relatifs à l'exportation	18
7	Taux au comptant de quelques monnaies et taux effectif du dinar	22
8	Masse monétaire : Projections et évolution effective	26
9	Main-d'œuvre émigrée et envois des fonds des travailleurs expatriés	33
10	Répartition des demandeurs d'emploi	34

INTRODUCTION

L'activité économique a été fortement influencée ces dernières années par la faiblesse générale de la demande à l'étranger ainsi que par d'importantes réformes institutionnelles et par les modifications qui ont été apportées en conséquence aux instruments de la politique économique. Dans le même temps, l'orientation générale de la politique de régulation de la demande a subi des infléchissements marqués, qui ont été dictés par des considérations de balance des paiements et les objectifs de stabilisation des prix intérieurs. Dans cet environnement en évolution, la production aussi bien que l'emploi ont enregistré des taux de croissance substantiels. Entre 1973 et 1977, le PIB réel a progressé à un rythme beaucoup plus rapide que dans la plupart des pays de l'OCDE et le taux d'accroissement de l'emploi salarié a encore monté par rapport à celui des quatre années précédentes. Mais le profil de croissance de l'économie yougoslave est resté irrégulier. Après une accélération marquée de l'activité en 1974, la production s'est ralentie, tombant au-dessous de son niveau potentiel en 1975 et 1976, pour accuser de nouveau une forte reprise en 1977. Dans le même temps, la balance des paiements a subi de très vives fluctuations, le compte des opérations courantes, d'abord fortement déficitaire, s'étant soldé en 1972 et 1976 par des excédents, suivis par d'importants déficits en 1974 et 1977. De même, sur le plan de l'inflation, les résultats ont été très divers : la période de hausses excessives des prix de 1974-1975 a été suivie d'une brève période de relative stabilité en 1976, après quoi on a observé une recrudescence de l'inflation.

L'année 1977 était la deuxième année du Plan quinquennal en cours. Comme on l'a fait observer dans l'Etude de l'an dernier, les taux de croissance de la production retenus comme objectifs dans le Plan pour 1976-1980 sont plus modestes que ceux des plans précédents, tandis que les objectifs concernant l'emploi sont plus ambitieux. Le Plan en cours attache un degré de priorité élevé à l'amélioration de l'efficacité dans la production. A cette fin, le processus d'intensification de la décentralisation doit être accéléré, grâce à des réformes institutionnelles visant à renforcer la discipline financière. Le grand problème rencontré sur le marché du travail est de répondre au désir de ceux qui sont actuellement employés dans le secteur agricole à faibles salaires et à faible productivité et qui voudraient passer à des emplois plus rémunérateurs. Au cours des années 60, ce problème s'est trouvé atténué par une émigration massive, notamment vers l'Allemagne. Il s'est trouvé ensuite exacerbé par le retour des travailleurs émigrés et par l'évolution démographique intervenue en Yougoslavie même. Il faut donc que le secteur non agricole connaisse une croissance rapide et soutenable si l'on veut à la fois créer de nouveaux emplois à un rythme suffisant et permettre aux salaires réels de continuer d'augmenter. La réalisation de cet objectif exige que l'investissement s'établisse à un niveau élevé et soutenu, et ce qui est encore plus important, que son efficacité se trouve accrue. On n'observe de la part des entreprises aucune réticence à investir, mais les importations importantes et croissantes de biens d'équipement, conjuguées à une expansion rapide des revenus disponibles réels, ont entraîné des difficultés récurrentes de balance des paiements, notamment l'an dernier en raison du manque de dynamisme des échanges mondiaux.

Les évolutions qui ont conduit au redressement de l'activité économique en 1977 et aux tensions provoquées de ce fait sur le plan de la stabilité financière interne et externe, seront passées en revue dans la première partie de la présente Etude. Dans la deuxième partie on examinera les mesures prises l'an dernier en vue de réaliser les grands objectifs économiques, en même temps que l'on décrira les réformes institutionnelles intervenues récemment dans le système financier. Dans la troisième partie, on analysera les tendances de l'emploi et de la productivité, en essayant d'éclairer le processus de développement économique et de préciser les principaux facteurs de croissance. Les perspectives à court terme et les objectifs officiels pour 1978 feront l'objet de la quatrième partie qui se terminera par quelques considérations sur les problèmes que l'analyse présentée dans cette étude semblent devoir poser aux responsables de la politique économique.

I EVOLUTION OBSERVEE EN 1977

Les années 1974 et 1975 avaient été marquées par de fortes tensions inflationnistes et des déficits extérieurs courants excessivement élevés. Les politiques à court terme furent donc ajustées de manière à freiner la croissance de la demande intérieure, et les résultats furent assez remarquables. En 1976, les taux d'inflation se trouvèrent réduits de moitié, la balance des opérations courantes enregistra un

Tableau 1 Demande et production¹

	Milliards de dinars aux prix courants		Pourcentage de variation aux prix de 1972					
	SCN	1976	1974	1975	1976	Plan 1977	Résul- tat ²	Plan 1978
Consommation privée	351.5	323.7	7.3	3.4	3.9	4.5	7.0	6
Consommation collective	118.7	60.3	7.3	9.3	9.0	5.5	6.2	6.5-7
Formation brute de capital fixe	206.6	203.0	8.9	9.0	5.5	6.8	9.5	8
Demande intérieure finale	676.8	587.0	7.1	5.7	4.9	5.2	7.7	6.5
Formation de stocks ³ 4	25.3	31.2	4.4	-2.4	-6.3	1.0	2.1	
Demande intérieure totale	702.1	618.2	11.5	3.3	-1.4	6.2	9.8	
Balance extérieure ⁴	-19.3	-25.6	-3.0	0.4	5.3	-0.7	-2.5	+
Exportations : Biens	129.5	120.2	1.0	-1.9	14.9	6.5	-5.3	6.0
Services								
Importations : Biens	148.8	145.8	14.4	-2.8	-6.8	8	13.1	0.0
Services								
Produit social	682.8	592.6	8.5	3.7	3.9	5.5	7.3	6-7
Dont : Agriculture	—	97.3	6.1	-2.8	7.3	3.0	3.3	3-4
Industrie et mines	—	227.5	10.7	5.6	3.4	6.0	9.4	7-8
Revenu net des facteurs en provenance de l'étranger	24.0	—	—	—	—	—	—	—
PNB aux prix du marché	706.8	—	—	—	—	—	—	—

1 La méthode de calcul Yougoslave, basée sur le revenu national correspondant au produit matériel, exclut du produit social les traitements et salaires publics, les professions libérales et certains autres services.

2 Estimations.

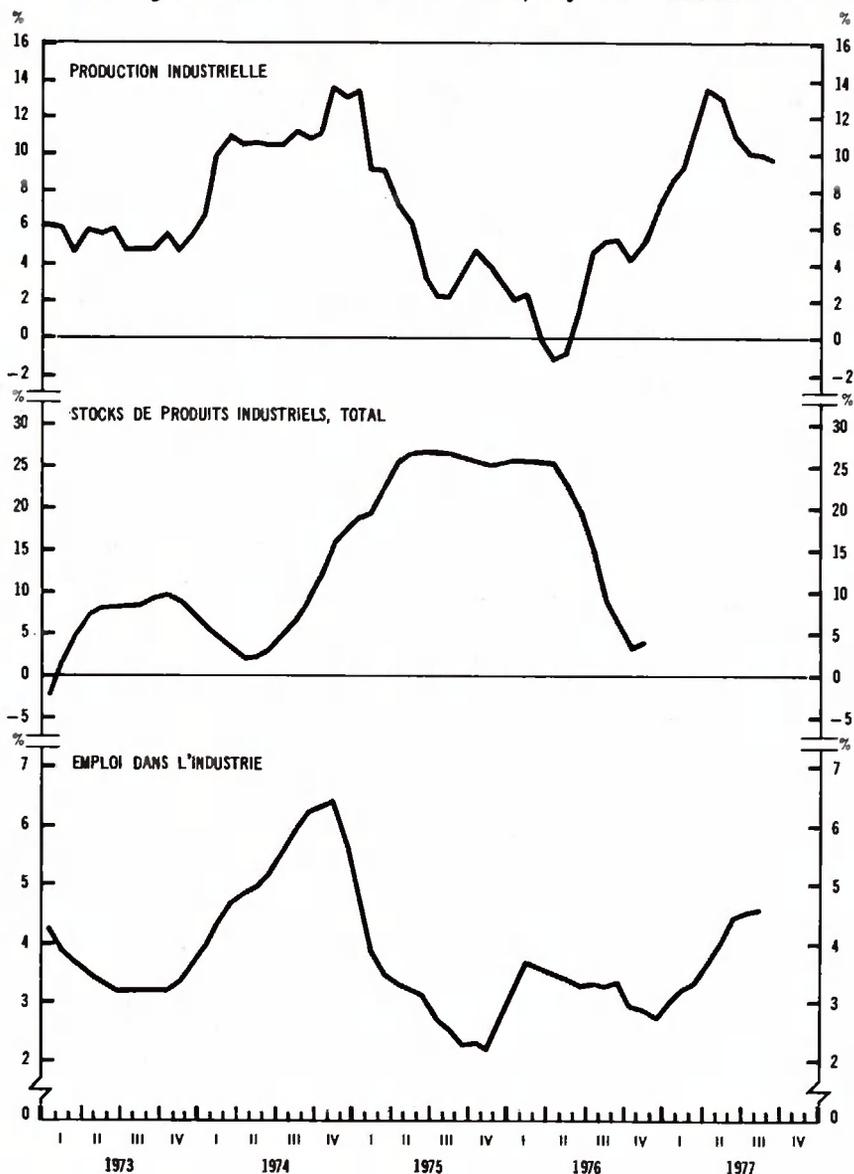
3 Écart statistique compris.

4 Contribution à la croissance du produit social.

Sources : Saopstenja SZS, n° 317; renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Graphique 1 Production et emploi

Pourcentages de variation d'une année sur l'autre; moyennes mobiles sur 3 mois



Source: OCDE, Principaux indicateurs économiques.

léger excédent et, malgré une augmentation du nombre des demandeurs d'emploi recensés, l'emploi dans le secteur socialisé progressa sensiblement. Cependant, durant la plus grande partie de l'année, la demande intérieure était restée plus ou moins stationnaire. L'investissement productif avait été particulièrement faible jusqu'à l'automne, les réformes destinées à renforcer la discipline financière des entreprises ayant exercé sur les décisions et la capacité de dépenses de celles-ci

un effet plus important que prévu, encore que temporaire. Pour la deuxième année consécutive, la croissance en volume du produit social devait être inférieure à 4 %.

Les prévisions officielles et les résolutions sur la politique économique pour 1977 avaient été établies au début de l'automne de 1976, à une période où les indicateurs disponibles laissaient envisager une stagnation de l'activité intérieure et un ralentissement de la demande dans la zone de l'OCDE. On s'attendait, certes, à un redressement de l'investissement, mais sans pouvoir en prévoir exactement ni le moment ni l'intensité. Il fallait aussi éviter une résurgence des tensions inflationnistes et la réapparition de déficits extérieurs élevés. C'est pourquoi les politiques économiques avaient été conçues pour faire en sorte que la demande intérieure, tirée par l'investissement fixe, prenne progressivement le relais des exportations nettes comme moteur de l'expansion en 1977. Une certaine dégradation de la balance extérieure courante paraissait acceptable pour un pays se trouvant au stade de développement économique de la Yougoslavie. On prévoyait que la croissance du produit social en volume serait inférieure au taux moyen de 7 % fixé par le Plan à moyen terme 1976-1980 et on espérait qu'en 1977 la hausse du coût de la vie ne dépasserait pas le taux de 12 % enregistré en 1976.

Forte reprise de l'activité intérieure

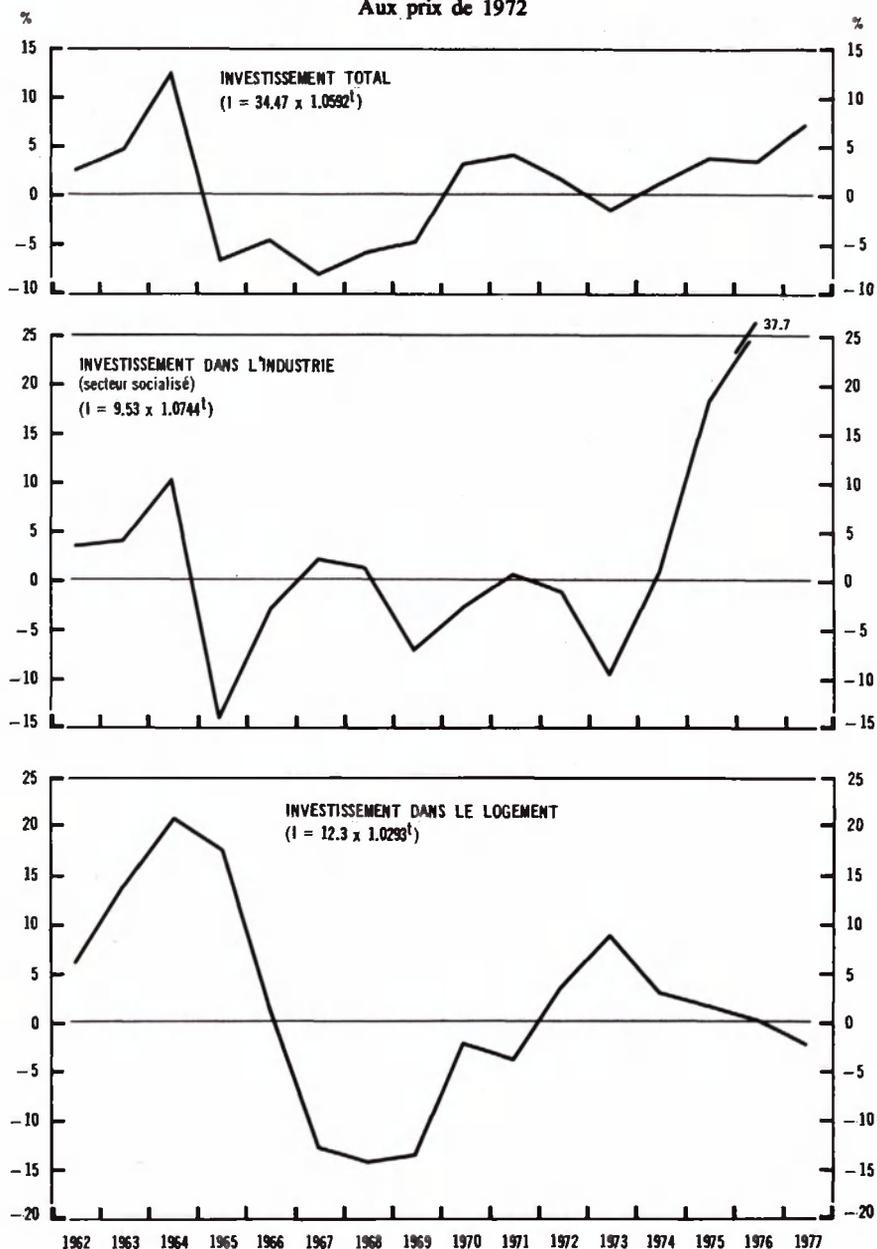
Au début de 1977, il est devenu manifeste qu'une vigoureuse reprise de l'investissement et de la production était en cours depuis l'automne précédent. En fait, le report sur 1977 était si important que l'objectif d'une augmentation annuelle d'environ 6 % de la production industrielle aurait pu être atteint sans nouvelle expansion en 1977, comme l'indiquait l'Étude économique de l'an dernier. La croissance de la production s'est poursuivie à un rythme rapide durant les premiers mois de l'année, mais a marqué le pas après le printemps. Certains signes observés vers la fin de 1977 et au cours des deux premiers mois de 1978 laissaient présager une légère réaccélération de la croissance. D'une année sur l'autre, la production industrielle a augmenté de 9 ½ %. Les progrès ont été particulièrement importants dans certaines branches d'activité comme le papier et les pâtes à papier, le caoutchouc, le pétrole et les produits chimiques. Seule la construction navale a vu sa production diminuer. La croissance rapide de la production s'est accompagnée d'une progression encore plus rapide des importations, tandis que les exportations de marchandises accusaient un recul absolu. De ce fait, la balance extérieure réelle a accusé une variation négative représentant environ 2 ½ % du produit social, lequel, d'après les premières estimations, s'est accru de plus de 7 % d'une année sur l'autre. Les prix à la consommation ont monté plus rapidement que l'année précédente. Ce mouvement paraissait dû plus au relèvement des impôts indirects et à la suppression de subventions qu'à l'accentuation des pressions sur les coûts.

Composantes de la demande intérieure

On prévoyait que la reprise de l'activité globale en 1977 serait conduite par l'investissement fixe, dont la progression était chiffrée aux environs de 7 %. D'après le plan à moyen terme un accroissement rapide des investissements était indispensable si l'on voulait obtenir les changements structurels souhaités et assurer le développement des secteurs prioritaires¹. Étant donné qu'en 1976 la demande d'investissement des entreprises avait été très prudente, du fait de l'introduction

1 Ces secteurs sont : la production et la distribution d'énergie, les métaux ferreux et non-ferreux, les produits chimiques de base, les machines, la construction navale, l'agriculture, les transports et le tourisme.

Graphique 2 Formation de capital fixe¹
Aux prix de 1972



¹ Ecart en pourcentage par rapport à la tendance semi-logarithmique.

Source: Statisticki Godisnjak Jugoslavije.

de nouvelles mesures touchant la comptabilité des entreprises², on pouvait raisonnablement supposer que de nombreuses décisions d'investissement se matérialiseraient en 1977. Cette hypothèse s'est révélée juste. Le volume de l'investissement fixe a en effet augmenté de 9.5 %. Les tableaux d'opérations financières³, indiquent que les secteurs prioritaires ont été les principaux bénéficiaires de cette expansion des investissements. La part en valeur du secteur de l'énergie (centrales hydrauliques et thermiques, réseaux de distribution) dans l'investissement fixe total du secteur socialisé est passée d'environ 14 % à plus de 18 %, et celle des transports a également augmenté. Dans certains secteurs prioritaires, les investissements sont pourtant restés en deçà des prévisions du Plan. Dans les métaux ferreux, l'agriculture et le tourisme, ils n'ont pas accusé l'expansion prévue. Dans la construction de logements, les résultats, officiellement estimés à 8 %, ont été plutôt inférieurs aux prévisions du Plan⁴. L'expansion rapide de la demande d'investissement en 1977 a bien compensé la faiblesse de 1976, mais la moyenne pour les deux années reste au-dessous de l'objectif du Plan à moyen terme. La formation de stocks

Tableau 2 Compte des ménages

	Milliards de dinars, aux prix courants		
	1975	1976	1977
Traitements nets et autres revenus des particuliers dans le secteur social	195.3	238.5	300.6
Transferts sociaux	49.9	63.5	77.2
Salaires et traitements du secteur privé	34.8	42.5	51.5
Consommation en nature	26.2	30.8	36.2
Envois de fonds des travailleurs expatriés	31.0	34.6	39.8
Autres revenus	15.4	15.6	16.5
REVENU TOTAL	352.6	425.6	521.7
Moins impôts et taxes	9.3	16.9	12.9
REVENU DISPONIBLE	343.3	408.7	508.8
Consommation courante	294.9	351.5	429.5
Épargne	48.4	57.2	79.3
Monnaie et dépôts d'épargne	30.7	40.3	50.7
Épargne-logement	24.0	30.2	36.4
Moins, crédit net à la consommation	6.2	13.4	7.7
Taux d'épargne (pourcentage)	14.1	14.0	15.6

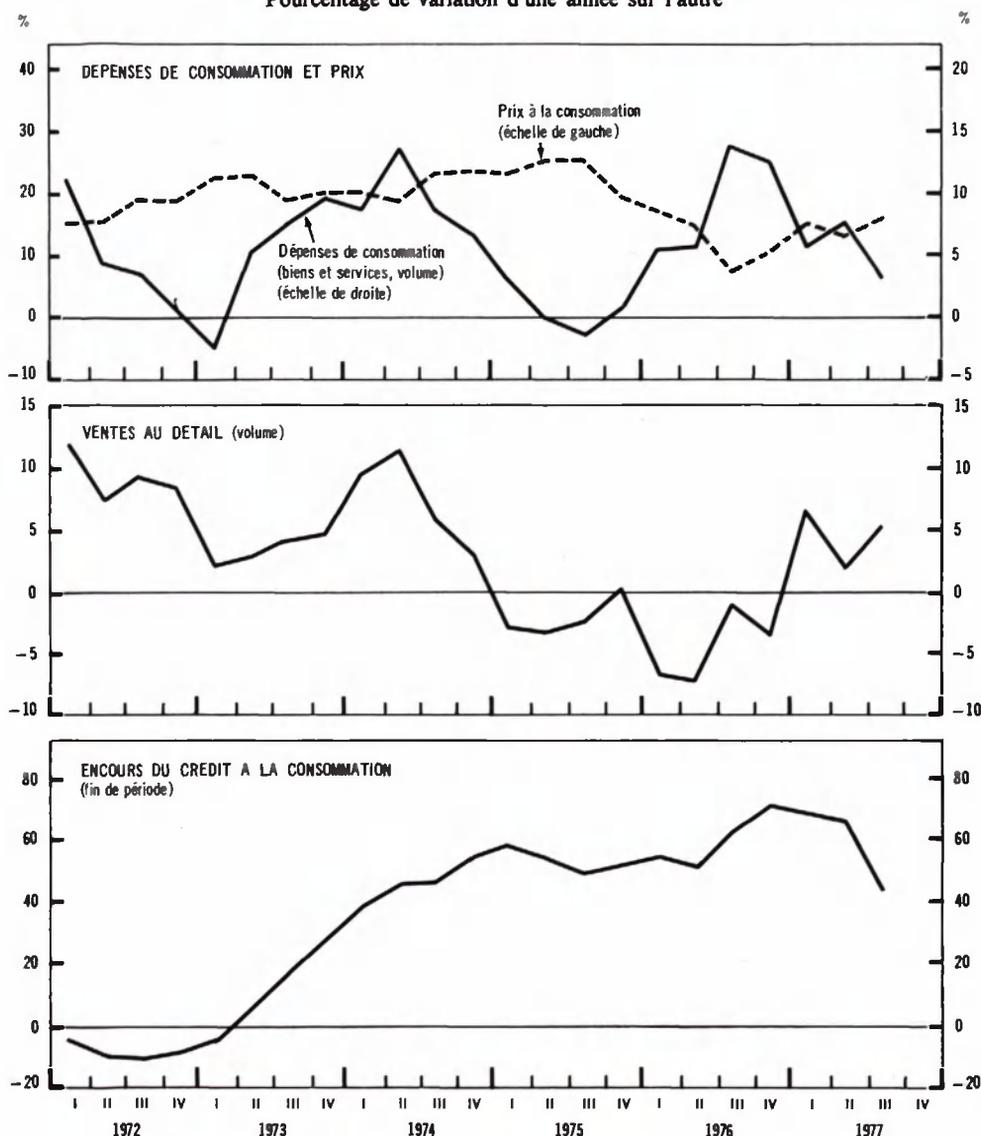
Sources : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

2 On trouvera une description de ces nouvelles mesures dans la deuxième partie de l'Étude économique de la Yougoslavie, publiée en 1977.

3 Le service de la Comptabilité Sociale enregistre toutes les opérations financières par entreprise, en les ventilant par source de financement et type de dépense. Les données ainsi obtenues sur les dépenses d'investissement sont exprimées en valeur et ne correspondent pas nécessairement aux concepts du revenu national. Les écarts entre les données concernant les paiements et le chiffre des investissements réels ont sans doute été particulièrement importants en 1976 et en 1977, du fait des nouvelles lois comptables.

4 Cette estimation de 8 % est peut-être optimiste. Les données concernant les logements mis en chantier et terminés, ainsi que les superficies construites, sembleraient indiquer que, dans le secteur socialisé, la progression a été faible ou nulle. On ne dispose pas de renseignements précis sur le secteur privé, qui compte pour plus de la moitié dans la construction de logements. Mais on sait qu'il y a eu des pénuries de matériaux de construction, en particulier de ciment, et la stagnation des ventes ainsi que l'augmentation des stocks de mobilier paraissent confirmer le manque de dynamisme des investissements résidentiels. En outre, environ 80 % des investissements privés intéressent la construction de logements ; or, on estime que les investissements privés ont augmenté de moins de 9 %.

Graphique 3 Indicateurs de la consommation des ménages
 Pourcentage de variation d'une année sur l'autre



Source: OCDE, *Principaux indicateurs économiques*.

n'a apparemment pas suivi le rythme de la production, ce qui s'explique en grande partie par la vigueur de la demande finale. Le tassement de la demande des consommateurs vers la fin de l'année a entraîné un certain gonflement, probablement involontaire, des stocks de biens de consommation durant cette période. Toutefois, comme l'année 1976 avait été marquée par une réduction des stocks, due au désir des entreprises d'améliorer leur situation de trésorerie, il est probable qu'en 1977 la formation de stocks a fourni une contribution positive et importante à la croissance du produit social.

La consommation des ménages a augmenté de plus de 7 % en volume, alors qu'on prévoyait 4 ½ % à l'origine. Presque toutes les composantes du revenu des particuliers ont progressé assez fortement. La masse salariale nette s'est accrue de 26 % et le revenu des producteurs agricoles privés s'est probablement élevé dans des proportions substantielles grâce à de très bonnes récoltes⁵. Les envois de fonds des travailleurs expatriés (flux bruts), qui étaient restés pratiquement stationnaires en 1976, se sont redressés en 1977, mais ce mouvement a tenu pour une bonne part à la valorisation de la monnaie allemande. Dans son ensemble, le revenu disponible nominal des ménages a progressé d'environ 24 %. La hausse des prix à la consommation se situant autour de 14 %, l'amélioration du revenu disponible réel pour l'ensemble de 1977 a été proche de 9 %. Selon des données provisoires, le taux d'épargne des ménages a augmenté, apparemment sous l'effet d'un resserrement du crédit à la consommation au deuxième semestre de l'année. L'expansion du crédit à la consommation pour l'ensemble de l'année a sans doute sensiblement diminué⁶.

Comme les années précédentes, l'objectif était d'obtenir une augmentation des recettes du secteur public inférieure à celle du produit social nominal⁷. Étant donné que la demande de nombreux services du secteur public présente une forte élasticité par rapport aux revenus, et que ces services utilisent en outre une forte proportion de main-d'œuvre, cet objectif s'est révélé difficile à atteindre dans le passé, et 1977 n'a pas fait exception à la règle. Si l'on en juge par les statistiques des recettes publiques, il est probable que le volume et surtout la valeur des dépenses du secteur public ont augmenté très rapidement. On estime que, d'une année sur l'autre, la consommation publique s'est accrue de plus de 6 % en termes réels. Malgré une révision en milieu d'année, et une certaine redistribution des fonds, les recettes et les dépenses publiques ont progressé plus rapidement que le produit social nominal, la croissance du revenu nominal ayant été plus forte que prévu et le niveau des importations plus élevé⁸.

Prix et coûts

Après un net recul des taux d'inflation en 1976, la hausse des prix s'est à nouveau accélérée vers la fin de l'année. En 1977, le coût de la vie a augmenté d'environ 15 % par rapport à l'année précédente et les prix industriels à la production de plus de 9 %. Même les prix agricoles à la production ont monté d'environ 12 %, malgré l'abondance des récoltes. En outre, on a observé une certaine tendance à l'accélération des prix au cours de 1977, mais, en interprétant les chiffres, on doit tenir compte d'un certain nombre de facteurs particuliers. Dans le domaine des prix industriels, plus de la moitié de la hausse est imputable à l'ajustement des prix de l'électricité en fonction des prix mondiaux de l'énergie. Au début de l'année, les taux de l'impôt sur les ventes ont été relevés pour un grand nombre de biens de consommation. Les contrôles administratifs visant la détermination des prix de certains produits industriels et les marges de distribution

5 Les achats du secteur socialisé aux agriculteurs privés (c'est-à-dire, à l'exclusion des achats directs des ménages) ont augmenté de quelque 30 %.

6 Les règles de comptabilité ont été changées au milieu de 1977. Aussi, les données concernant le crédit à la consommation, de même que d'autres statistiques financières, ne sont-elles pas exactement comparables.

7 Les données du tableau 1 concernant la consommation collective se réfèrent uniquement aux achats de biens matériels et de certains services d'autres secteurs par le secteur public. Cependant, les recettes du secteur public dont il est question ci-dessus sont censées couvrir également la masse salariale du secteur public. Normalement, les dépenses courantes du secteur public non fédéral sont déterminées de manière à égaler ses recettes. Le Gouvernement fédéral représente une assez petite partie du secteur public total, qui est de plus en plus décentralisé.

8 Les droits de douane représentent environ un tiers des recettes courantes du Gouvernement fédéral.

Tableau 3 Prix
Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente

	1974	1975	1976	1977	Déc. 77 Déc. 76	Mars 78 ¹ Sept. 77
PRIX A LA PRODUCTION						
Produits industriels, total	29	22	6.1	9.5	9.8	5.7
Biens d'équipement	12	22	11.2	9.5	10.5	6.7
Produits intermédiaires	38	23	6.1	8.8	9.4	3.4
Biens de consommation	22	21	5.3	10.7	10.0	8.9
Produits agricoles, total	14	13	14.4	12.1	8.5	—
PRIX DE DÉTAIL						
Total	26	26	9.4	13.3	14.0	14.1
Produits agricoles	16	23	13.5	17.3	13.3	30.1
Produits industriels	29	26	8.0	13.0	14.5	13.7
Services	20	26	13.0	13.4	15.0	6.9
COUT DE LA VIE						
Total	21	24	11.6	15.0	14.1	20.3
Biens	21	24	11.5	15.2	14.2	22.7
Alimentation	16	24	14.1	18.3	14.1	31.9
Biens de consommation durables	27	30	7.8	11.6	16.3	20.4
Services	19	25	12.4	13.4	14.7	7.4
PRIX A L'EXPORTATION	32	9	4	13	—	—
PRIX A L'IMPORTATION	46	5	3	14	—	—

1 Pourcentage de variation annuelle; chiffres non corrigés des variations saisonnières.

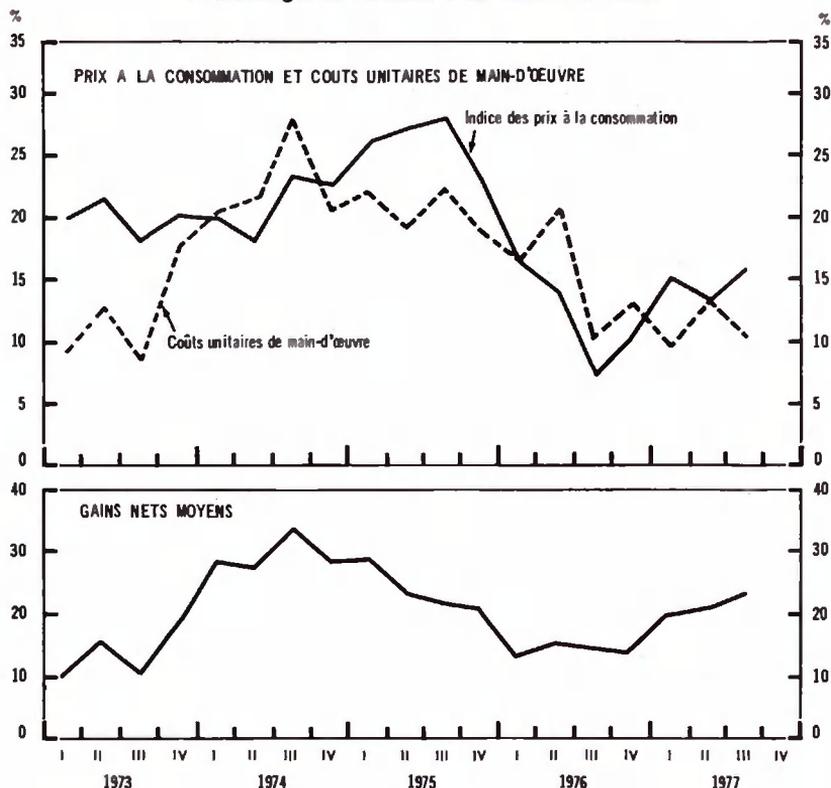
Sources : *Saopstenja*, n° 317/1977; *Indeks*; renseignements communiqués directement à l'OCDE.

ont été assouplis, de sorte que les prix de détail de ces produits ont augmenté. Les prix des produits alimentaires ont fortement monté à l'automne, après la suppression des subventions pour le pain, la farine, la viande, les huiles comestibles et la margarine. (La hausse des prix alimentaires est également responsable de l'accélération des prix à la consommation observée au début de 1978.) Dans l'ensemble, la hausse de 14 % des prix de détail observée en 1977 (décembre à décembre) a été due pour près de 3 % à des mesures administratives. En 1976, cette hausse avait été de 9 % et l'on espérait à l'origine ne pas dépasser ce chiffre en 1977.

En ce qui concerne les coûts, les gains de productivité de la main-d'œuvre (5 % dans l'industrie, 3 % pour l'ensemble du secteur socialisé) ont été assez importants et s'expliquent sans doute en grande partie par l'accélération de la production entre 1976 et 1977. Néanmoins, les coûts unitaires de la main-d'œuvre dans l'industrie, exprimés en dinars, ont progressé de plus de 12 % en 1977⁹, après une hausse de 15 % l'année précédente. Compte tenu de l'augmentation des prix industriels durant ces deux années (6 et 9 ½ % respectivement), il est probable que le revenu net des entreprises par unité de production est resté assez comprimé en 1977, même si le revenu total a progressé assez rapidement. Les demandes d'autorisation de relèvement des prix de vente adressées à la Commission Fédérale de Contrôle des Prix passent pour avoir diminué en nombre. Cela est peut-être dû, dans une certaine mesure, au fait que les autorités ont fait savoir à plusieurs reprises qu'elles s'emploieraient à consolider la stabilisation amorcée en 1976. Les prix à l'importation ont augmenté beaucoup plus vite que l'année précédente :

9 Estimation faite à partir de statistiques allant de janvier à septembre.

Graphique 4 Prix et coûts¹
 Pourcentages de variation d'une année sur l'autre



1 Industrie.

Sources: *Indeks; Principaux indicateurs économiques.*

14 % contre 3 %. Il semble donc que les pressions inflationnistes ne se soient pas atténuées en 1977. Si l'accélération enregistrée des prix est surtout imputable à des mesures administratives, certains facteurs ont aussi joué temporairement dans un sens favorable, notamment un accroissement de productivité, en grande partie conjoncturel, résultant du redressement de la production industrielle, et une augmentation considérable du volume des importations nettes.

Emploi et productivité

Le marché du travail yougoslave se caractérise par une offre croissante de main-d'œuvre à moyen terme. Au flux net de travailleurs expatriés rentrant en Yougoslavie — environ 80 000 personnes en 1976 — vient s'ajouter un accroissement annuel de la population active d'ampleur égale, résultant de l'évolution démographique. Dans la pratique, presque tous ces travailleurs supplémentaires souhaiteraient trouver un emploi en dehors du secteur agricole, qui occupe encore environ un tiers de la population active. La plupart des travailleurs de ce secteur souhaitaient eux-mêmes le quitter. Aussi la demande d'emploi dans le secteur socialisé est-elle très forte.

Les résolutions sur la politique économique pour 1977 visaient une augmentation de 3 % de l'emploi dans le secteur socialisé. Ce chiffre était inférieur à

l'objectif du Plan, à savoir une augmentation annuelle moyenne de $3\frac{1}{2}\%$, mais il avait été retenu parce que l'on s'attendait à une croissance du produit social de $5\frac{1}{2}\%$. En fait, le produit social a progressé de plus de 7% et l'emploi du secteur socialisé de 4.4% , ce qui représente 245 000 personnes. On a enregistré une progression supérieure à la moyenne dans les régions moins développées. Le nombre d'emplois créés dans le secteur socialisé a donc dépassé l'accroissement démographique naturel de la population active, augmenté du nombre des travailleurs expatriés rentrés en Yougoslavie. Alors que les deux années précédentes, l'emploi avait progressé beaucoup plus rapidement dans les « secteurs non économiques »¹⁰, en 1977, la progression semble avoir été à peu près égale dans toutes les branches d'activité. Deux exceptions notables sont la construction et le secteur financier, où elle a atteint 6% et 8% respectivement. Le fort accroissement de l'emploi dans le secteur socialisé s'est accompagné de gains de productivité de 5% pour l'industrie, et de 3% globalement. L'amélioration de la productivité, très rapide en début d'année, a marqué un net ralentissement au deuxième semestre de 1977¹¹.

Malgré cette progression de l'emploi, le nombre des demandeurs d'emploi recensés s'est élevé à 700 000, ce qui représente environ 12% de la population active non agricole. Il n'est pas facile de comparer les statistiques yougoslaves des demandeurs d'emploi avec les statistiques du chômage des autres pays. En effet, les premières englobent les étudiants arrivant en fin d'études, les personnes ayant un emploi à temps partiel ou occasionnel, ainsi que les personnes pourvues d'un emploi mais souhaitant en changer — pour la plupart dans le secteur agricole, où le chômage déguisé est très répandu. Par ailleurs, moins de 3% des demandeurs d'emploi perçoivent des indemnités de chômage ; il est vrai que ce système est très peu développé en Yougoslavie. Malgré les difficultés d'ordre statistique, et surtout conceptuel, que présente l'estimation du nombre des chômeurs, il ne fait pas de doute que le sous-emploi demeure un problème grave. Dans la troisième partie de la présente Etude, on essaiera de situer dans une perspective à plus long terme les tendances et l'évolution de la structure du marché du travail.

Commerce et paiements extérieurs

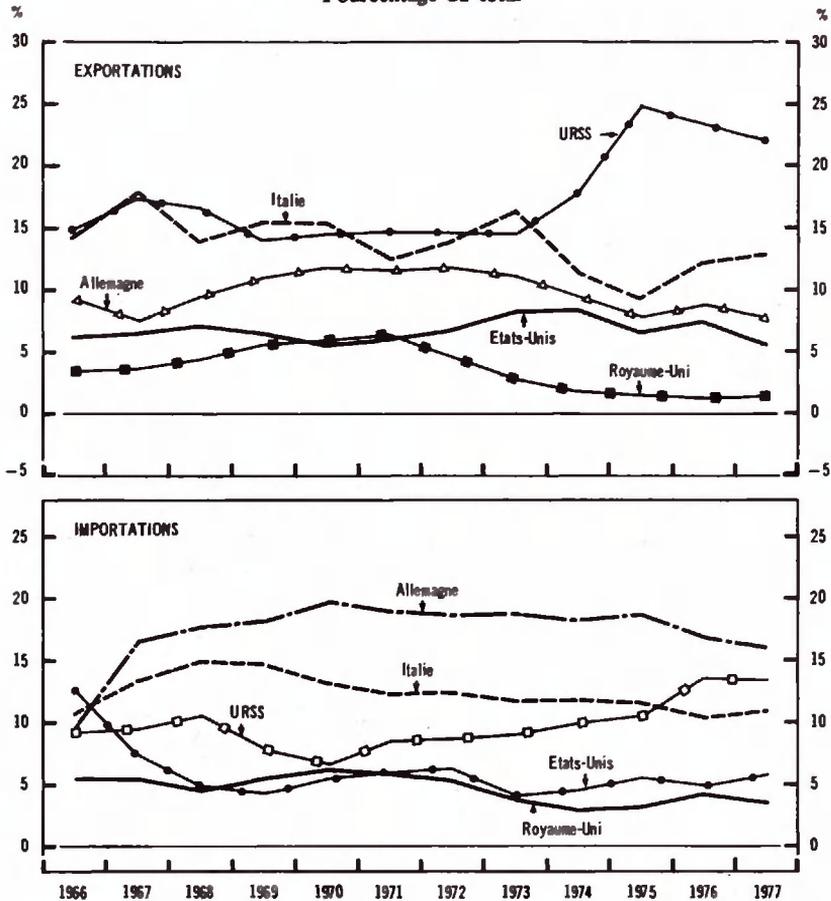
Une demande extérieure inférieure aux prévisions, et une demande intérieure, notamment d'investissements, plus forte que prévu, ont fait que l'évolution du commerce extérieur en 1977 a été très différente de ce que l'on avait escompté au départ. Après une baisse du volume des importations pendant deux années consécutives (malgré l'augmentation de la demande intérieure finale), on pouvait raisonnablement supposer que le rapport stocks-production avait été ramené aux niveaux souhaités et que la croissance prévue de la production et de l'investissement entraînerait un net accroissement des importations. On s'attendait, compte tenu d'un certain report positif et de l'expansion prévue des marchés, à ce que le volume des exportations de marchandises augmente de $6\frac{1}{2}\%$ d'une année sur l'autre. En fait, il a augmenté d'environ 15% , le mouvement se ralentissant en cours d'année. Cela n'a rien d'étonnant, étant donné que la consommation et les investissements ont progressé plus vite que prévu.

Le recul des exportations de marchandises, près de 5% en volume, est plus difficile à expliquer. Dans les pays de l'OCDE, l'activité a été plus faible que prévu, et la demande d'importations a fléchi en conséquence. Les exportations

10 Essentiellement, l'éducation, la santé et les services sociaux, ainsi que l'administration publique.

11 Il faut cependant noter que la progression relativement rapide de la productivité du travail en 1977 est venue après deux années d'évolution anormalement faible, voire négative. L'évolution de la productivité en moyenne période sera analysée dans la troisième partie.

Graphique 5 Répartition géographique du commerce extérieur
Pourcentage du total



Source: SGJ.

vers l'Europe de l'Est et l'URSS ont aussi diminué en termes réels. Les importations par la zone de l'OCDE de fer et d'acier, de métaux non ferreux, de textiles et d'autres produits tenant une place importante dans les exportations yougoslaves ont été particulièrement déprimées. En outre, certains de ces produits ont fait l'objet de mesures protectionnistes dans plusieurs pays de l'OCDE en 1977. Sur le plan des prix, il paraît peu probable que les exportations yougoslaves soient devenues moins concurrentielles ces dernières années. D'après les données dont on dispose, les prix relatifs des produits manufacturés¹² exportés par la Yougoslavie ne semblent guère s'être écartés de leur niveau moyen de longue période, après les vives fluctuations de la période 1973-1975. Dans les derniers mois de 1977 et les premiers mois de 1978, la dépréciation effective du dinar a même fait baisser les prix relatifs à l'exportation. Toutefois, il semble que, malgré d'appréciables gains de productivité du travail, les coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre de l'industrie

12 A part les produits manufacturés, la Yougoslavie exporte surtout des matières premières. Comme les prix de celles-ci sont en grande partie déterminés par les marchés internationaux des produits de base, on peut raisonnablement supposer que les prix relatifs à l'exportation de ces produits appliqués par la Yougoslavie sont demeurés stables.

Tableau 4 Commerce extérieur par produits
Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente

	Milliards de dinars	Répar- tition en %	1973	1974	1975	1976	1977
			1977				
EXPORTATIONS DE MARCHAN- DISSES (TOTAL)							
Volume			6.3	1.0	-2.0	15.0	-4.7
Valeur	89.3	100.0	27.5	33.4	7.0	19.7	7.7
Machines et outillages							
Volume					3.2	7.8	-1.9
Valeur	18.4	20.6	23.2	32.0	35.2	18.6	31.4
Matières premières et demi- produits							
Volume					-9.8	18.6	-5.6
Valeur	45.3	50.7	33.7	50.4	-5.3	19.8	2.9
Biens de consommation							
Volume					12.4	11.9	-5.3
Valeur	25.7	28.8	20.4	6.8	20.3	19.7	3.2
IMPORTATIONS DE MARCHANDI- SES, TOTAL							
Volume			16.9	14.4	-2.5	-5.5	14.8
Valeur	163.8	100.0	39.5	66.7	2.4	-4.3	30.8
Machines et outillages							
Volume					25.7	-12.9	8.2
Valeur	41.4	25.3	45.8	30.0	44.6	-6.9	38.5
Matières premières et demi- produits							
Volume					-5.6	-7.9	17.1
Valeur	101.8	62.1	37.6	86.7	-3.7	-7.0	27.6
Biens de consommation							
Volume					-30.9	18.9	18.1
Valeur	20.5	12.5	39.0	39.1	-21.9	20.1	32.3

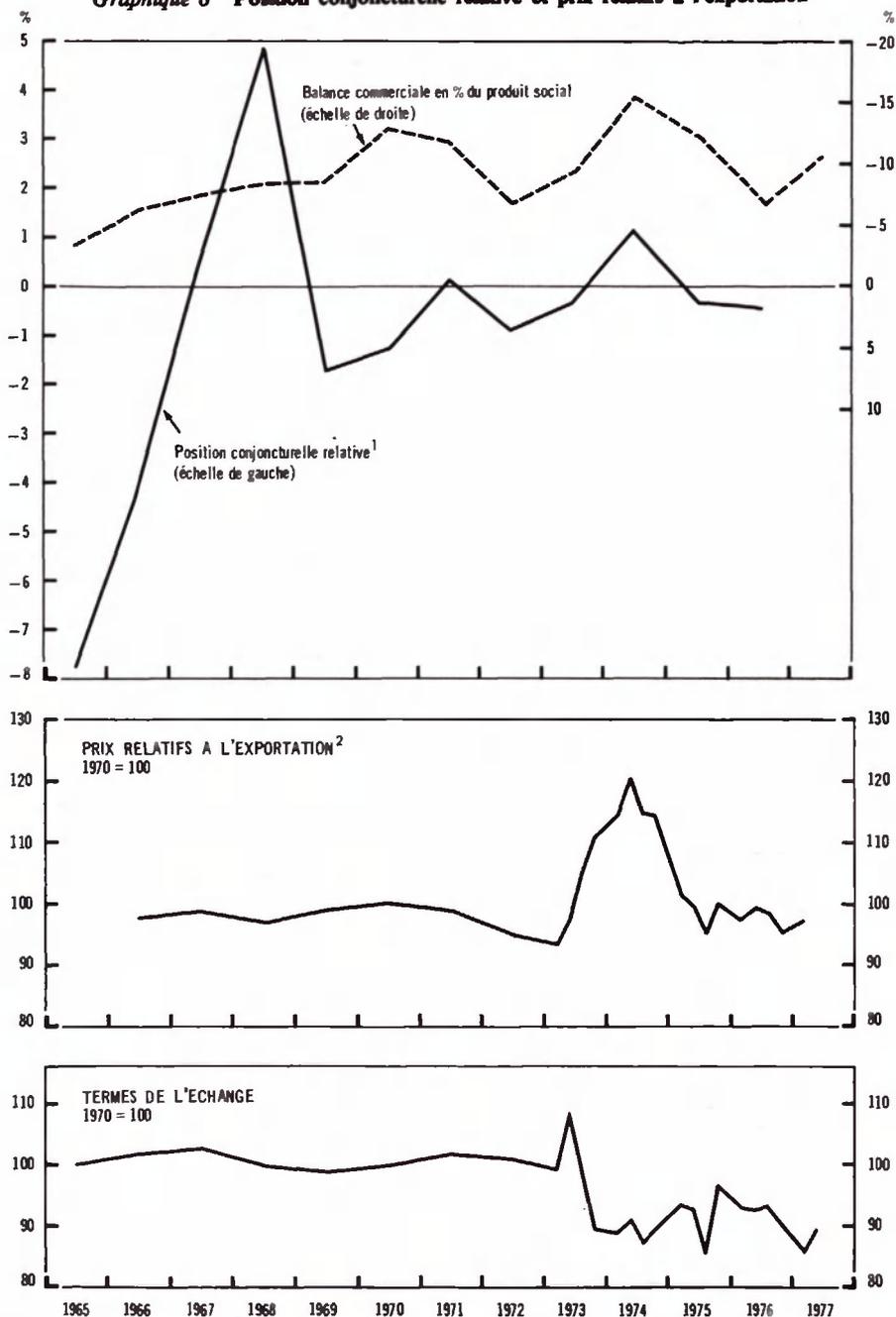
Sources : Indeks; Saopstenje SZS, n° 26/1977, n° 20/1978.

yougoslave aient augmenté. Cela est de nature à entraîner une compression des marges commerciales brutes et à diminuer l'incitation à exporter. En tout état de cause, les entreprises ont sans doute été moins portées à consacrer leurs ressources au développement des exportations en 1977. La demande intérieure était florissante, alors que sur les marchés des principaux produits d'exportation de la Yougoslavie, les conditions étaient favorables aux acheteurs. Il est d'ailleurs, relativement peu d'entreprises yougoslaves qui travaillent essentiellement pour l'exportation, parce que liées par des contrats d'approvisionnement à long terme ou des débouchés obligés.

Les prix des marchandises, aussi bien à l'exportation qu'à l'importation, se sont également comportés de manière inattendue. Selon les estimations officielles, les prix à l'exportation ont augmenté de 13 % et les prix à l'importation de 14 % (les uns et les autres étant exprimés en dollars) alors qu'on prévoyait à l'origine 6 et 8 %¹³. La forte hausse des prix à l'exportation est surprenante, car les produits de base représentent une proportion importante des exportations totales de marchandises et les prix en dollars d'un grand nombre de ces produits ont en fait

13 D'après de récentes estimations du Secrétariat, les prix à l'importation et à l'exportation de la zone de l'OCDE, exprimés en dollars, ont augmenté de moins de 10 % en 1977.

Graphique 6 Position conjoncturelle relative et prix relatifs à l'exportation



1 Écart par rapport à la tendance du produit social yougoslave, rapporté à l'écart pondéré du PNB des sept principaux partenaires commerciaux appartenant à la zone de l'OCDE.

2 Valeurs unitaires des exportations yougoslaves rapportées à la moyenne pondérée des valeurs unitaires des exportations des sept principaux partenaires commerciaux appartenant à la zone de l'OCDE.

Sources : Principaux indicateurs économiques; SGJ; Indeks; Secrétariat de l'OCDE.

baissé. En 1976 également, les prix des exportations yougoslaves avaient augmenté plus que la moyenne de l'OCDE.

La hausse de 28 % enregistrée pour le prix moyen des importations de biens d'équipement mérite également d'être examinée. L'Allemagne est le principal fournisseur de machines et outillage de la Yougoslavie, représentant environ la moitié des importations totales. Selon les statistiques commerciales de l'Allemagne, la hausse des valeurs unitaires des exportations de machines et outillage (catégorie 7 de la CTCI) vers la Yougoslavie a dépassé de 8 points la hausse moyenne de l'ensemble des exportations allemandes de biens d'équipement entre les neuf premiers mois de 1976 et la période correspondante de 1977¹⁴. On peut trouver trois raisons à ce phénomène. Tout d'abord, le marché intérieur des biens d'investissement a été, l'an dernier, plus soutenu en Yougoslavie que dans le reste du monde en moyenne. Ensuite, les indices de prix obtenus en divisant les valeurs courantes des matériels achetés par leur coefficient de pondération, surévaluent peut-être la hausse effective des prix, même pour les diverses sous-catégories prises individuellement. Cela peut être particulièrement important pour une économie en développement rapide qui importe probablement du matériel de plus en plus complexe et perfectionné. Enfin, il est possible que, durant 1977, les fournisseurs étrangers aient proposé des conditions de crédit plus séduisantes que celles des fournisseurs yougoslaves. L'expérience a montré que les conditions de crédit extérieur particulièrement favorables allaient souvent de pair avec des prix relativement élevés.

Du point de vue géographique, les exportations vers les pays développés (principalement la zone de l'OCDE) n'ont progressé que de 3 % en valeur, alors qu'elles avaient fait un bond d'environ 40 % en 1976. La croissance des exportations vers les pays à économie planifiée a été modérée, mais vers les pays en développement, elle a dépassé 35 %. Les parts de marché de la Yougoslavie chez ses partenaires commerciaux traditionnels, notamment l'Allemagne, l'Autriche et les Etats-Unis, ont subi des pertes substantielles. Les exportations vers l'Union Soviétique, qui est globalement le principal partenaire commercial de la Yougoslavie, sont restées stationnaires et l'on n'a enregistré que de faibles accroissements dans les exportations à destination des autres pays à économie planifiée. Les exportations vers certains pays en développement ont vivement progressé, mais elles ne représentent qu'une part modeste des exportations totales. Les importations en provenance des pays développés ont augmenté de 36 % (après avoir marqué un recul de 15 % en 1976), les Pays-Bas, les Etats-Unis et l'Italie comptant pour une part importante dans ce mouvement. Les importations en provenance des pays à économie planifiée ont progressé d'environ un quart. La balance commerciale avec chacun des trois grands groupes de partenaires commerciaux s'est soldée

14 Les chiffres ont été de 21 et 13 % respectivement. Ils ont été obtenus en pondérant les variations de prix de onze catégories de produits (subdivisions à trois chiffres de la CTCI), à l'exclusion des navires. On a utilisé comme coefficients de pondération les parts en valeur de ces produits dans les exportations de machines vers la Yougoslavie durant les neuf premiers mois de 1976. Si l'on prend comme base un indice global de prix sommairement établi (valeur totale des exportations vers la Yougoslavie des produits de la catégorie 7 de la CTCI, divisée par leur volume total), la variation de prix calculée entre 1976 et 1977 atteint 26 %. Ce dernier chiffre est beaucoup plus proche du chiffre officiel yougoslave que celui obtenu par la méthode plus détaillée décrite ci-dessus. En outre, si l'on tenait compte des importations en provenance de pays dont les monnaies n'ont pas suivi le Deutschemark, la valeur unitaire des importations totales de biens d'équipement serait encore moindre. Il est possible que l'estimation officielle ait été faite sur la base de grands agrégats. Dans ce cas, elle tendrait à surévaluer l'augmentation effective des prix du matériel importé, intervenue entre 1976 et 1977, et à sous-évaluer parallèlement l'augmentation du volume du matériel importé. Celle-ci est officiellement chiffrée à 8 % pour 1977. Ce chiffre semble plutôt bas, étant donné la vigueur apparente de la demande intérieure de biens d'équipement. (La production intérieure de biens d'équipement a augmenté de près de 10 % d'une année sur l'autre et le volume des exportations a diminué d'environ 2 %.)

Tableau 5. Commerce extérieur par régions
Milliards de dinars

	Exportations		Importations		Balance commerciale	
	1976	1977	1976	1977	1976	1977
TOTAL	82.9	89.3	125.2	163.8	-42.3	-74.5
I OCDE	34.4	35.5	68.7	93.3	-34.3	-57.9
1 OCDE, Europe	27.6	29.7	59.5	77.9	-31.8	-48.3
CEE	22.5	23.7	48.9	64.7	-26.4	-41.0
AELE	3.3	3.8	9.0	11.0	-5.7	-7.2
2 OCDE, autres pays	6.7	5.8	9.3	15.4	-2.5	-9.6
II COMECON	34.5	34.8	36.5	46.2	-2.0	-11.4
URSS	19.4	19.4	17.0	22.1	+2.4	-2.8
III PAYS EN DÉVELOPPEMENT	14.1	19.1	20.0	24.3	-6.9	-5.2
Asie	7.8	9.1	10.9	13.2	-3.2	-4.1
Afrique	5.2	7.9	4.4	5.5	+0.8	+2.4
Amérique latine	1.1	2.1	4.7	5.6	-3.6	-3.5

Source : Indeks.

par un déficit. En particulier, le déficit avec les « quatre grands » pays d'Europe Occidentale a été particulièrement lourd : plus de 2 milliards de dollars, les ventes à ces pays n'ayant couvert que 36 % des achats à ces mêmes pays. Le déficit commercial global pour 1977 atteint le chiffre record de 4,4 milliards de dollars environ. Toutefois, rapporté au produit social nominal, à 10,2 % il reste inférieur aux déficits de 1974 et 1975. L'aggravation par rapport à 1976 s'explique en grande partie par la position conjoncturelle relative à la Yougoslavie, encore que les termes de l'échange se soient légèrement dégradés. Comme on l'a déjà indiqué, il n'y a pas eu de détérioration sensible des prix relatifs à l'exportation, mais l'évolution des coûts relatifs laisse supposer une perte de la compétitivité des exportations.

Tandis que le déficit commercial s'aggravait, l'excédent du compte des opérations invisibles accusait de son côté une diminution de près de 100 millions de dollars. Comme dans le cas des échanges de marchandises, le dynamisme relatif de l'économie yougoslave en 1977 semble avoir contribué à cette évolution, encore que l'on décèle aussi certains signes d'affaiblissement à moyen terme. Les envois de fonds des travailleurs expatriés ont continué de s'accroître, mais les retraits effectués par ceux-ci sur leurs dépôts en devises ont encore augmenté davantage en termes absolus. Les recettes nettes du tourisme n'ont accusé qu'une légère progression. Le nombre des nuitées a diminué et si les dépenses totales des touristes étrangers ont légèrement augmenté, celles des touristes yougoslaves à l'étranger se sont fortement gonflées. La diminution du nombre des nuitées tient peut-être en partie au fait que les touristes semblent maintenant abandonner l'hôtel au profit du camping ; or, la Yougoslavie offre surtout des vacances en hôtel. Mais la bonne tenue du dinar par rapport aux monnaies d'autres pays d'Europe méridionale a probablement joué un rôle plus important. Aux autres postes du compte des invisibles, les paiements ont augmenté plus vite que les recettes, de sorte que l'excédent est tombé à 2,6 milliards de dollars. Le renversement de la balance des opérations courantes, qui est passée d'un excédent de 165 millions de dollars en 1976

Tableau 6 **Balance des paiements**
Millions de dollars des États-Unis

	1974	1975	1976	1977 ¹	1978 ²
Balance commerciale	-3 715	-3 625	-2 489	-4 380	-3 700
Importations, c.a.f.	7 520	7 697	7 367	9 634	
Exportations, f.o.b.	3 805	4 072	4 878	5 254	
Services et transferts, net	2 532	2 593	2 654	2 580	2 500
Recettes	3 657	4 021	4 410	4 755	
Envois de fonds des travailleurs et des émigrés	1 621	1 696	1 884	2 020	
Tourisme	700	768	802	325	
Transports	739	850	908	1 000	
Intérêts	93	62	90	125	
Autres revenus	504	645	726	784	
Dépenses	1 125	1 428	1 756	2 175	
Envois de fonds des travailleurs et des immigrés	242	369	469	670	
Tourisme	56	66	77	90	
Transports	343	420	479	570	
Intérêts	291	337	369	425	
Autres revenus	193	236	362	420	
Balance des paiements courants	-1 183	-1 032	165	-1 800	-1 200
Mouvements de capitaux à long terme	679	1 057	1 477	1 500	
Mouvements de capitaux à court terme, y compris les erreurs et omissions	52	-164	-288	280	
Variation des réserves, net	-452	-139	1 324	-20	
Devises	-257	-276	1 178	100	
Soldes bilatéraux	-195	137	146	-120	

1 Estimations préliminaires.

2 Prévisions.

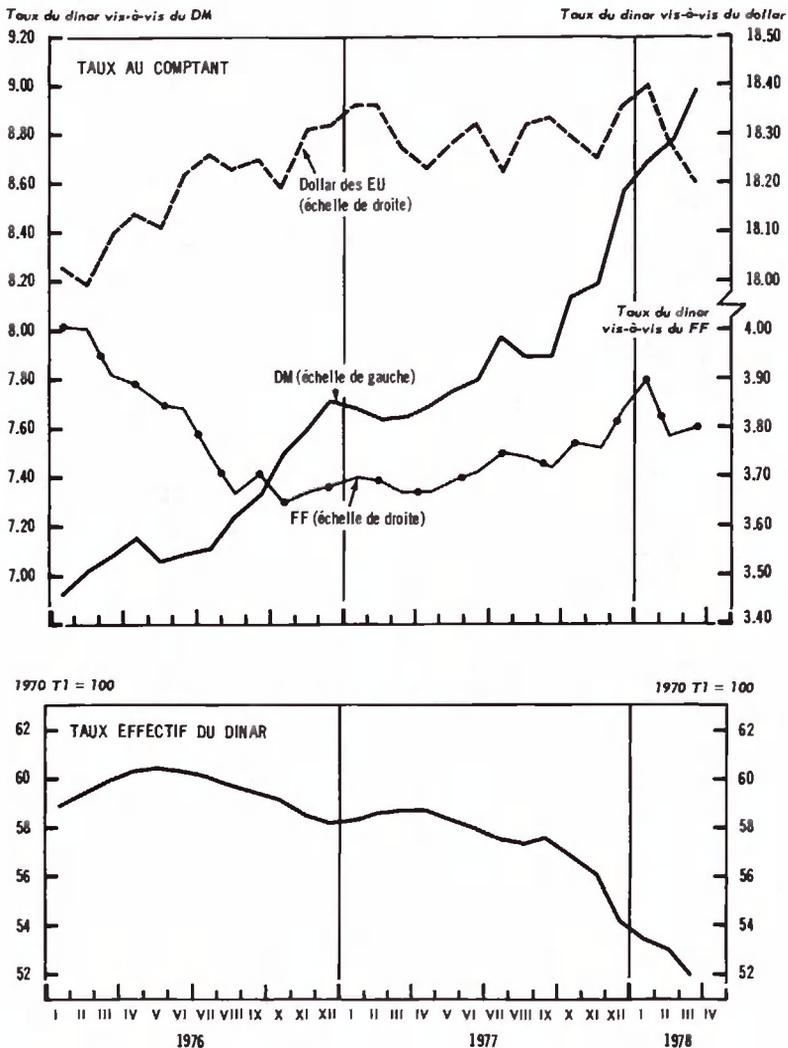
Sources : Banque nationale de Yougoslavie et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

à un déficit de 1.8 milliard de dollars en 1977, a largement dépassé les prévisions initiales, et il a représenté 6 % du produit social de 1976.

Malgré son importance, le déficit extérieur courant de 1977 n'a pas posé de grands problèmes de financement. Les entrées nettes de capitaux à long terme se sont élevées à 1.5 milliard de dollars. Les fonds obtenus auprès de la BIRD et les crédits bilatéraux ont atteint 200 millions de dollars, et 250 millions de dollars ont été empruntés à l'Union Soviétique en vertu d'un accord signé en 1972. Les réserves n'ont que légèrement diminué, après leur forte augmentation de 1976, et les réserves en devises convertibles ont même augmenté, mais la position extérieure nette des banques commerciales s'est détériorée. Le taux de change du dinar étant plus ou moins lié au dollar des États-Unis depuis le milieu de 1976, le taux de change effectif¹⁵ pondéré en fonction de la structure des échanges, s'est déprécié

15 Pour calculer le taux de change effectif du dinar, on tient compte à la fois des exportations et des importations directes et de l'effet des « marchés tiers ». La structure géographique des échanges de la Yougoslavie diffère considérablement selon qu'il s'agit des exportations ou des importations, et ce facteur a joué contre la balance commerciale en 1977. L'Allemagne est le plus gros fournisseur de la Yougoslavie et le dinar s'est déprécié de quelque 10 % par rapport au Deutschemark en moyenne annuelle. L'Italie est son plus gros client (après l'URSS), mais le taux de change dinar/lire n'a guère varié.

Graphique 7 Taux au comptant de quelques monnaies et taux effectif du dinar
Moyennes mensuelles des chiffres hebdomadaires



Note: Les taux au comptant sont exprimés en dinars par unité de devise étrangère; le taux effectif est la moyenne pondérée par les échanges des taux au comptant du dinar vis-à-vis des monnaies des partenaires commerciaux de la Yougoslavie (exprimées en unités de devise étrangère par dinar).

Source: OCDE.

d'environ 6 % entre 1976 et 1977. En mars 1978, la parité avec le dollar était à peu près la même que 12 mois plus tôt. Durant cette période, le dinar s'était ainsi déprécié d'environ 15 % par rapport au Deutschemark et il avait perdu par rapport aux monnaies des autres pays de l'OCDE des montants correspondant aux variations de celles-ci par rapport au dollar.

II LA POLITIQUE ECONOMIQUE EN 1977

Au cours des dernières années, le cadre institutionnel dans lequel la politique économique est élaborée et les voies par lesquelles elle est mise en œuvre ont fait l'objet de changements importants. Inspirés par les principes de la Constitution de 1974, ces changements traduisent la volonté des autorités d'accroître la décentralisation. Ils ont aussi pour objet de placer les unités décentralisées (administrations locales et entreprises en particulier) dans un cadre institutionnel et juridique qui les incite à fonctionner avec efficacité en tant qu'unités individuelles, tout en se conformant autant que possible dans leur ensemble aux objectifs annuels et à moyen terme des Plans. De leur côté, ces objectifs sont maintenant définis au terme de longues consultations, en particulier au niveau régional. On s'attend à ce que l'accroissement de la décentralisation contribue en soi à accélérer et à optimiser le développement économique, tout en entraînant des avantages d'ordre social. Par conséquent, ces réformes institutionnelles représentent en elles-mêmes des instruments d'action à moyen terme. Leur entrée en vigueur exerce, toutefois, pendant la phase d'adaptation de l'économie aux conditions nouvelles, des effets passagers qu'il ne faut pas attribuer aux mesures conjoncturelles. Ainsi, en 1976, l'entrée en vigueur de la nouvelle législation sur la comptabilité des entreprises s'était traduite dans un premier temps par un accroissement marqué de la préférence pour la liquidité. Mais au bout de quelques mois les dépenses d'investissement des entreprises avaient fortement augmenté. De nouvelles réformes ont pris effet en 1977 et d'autres sont prévues pour 1978.

Politique monétaire

Comme on l'a vu dans l'Etude annuelle de l'an dernier, la législation bancaire a été modifiée pour permettre une plus large décentralisation. Il existe maintenant trois types de banques, ainsi que quatre catégories d'autres institutions financières¹⁶. Le système bancaire comprend les Banques Nationales¹⁷, les « banques de base » et les « banques internes ». Les banques de base, qui assurent la plupart des fonctions des banques commerciales classiques, peuvent être fondées par des entreprises, mais non par des personnes physiques ou des organismes gouvernementaux. Les banques internes sont étroitement liées à au moins deux entreprises (« Organisations du travail associé ») ou filiales quasi indépendantes d'une même entreprise ; leurs fonctions correspondent à celles qu'exercent, dans les pays Membres de l'OCDE, les services financiers des grandes sociétés. Les banques internes, dont les engagements ne constituent pas des moyens de paiement, ne sont pas assujetties à la réglementation bancaire fixée par la Banque Nationale. Les autres catégories d'intermédiaires financiers comprennent les organismes d'épargne et de prêt, les sociétés d'assurances et les organismes de crédit. Les organismes d'épargne et de prêt reçoivent l'épargne des ménages, accordent du crédit à la consommation et des

16 Depuis la fin de la Guerre jusqu'à 1953, la Banque Nationale était la seule institution financière. Les années 50 ont vu la création d'organismes de crédit, tandis que le système bancaire faisait l'objet d'une décentralisation fonctionnelle. On a assisté à la création de banques chargées plus spécialement d'un secteur d'activité (agriculture, commerce extérieur, investissement, administrations locales, épargne personnelle, etc.). Au début des années 60, la Banque Nationale a progressivement limité son rôle à celui d'une banque centrale, tandis que les banques locales se transformaient en banques commerciales et devenaient la principale source de financement des entreprises.

17 Il s'agit de la Banque Nationale de Yougoslavie (dont le siège est à Belgrade) et des Banques Nationales des Républiques et des provinces.

prêts pour financer les investissements des administrations locales. Outre les organismes de financement des exportations et des ventes intérieures de biens d'équipement, il existe un Fonds fédéral chargé de financer (à des conditions de faveur) les investissements dans les Républiques et les Provinces moins développées. La plupart des organismes de crédit sont financés par voie d'emprunts facultatifs ou obligatoires. Les réformes législatives visaient notamment à mieux délimiter les fonctions concernant le financement interne des entreprises, les opérations de banque commerciale et la conduite de la politique monétaire. En principe, la Banque Nationale n'accorde pas directement de crédit au secteur non bancaire (Gouvernement fédéral excepté) et la régulation de la masse monétaire constitue son principal objectif opérationnel. Les instruments utilisés sont notamment les coefficients minimums de réserve et les opérations d'open market sur « bons du Trésor » de la Banque Nationale et sur effets commerciaux¹⁸.

Les Résolutions pour 1977 avaient été rédigées avant que ne se manifeste la reprise de la fin de l'année 1976, à un moment où un certain assouplissement sélectif de la politique économique paraissait indiqué pour orienter l'activité dans la direction prévue par le Plan. L'accroissement de M1, qui s'était chiffré à 53 % l'année précédente, ne devait pas dépasser 16 % en 1977 et les facilités de réescompte étaient réduites de moitié par rapport à 1976. On estimait que le processus d'adaptation au niveau plus élevé jugé souhaitable pour les fonds de roulement des entreprises était probablement terminé, mais il n'était pas possible de savoir si un dépassement de l'objectif s'était produit, ce qui pouvait déclencher une poussée des dépenses, ou si la position intrinsèque de liquidité des entreprises les conduirait à conserver une attitude prudente en matière d'investissement. L'objectif susmentionné de 16 % représente essentiellement une orientation neutre. Il a été fixé sur la base du taux de croissance supposé du produit social nominal (18 % environ d'une année à l'autre) et de la prévision d'une ponction sur les liquidités de 8 milliards de dinars par le canal de la balance des paiements.

En l'occurrence, la masse monétaire ne s'est accrue que de 6 % environ au premier semestre, contre plus de 25 % pendant la période correspondante de 1976. La tendance de l'activité intérieure ayant été plus dynamique que prévu,

Tableau 7 Facteurs de création de la masse monétaire
Milliards de dinars

	Encours fin décembre 1976	Variations au cours de la période			
		1976		1977	
		I	II	I	II
CRÉDIT, TOTAL	582.5	45.3	80.4	59.0	68.3
1 Entreprises du secteur socialisé	446.6	37.5	58.2	40.9	54.6
2 Administration fédérale	47.1	-0.6	6.4	8.0	4.2
3 Autres organismes et fonds publics	32.9	2.7	4.3	1.7	12.2
4 Secteur des ménages	55.9	5.7	11.5	8.4	-2.7
OPÉRATIONS EN DEVISES	6.7	11.0	5.2	-7.8	-7.4
DÉPÔTS NON MONÉTAIRES (accroissement = —)	(-) 374.8	-18.4	-46.5	-37.7	-30.9
MASSE MONÉTAIRE (M1)	214.3	37.9	39.1	13.5	30.0

Sources : Bulletin trimestriel de la Banque nationale de Yougoslavie et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

18 On trouvera une description détaillée de l'organisation et du fonctionnement du système financier yougoslave après les récentes réformes, dans l'étude intitulée "Financial Institutions in Yugoslavia", établie par l'Association des Banques yougoslaves, Yugoslovenski Pregled, Belgrade 1977.

l'objectif a été relevé et porté à 20 % au cours de l'été¹⁹. De fait, l'expansion de M1 s'est accélérée au second semestre de l'année et l'on estime que la masse monétaire s'est accrue d'environ 43 milliards de dinars (soit de 20 %) entre décembre 1976 et décembre 1977. Cet accroissement tient principalement au fait que les crédits ont augmenté d'environ 130 milliards de dinars, soit une expansion globale de 22 % recouvrant une progression de 6 % du crédit à court terme, de 24 % du crédit à long terme et de 52 % des crédits en devises²⁰. Les emprunts des entreprises se sont accrus de 21 %, ceux du Gouvernement fédéral de 28 % et ceux du secteur des ménages de 17 %.

Le déficit élevé de la balance des paiements courants a neutralisé en grande partie l'expansion rapide du crédit d'origine intérieure et extérieure. L'accroissement de la masse monétaire a été également freiné par l'augmentation de 21 % des dépôts non monétaires. Au second semestre de 1977, la ponction exercée par la balance des paiements s'est atténuée sous l'effet de l'amélioration de la balance commerciale et de l'accroissement des emprunts à l'étranger. Le ralentissement de l'expansion de la masse monétaire sur l'ensemble de l'année a surtout fait sentir ses effets dans le secteur des entreprises, dont les encaisses ont augmenté de 22 %, après la progression considérable enregistrée en 1976. En revanche, les avoirs monétaires du Gouvernement fédéral se sont accrus de près de 43 % par suite

Tableau 8 Principales sources de monnaie centrale
Fin de période

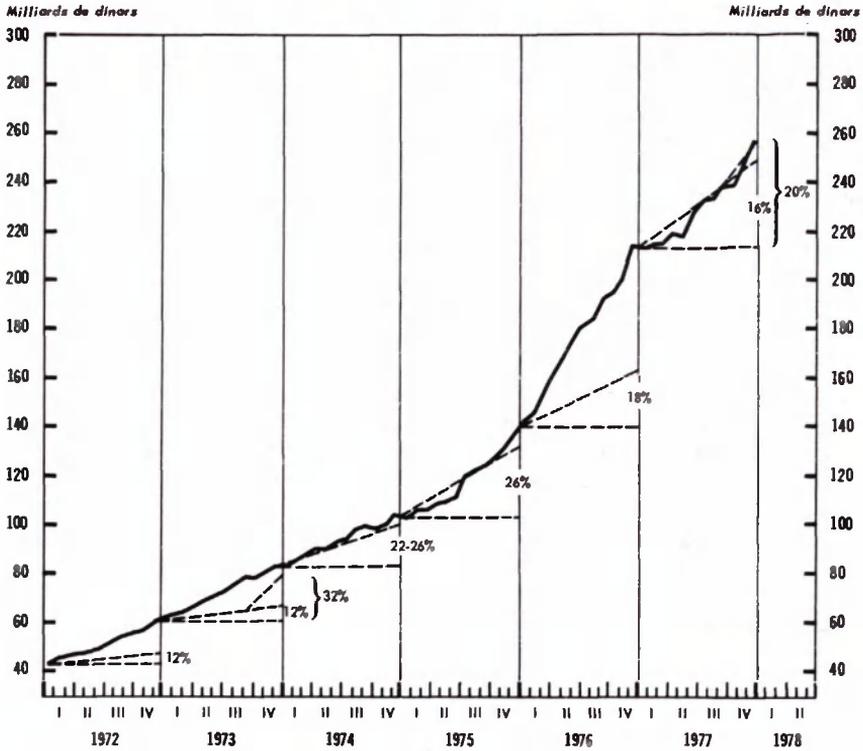
	Milliards de dinars				
	Position en décembre 1977	Variations au cours de la période			
		1974	1975	1976	1977
I OPÉRATIONS DE LA BANQUE CENTRALE					
Opérations intérieures					
1 Crédits aux banques commerciales et à divers fonds	83.5	5.0	12.8	15.7	9.5
2 Avances à l'Administration fédérale et à d'autres clients	71.1	7.4	7.9	9.0	13.2
3 Autres opérations de crédit	10.0	2.4	0.3	2.6	3.8
Opérations en devises	20.8	-7.6	-1.9	16.0	0.0
Total	185.4	7.2	19.1	43.3	26.1
II CONTREPARTIES AUTONOMES					
1 Dépôts des clients auprès de la Banque Nationale de Yougoslavie	40.6	-2.5	-4.5	-5.0	-7.4
2 Postes en cours de règlement	6.0	-1.7	-0.8	-0.8	1.8
3 Circulation fiduciaire	58.3	-5.8	-7.1	-7.2	-9.2
4 Réserves obligatoires	52.6	-0.3	-4.2	-13.8	-12.3
5 Autres dépôts auprès de la Banque Nationale des banques commerciales	6.2	3.4	0.1	-1.1	0.5
6 Bons du Trésor	5.6	-0.3	0.1	-4.0	-0.5
Total	169.3	-7.2	-16.6	-31.9	-27.1

Sources : Banque Nationale de Yougoslavie, *Rapport annuel 1976 et Bulletin trimestriel*; renseignements communiqués directement à l'OCDE.

19 Ce chiffre révisé de 20 % suppose une valeur inchangée de la vitesse de circulation de la monnaie. La révision en cours d'année des objectifs monétaires est de pratique courante. Les projections relatives à la monnaie et au crédit, qui sont également établies sur une base trimestrielle, indiquent les objectifs opérationnels de la politique monétaire.

20 Comme on l'a noté dans la partie I, les fournisseurs étrangers ont offert des conditions de crédit avantageuses, en particulier pour les achats de biens d'équipement.

Graphique 8 Masse monétaire: projections et évolution effective



Source: *Bulletin trimestriel de la Banque Nationale.*

d'avances massives de la Banque Nationale²¹. Le crédit à la consommation s'est contracté sous l'effet du relèvement des versements initiaux et de la réduction des périodes maximales de remboursement. Bien que sa progression ait été limitée par les relèvements des coefficients minimums de réserve et la réduction des facilités de réescompte, la liquidité des banques commerciales restait abondante au début de 1978.

Les taux d'intérêt ont été réduits en 1977 : la Banque Nationale a ramené de 6 % à 4 % son taux de réescompte des effets commerciaux, et les taux des prêts bancaires ont en général baissé. Les banques commerciales sont convenues, avec effet au 1^{er} juillet 1977, de fixer des taux d'intérêt maximum pour les diverses catégories de dépôt (par exemple, entre 7.5 et 10 % pour les dépôts d'épargne) et de plafonner aussi les taux prêteurs, qui de ce fait ont encore baissé au second semestre. Cette réduction des taux d'intérêt visait à alléger les pressions sur les coûts et à stimuler l'investissement. Dans les Etudes précédentes de l'OCDE on a signalé les effets probables sur la demande de crédit et l'optimisation des décisions d'investissement d'une situation où les taux d'intérêts réels sont négatifs et les investissements potentiels très nombreux. Si la répartition des ressources

21 En règle générale, l'expérience des dix dernières années montre qu'une expansion monétaire rapide joue à l'avantage des entreprises, tandis qu'un faible taux d'expansion monétaire entraîne une dégradation de la liquidité de ce secteur et un accroissement de la part des autres secteurs (Administrations et ménages).

Tableau 9 Taux prêteurs des banques commerciales
Prêts aux clients

	Moyennes trimestrielles		
	1976	1977	
	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre
Prêts à court terme	11.6	11.2	10.7
Prêts à moyen terme et à long terme	10.1	10.4	9.1
Prêts aux organisations de travailleurs associés pour le logement	4.8	4.7	4.5
Crédits à la consommation	12.0	12.0	12.0

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

d'investissement était décidée uniquement au niveau central, la sélection des projets pourrait, en principe, se faire en fonction de leurs taux internes estimés de rentabilité, ou de considérations socio-politiques, l'intérêt effectivement perçu jouant un rôle secondaire. Même dans ce cas hypothétique, il faudrait, semble-t-il, qu'existe une norme de référence réaliste pour le taux social d'actualisation. On constate toutefois que l'évolution de la Yougoslavie l'a éloignée d'un système centralisé de distribution du crédit et de sélection des projets, pour la rapprocher d'un système plus axé sur l'économie de marché, encore que les investissements dans les grands secteurs prioritaires soient décidés dans le cadre du processus de planification et exécutés aux termes de contrats sociaux juridiquement contraignants, passés au niveau des républiques et des entreprises. Toutefois, en dehors des grands secteurs prioritaires (mais peut-être aussi parfois à l'intérieur de ces derniers), il est plus que probable qu'on mettra à exécution des projets dont le taux de rendement réel par rapport aux coûts est faible, ou même négatif tandis que les projets qui présentent une rentabilité économique plus grande, ou qui sont plus souhaitables d'un point de vue social, ne pourront pas être mis en œuvre. En outre, tenter de maintenir les taux d'intérêt nominaux à un faible niveau ne peut qu'aboutir à une demande de crédit constamment excessive, ce qui rend plus difficile encore de réduire les taux d'inflation à moyen terme.

Politique budgétaire

Les mesures budgétaires, qui ne constituent pas en Yougoslavie un instrument d'action conjoncturelle d'usage fréquent, n'ont été utilisées en 1977 qu'à seule fin de freiner l'augmentation des impôts et des dépenses et de réduire le déficit du budget fédéral. De même que par le passé, le premier objectif a été défini comme un taux de croissance des recettes publiques inférieur à celui du produit social nominal. Cependant, les moyens permettant d'atteindre cet objectif n'ont pas été précisés. Le produit social nominal s'étant accru d'environ 22 %, et des données préliminaires pour les 10 premiers mois faisant apparaître une progression d'environ 27 % des recettes publiques, il est probable que les Pouvoirs publics n'ont pas pu réaliser leurs intentions pour l'ensemble de l'année²². Après le relèvement des impôts sur les ventes au début de l'année, les taux et le régime d'imposition n'ont pas fait l'objet de modifications importantes, et la progression des recettes tient pour l'essentiel aux effets automatiques de l'inflation sur les bases imposables.

22 Au cours des quelques dernières années, le rapport des recettes du secteur public au produit social nominal s'est accru en moyenne de 1 % par an pour atteindre son niveau actuel d'environ 45 %. On trouvera dans l'annexe I une description de la structure et des institutions du secteur public yougoslave.

Tableau 10 Budget consolidé du secteur des administrations publiques
Milliards de dinars

	1974	1975	1976
Recettes courantes, total	163.3	205.8	251.7
Impôts directs	87.2	108.9	134.6
Impôts indirects	60.8	75.2	86.3
Emprunt obligatoire pour le Fonds régional	5.8	8.0	10.3
Divers	9.5	13.7	20.5
Dépenses courantes, total	158.2	211.1	263.6
Administrations et Défense nationale	34.9	47.5	57.5
Enseignement	21.6	30.6	38.1
Sécurité sociale	45.6	58.8	75.8
Investissements	18.2	24.6	29.9
Divers	37.9	49.6	62.3
Excédent ou déficit	5.1	-5.3	-11.9
Financement			
Emprunts extérieurs, net	-2.3	-2.2	-1.5
Emprunts intérieurs, net	-2.8	7.5	13.4

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau 11 Budget fédéral
Milliards de dinars

	1975	1976	1977	1977	1978
			Estimations initiales	Plan révisé	Plan
Recettes courantes	55.8	64.9	77.1	80.1	71.3
Droits de douane	25.4	30.1	35.1	38.1	23.0
Part du produit de l'impôt de base sur les ventes	—	—	—	—	26.3
Contributions financières des républiques et des provinces autonomes	27.7	33.4	40.7	40.7	19.7
Divers	2.7	1.4	1.3	1.3	2.3
Dépenses	59.4	75.3	85.4	88.4	76.3
Défense nationale	28.5	32.6	38.1	38.1	42.7
Administration	6.0	8.7	10.7	10.7	12.9
Versements aux républiques et aux provinces autonomes	4.6	5.4	6.1	6.1	7.0
Investissements	0.6	0.7	0.6	0.6	0.6
Versements aux caisses de retraite	6.2	9.6	10.4	10.4	12.3
Subventions et remboursements d'impôt	13.1	17.7	18.8	21.9	—
Divers	0.4	0.6	0.7	0.6	0.8
Solde des opérations courantes	-3.6	-10.4	-8.3	-8.3	-5.0
FINANCEMENT					
Recettes	7.9	13.5	13.5	13.5	9.5
Avances de la Banque Nationale	4.3 ¹	6.7	9.5	9.5	9.5
Emprunts	3.6	6.8	4.0	4.0	—
Affectations	4.3	3.1	5.2	5.2	4.5
Réserves budgétaires	0.3	0.2	0.3	0.3	0.3
Amortissement de la dette et divers	4.0 ²	2.9 ¹	4.9	4.9 ¹	4.2 ¹

1 Y compris les avances de la Banque Nationale à l'Administration fédérale pour l'amortissement des titres fédéraux.

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Les recettes budgétaires se sont accrues à un rythme un peu plus rapide que les recettes des « communautés d'intérêt autogérées », dont les ressources financières proviennent principalement de contributions (impôts) prélevées sur les salaires et sur le revenu de l'entreprise²³. Les taux de ces contributions ont été relevés au début de l'année. Lorsqu'il est devenu évident que les recettes publiques augmentaient à un rythme rapide, les taux de certains impôts ont été réduits et une partie des recettes a été réaffectée à la constitution de réserves ou au financement de l'investissement.

Selon les estimations, les recettes du budget fédéral se seraient chiffrées à environ 80 milliards de dinars, soit un montant très supérieur à l'objectif. Cette évolution s'explique principalement par le niveau élevé atteint par les recettes douanières sous l'effet de l'accroissement très rapide des importations. Le budget a été par conséquent remanié vers le milieu de l'année, et l'on a décidé que le supplément de recettes douanières devrait être restitué au secteur des entreprises sous forme de remboursements d'impôts aux exportateurs (ristournes). Les estimations relatives aux autres postes de dépenses et de recettes n'ont pas été modifiées.

La réduction estimée du déficit du budget fédéral par rapport à 1976 représente moins de 0.5 % du produit social. Compte tenu de l'amortissement de la dette, le déficit restait à un niveau proche de celui de l'exercice précédent²⁴ et son financement a été assuré principalement par un recours accru aux avances de la Banque Nationale. On trouvera dans la quatrième partie des détails sur le budget de 1978 et sur certaines réformes institutionnelles connexes.

Autres mesures prises par les Pouvoirs publics

La politique régionale a surtout visé à accélérer le développement dans les zones les plus défavorisées, en particulier la province du Kosovo. Les ressources financières utilisées à cette fin proviennent du Fonds fédéral spécial (alimenté par des emprunts obligatoires), de transferts directs effectués sur le budget fédéral et les budgets des provinces ainsi que de prêts de la BIRD. Dans le domaine du contrôle des prix, on s'est efforcé de supprimer ou de réduire les subventions accordées pour des produits dont l'offre était abondante (par exemple les denrées alimentaires d'origine intérieure) et de limiter à une marge de 8 à 10 % les hausses autorisées des prix des produits industriels soumis au contrôle. En ce qui concerne le taux de change, l'action des Pouvoirs publics a visé à maintenir une parité approximative avec le dollar. Conformément aux dispositions du Plan actuel, les droits et les contingents d'importation applicables à un certain nombre de produits prioritaires ont été réduits ou même supprimés ; les droits sur le pétrole brut importé, notamment, ont été abolis. En outre, les crédits à l'exportation ont été accrus et des crédits spéciaux ont été accordés pour la production et le stockage de métaux non ferreux, qui avaient été durement touchés par la chute des cours mondiaux. Mais une autre mesure pourrait avoir des conséquences bien plus importantes : il s'agit des modifications apportées à la réglementation du commerce extérieur et des changes. Les objectifs de balance des paiements sont désormais fixés au niveau des républiques. Il appartient ensuite aux entreprises de décider entre elles des moyens de réaliser ces objectifs. Tous ceux qui participent à la production de biens et services destinés à l'exportation ont droit en principe à une part (déterminée d'un commun accord) du volume total des recettes en devises

23 Le revenu de l'entreprise étant égal à la somme des bénéfices non distribués et des salaires nets, il est possible que les salaires fassent dans une certaine mesure l'objet d'une double imposition.

24 Afin de réduire le déficit global de 1976, il avait été décidé de reporter à janvier 1977 le remboursement de certaines obligations publiques arrivant à échéance dans les derniers mois de l'année.

encaissées au niveau des républiques. Ce nouveau système a été officiellement mis en application au début de 1978, mais il n'avait pas encore pris pleinement effet au moment de la rédaction de la présente Etude. Il constitue un exemple notable d'application du principe général consistant à fournir des incitations directes aux agents économiques. D'un autre côté, les dispositions actuelles semblent se traduire dans la pratique par certaines subventions à l'exportation.

III EVOLUTION DE L'EMPLOI ET DE LA PRODUCTIVITE EN LONGUE PERIODE

Comme on l'a noté dans la première partie et dans des Etudes précédentes, des changements importants se sont produits ces dernières années dans les tendances de l'offre et la demande de main-d'œuvre ainsi que dans l'évolution de la productivité :

- i) l'emploi s'est accru à un rythme rapide dans le secteur socialisé, tandis que la contraction de la population active s'accroissait nettement dans le secteur agricole privé ;
- ii) le nombre des demandeurs d'emploi a fortement augmenté ;
- iii) le nombre des travailleurs yougoslaves employés à l'étranger a diminué ;
- iv) la progression de la productivité du travail a sensiblement fléchi dans le secteur socialisé.

On s'efforcera dans les sections suivantes d'examiner ces évolutions à la lumière des tendances de plus longue période.

Evolution tendancielle de l'emploi

L'évolution au cours des 20 à 25 dernières années s'est caractérisée par un taux élevé de création d'emplois dans les secteurs non agricoles et une contraction concomitante de la population active agricole (tableau 12). Entre 1955 et 1977, le nombre des personnes employées dans le secteur socialisé s'est accru en moyenne de 4 % environ par an, tandis que la population active agricole diminuait en moyenne de 1.7 % par an. De ce fait, la part de la population active agricole dans la population active totale est tombée de près de 70 % en 1955 à 40 % en 1977. Malgré l'accroissement rapide des possibilités d'emploi en dehors de l'agriculture, la capacité d'absorption du secteur socialisé et des petites entreprises privées²⁵ n'a pas été suffisante pour empêcher que le nombre total des demandeurs d'emploi recensés passe de moins de 100 000 au début des années 50 au chiffre considérable de 700 000 en 1977.

Un examen plus attentif des séries chronologiques présentées au tableau F de l'annexe, qui sont résumées au tableau 12 ci-dessus, fait apparaître trois phases d'évolution bien distinctes : 1956-1965, 1966-1970 et 1971-1977 :

- i) Au cours de la période de 10 ans qui a pris fin en 1965, la création d'emplois dans le secteur socialisé s'est poursuivie à une cadence remarquable, nettement supérieure à la moyenne pour l'ensemble de la période étudiée. L'exode de main-d'œuvre de l'agriculture privée ayant continué à un rythme sensiblement inchangé jusqu'en 1961 et s'étant ensuite ralenti, les demandes d'emploi non satisfaites dénombrées (demandeurs d'emploi inscrits plus travailleurs à l'étranger) n'ont augmenté que légèrement ;

²⁵ Les emplois offerts dans le secteur privé non agricole se situent pour l'essentiel dans les services : petits restaurants, artisanat, ateliers de réparation, professions libérales, etc. Les effectifs employés dans les entreprises privées (saliés et travailleurs indépendants) ont plus que doublé au cours des vingt dernières années, mais ils ne représentaient qu'un peu plus de 4 % de la population active totale en 1977.

Tableau 12 Évolution de l'emploi en longue période

	1955 à 1960		1960 à 1965		1965 à 1970		1970 à 1975		1975 à 1977	
	Variations en milliers	Taux annuel de variation	Variations en milliers	Taux annuel de variation	Variations en milliers	Taux annuel de variation	Variations en milliers	Taux annuel de variation	Variations en milliers	Taux annuel de variation
Emploi dans le secteur socialisé	744	6.1	680	4.3	182	1.0	900	4.4	373	3.9
Emploi dans le secteur privé non agricole	35	3.8	54	4.8	41	2.9	63	3.9	12	1.6
<i>Dont</i> : emploi rémunéré	13	4.2	10	2.7	6	1.5	6	1.4	—	—
Population active agricole	-423	-1.7	-177	-0.8	-280	-1.3	-449	-2.2	-160	-2.1
Total	356	0.9	557	1.4	-57	-0.1	516	1.2	225	1.3
Demandeurs d'emploi inscrits	92	18.9	78	8.3	83	6.2	220	11.0	166	14.3
Travailleurs employés à l'étranger	—	—	132	77.3	710	43.4	10	0.2	-150	-3.8

Sources : SGJ et estimations du Secrétariat.

- ii) par contre, entre 1965 et 1970, l'accroissement de l'emploi dans le secteur socialisé s'est nettement ralenti, en particulier dans les activités « productives ». Cette modification de la tendance s'est accompagnée d'un accroissement considérable des départs de travailleurs pour l'étranger ;
- iii) Au cours des années 70, l'emploi a recommencé à augmenter rapidement dans le secteur socialisé. Le déséquilibre entre la demande et l'offre intérieures d'emplois n'en a pas moins continué à s'accroître : à la suite de la crise pétrolière et de la récession internationale subséquente, le solde des mouvements migratoires s'est inversé et les entrées nettes de travailleurs se poursuivant, le pourcentage de personnes à la recherche d'un emploi sur le marché intérieur s'est accru à une cadence plus rapide.

En dépit des modifications de tendance qui semblent s'être produites sur le marché de l'emploi après 1965, à partir de 1970 et en 1973, il serait erroné d'en conclure que le problème de l'emploi a changé de nature et que l'insuffisance sous-jacente de la demande de main-d'œuvre a eu tendance à s'accroître. La quasi-stagnation de l'emploi dans le secteur socialisé entre 1965 et 1969, venant après l'expansion rapide des années précédentes, doit être imputée à une série d'importantes réformes économiques visant à réduire le gaspillage de ressources et par conséquent à améliorer la productivité du capital et du travail (voir ci-après). Considérée sous cet angle, la dégradation apparente du marché de l'emploi représente la correction inévitable d'une situation de « suremploi », qui était anti-économique et ne pouvait se prolonger.

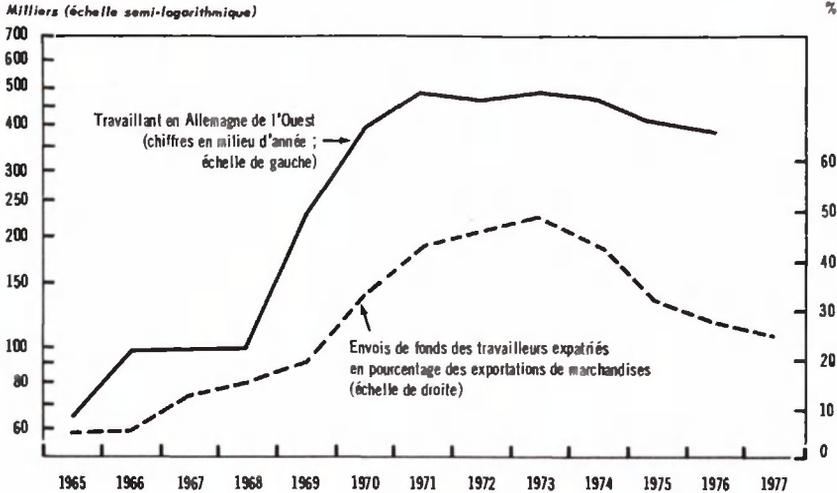
De même, on aurait tort de voir dans l'évolution des dernières années des signes d'aggravation du déséquilibre structurel du marché de l'emploi. Il reste certes nécessaire de développer rapidement les possibilités d'emploi dans le secteur socialisé, pour faire face à l'accroissement de la population active et à la demande de ceux qui veulent quitter des emplois mal rémunérés dans le secteur agricole privé, mais plusieurs éléments inclinent à penser que le problème de l'excès de l'offre de main-d'œuvre devrait pouvoir être mieux maîtrisé que par le passé. En premier lieu, le nombre d'actifs dans le secteur agricole privé n'a cessé de diminuer depuis la fin de la dernière guerre, tandis que le secteur non agricole se développait rapidement. Ainsi, un accroissement d'un certain pourcentage de l'emploi en dehors du secteur agricole permet d'absorber une proportion croissante de main-d'œuvre sous-utilisée dans des petites exploitations individuelles inefficaces²⁶. En second lieu, l'accroissement de la population en âge de travailler a ralenti ces dernières années et l'augmentation des taux d'activité semble être devenue moins forte qu'auparavant. En troisième lieu, il est peu probable que le reflux de travailleurs yougoslaves expatriés se poursuive au même rythme qu'entre 1973 et 1976.

Les migrations de main-d'œuvre et le problème du chômage

Comme on l'a déjà indiqué, la majeure partie des travailleurs yougoslaves employés à l'étranger ont émigré entre 1967 et 1973, la plupart d'entre eux se rendant en Allemagne de l'Ouest ou en Autriche. Ce mouvement a été dû tout autant à des facteurs internes qu'à des facteurs externes. Ce n'est certainement pas par accident que la masse des départs s'est produite au moment où, d'une part, les possibilités d'emploi dans le pays se trouvaient temporairement réduites du fait des réformes de 1965 et où, d'autre part, les marchés du travail dans la

26 En 1955, la population active agricole était supérieure de 140 % au niveau de l'emploi dans le secteur socialisé, tandis qu'en 1977, elle lui était inférieure de 27 %.

Graphique 9 Main-d'œuvre émigrée et envois de fonds des travailleurs expatriés



Sources: *Amiliche Nachrichten der Bundesanstalt für Arbeit*; SGJ, OCDE.

plupart des pays européens Membres de l'OCDE subissaient des tensions excessives. Au plus fort du mouvement, le nombre de travailleurs yougoslaves employés « à titre temporaire » à l'étranger atteignait près de 1 million, soit l'équivalent de 18.2 % de la population active non agricole.

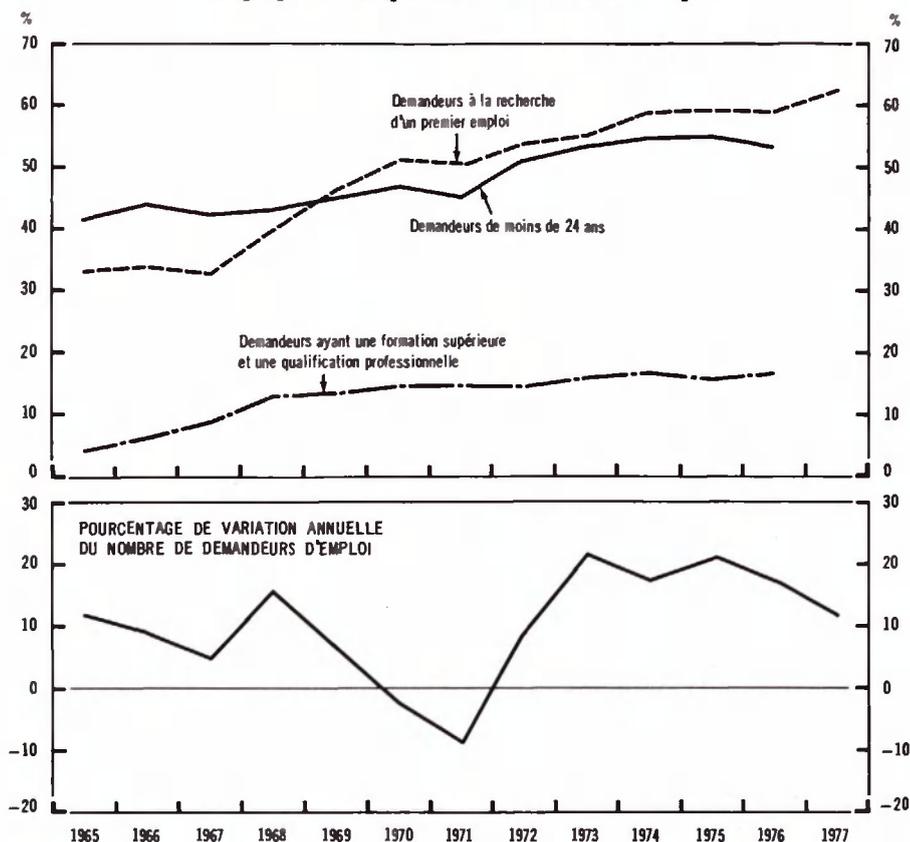
Si les autorités yougoslaves ne sont pas allées jusqu'à se féliciter de l'émigration massive de main-d'œuvre observée au cours des cinq années qui ont précédé la crise pétrolière, il reste que les conséquences économiques globales de cette émigration ont probablement été positives, tant à court terme qu'à moyen terme. Étant donné que la plupart des migrants venaient du secteur agricole, la perte de travailleurs qualifiés a été faible, voire nulle, si l'on tient compte des qualifications acquises à l'étranger et du flux en retour de travailleurs qualifiés. D'une manière caractéristique, la productivité et les gains des travailleurs expatriés ont été plus élevés qu'en Yougoslavie²⁷. Le principal avantage qu'en a tiré l'économie yougoslave tient aux taux d'épargne remarquablement élevés des migrants (estimés entre 30 et 40 % du revenu net moyen) et aux transferts de revenu et de patrimoine effectués par le canal des succursales à l'étranger des banques yougoslaves, qui ont offert des conditions intéressantes aux détenteurs d'épargne en devises²⁸. Ces transferts compensent dans une mesure importante le déficit commercial traditionnel de la Yougoslavie et contribuent par conséquent à soutenir le taux de change du dinar et à préserver les termes de l'échange.

Les transformations intervenues depuis 1974 sur les marchés du travail des pays d'accueil traditionnels des travailleurs yougoslaves, ainsi que l'entrée en

27 Selon J. Vinski, dans "Zaposlenost Jugoslovena u inozemstvu" (Les travailleurs yougoslaves employés à l'étranger), *Ekonomski pregled* 11-12/1976, en 1974 le produit social par personne employée à l'étranger s'est établi à 5 900 dollars, alors qu'il était de 3 200 dollars par personne employée dans le pays (valeurs exprimées dans les deux cas aux prix de 1970).

28 Les taux d'intérêt servis sur les dépôts en devises représentent une rémunération en devises qui varie de 7,5 à 10 % et n'est pas assujettie à l'impôt. En outre, les détenteurs d'épargne en devises bénéficient de conditions de crédit favorables pour les prêts à la construction.

Graphique 10 Répartition des demandeurs d'emploi



Source : SGJ.

vigueur de lois et mesures restrictives visant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans ces pays²⁹, ont entraîné une réduction du nombre de travailleurs yougoslaves expatriés. Si les soldes migratoires pour 1977 ne sont pas encore connus avec précision, il est néanmoins manifeste que l'émigration ne peut plus désormais constituer un débouché pour l'excédent de main-d'œuvre yougoslave. Pleinement conscientes de ce fait, les autorités yougoslaves ont pris des mesures tant au niveau local qu'au niveau national pour accroître les possibilités d'emploi dans le pays et faciliter la réinsertion des travailleurs migrants dans la population active yougoslave³⁰.

Le brusque renversement des flux d'émigration, qui a coïncidé avec un accroissement de la demande sur les principaux marchés extérieurs et une accélération de l'exode rural dans le secteur privé, a entraîné un accroissement sensible du chômage et en a modifié la structure. En 1976, 54 % des demandeurs d'emploi

29 Depuis 1974, l'Allemagne de l'Ouest ne délivre plus de nouveaux permis de travail aux étrangers originaires de pays non membres de la CEE. Cette mesure a particulièrement frappé la main-d'œuvre originaire des pays d'Europe méridionale.

30 On a essayé de favoriser les investissements associant la Yougoslavie à des pays ayant employé des travailleurs yougoslaves. En outre, afin d'alléger les pressions sur l'offre de main-d'œuvre, on a encouragé les travailleurs à investir leur épargne dans la petite entreprise. On ne dispose pas actuellement de renseignements détaillés sur ces diverses initiatives.

avaient moins de 24 ans, contre 42 % en 1965, et près de 60 % n'avaient jamais occupé d'emploi rémunéré, contre 33 % en 1965. Les travailleurs expatriés rentrant au pays s'inscrivent généralement comme demandeurs d'emploi, au lieu de reprendre un emploi agricole mal rémunéré. On constate également un net accroissement du nombre de demandeurs d'emploi ayant une formation supérieure ou des qualifications professionnelles. En outre, le temps passé à chercher, ou le temps nécessaire pour trouver un emploi s'est progressivement allongé. En 1976, les demandes d'emploi satisfaites en moins d'un mois représentaient 8 % environ du nombre total de demandes d'emploi recensées, tandis que près de 40 % des demandeurs inscrits se trouvaient sans emploi depuis plus d'un an (tableau E de l'annexe). La proportion de demandeurs d'emploi admis à bénéficier d'indemnités de chômage est étonnamment faible³¹. En 1976 moins de 3 % des demandeurs d'emploi recevaient des prestations de chômage, tandis que 24 % bénéficiaient de régimes d'assurance-maladie³².

Evolution de la productivité en longue période

La productivité globale du travail s'est généralement accrue à un rythme plus élevé en Yougoslavie que dans les pays très industrialisés³³, ce qui est typique des pays en développement avancés et ne saurait donc surprendre. On constate toutefois des différences prononcées dans l'évolution de la productivité entre les grands secteurs de l'économie et d'une période à l'autre (tableau 13) :

- i) C'est dans le secteur privé, où les petites exploitations agricoles génératrices de faible revenu tiennent une place prépondérante, que les progrès de la productivité du travail ont été le plus rapide. Le mouvement a été relativement régulier, l'accélération de l'exode agricole observé après 1970 ayant contribué à maintenir les gains de productivité dans ce secteur à des niveaux élevés. Néanmoins, les écarts absolus entre les niveaux moyens de productivité (et de revenus) du secteur privé et du secteur socialisé ont eu nettement tendance à s'élargir.
- ii) Dans le secteur socialisé, par contre, la productivité du travail a progressé de façon plutôt irrégulière, en corrélation étroite (et négative) avec l'évolution de l'emploi. A la suite des réformes économiques intervenues au milieu des années 60, les gains de productivité du travail se sont accentués pour atteindre le taux annuel moyen de 5 % entre 1965 et 1970. Après quoi, le niveau de l'emploi s'élevant de nouveau à un rythme rapide, la production par personne employée a progressé de moins de 3 % par an entre 1970 et 1974 et de moins de 1 % en moyenne au cours de la période de trois ans prenant fin en 1977.

Ces évolutions de la productivité masquent l'importance des modifications intervenues dans la structure de l'emploi entre le secteur générateur de faible revenu et le secteur générateur de revenu élevé. Ainsi, au cours des dernières années, l'accroissement de la productivité globale du travail n'a guère varié, car, dans

31 La faiblesse du nombre de chômeurs assurés tient au fait que nombre des demandeurs d'emploi sont dans le secteur agricole privé et que les statistiques de demandes d'emploi comprennent les étudiants et les femmes mariées cherchant un emploi à temps partiel.

32 Le nombre absolu de personnes recevant des indemnités est tombé d'environ 31 000 en 1967 à environ 18 000 en 1976. En 1976, l'indemnité mensuelle se chiffrait en moyenne à 1 245 dinars, soit 35 % de la rémunération mensuelle moyenne dans le secteur socialisé de l'économie.

33 Les comparaisons internationales tendent à sous-estimer les gains de productivité en Yougoslavie étant donné que, suivant les méthodes utilisées dans ce pays, les prestations de services des administrations publiques, des professions libérales et de certains autres agents ne sont pas prises en compte dans le calcul de la production.

Tableau 13 Production, emploi et productivité

	1966-1970			1971-1975			1976-1977		
	Variation cumulée		Taux annuel de variation	Variation cumulée		Taux annuel de variation	Variation cumulée		Taux annuel de variation
	Volume ¹	%		Volume ¹	%		Volume ¹	%	
Secteur socialisé									
Production	45.2	34.1	6.0	65.5	36.9	6.5	27.6	11.3	5.5
Variation due à l'emploi	182	5.1	1.0	902	23.9	4.4	359	7.7	3.8
à la productivité	10.2	27.6	5.0	5.2	10.9	2.1	1.8	3.4	1.7
Secteur privé									
Production	8.0	24.8	4.5	6.5	16.2	3.0	3.7	7.9	3.9
Variation due à l'emploi	-239	-4.9	-1.0	-386	-8.4	-1.8	-157	-3.7	-1.9
à la productivité	2.1	31.3	5.6	2.3	26.8	4.9	1.3	12.1	5.9
Ensemble de l'économie									
Production	53.3	32.4	5.8	72.0	33.0	5.9	33.0	11.4	5.5
Variation due à l'emploi	-57	-0.7	-0.1	516	6.2	1.2		2.3	1.1
à la productivité	6.5	33.3	5.9	6.6	25.3	4.6	2.9	8.9	4.4
<i>Dont</i> : Variation due à la structure de l'emploi ²	0.9	4.9	1.0	3.1	11.9	2.3	1.3	4.1	2.0

1 Production exprimée en milliards de dinars aux prix de 1972, emploi en milliers et productivité en milliers de dinars aux prix de 1972.

2 Entre les secteurs socialisé et privé.

Sources : SGJ et estimations du Secrétariat.

le secteur socialisé, à productivité relativement forte, l'augmentation plus rapide du niveau de l'emploi a largement compensé un ralentissement des gains de productivité. De fait, comme le montre la dernière ligne du tableau 13, entre 1971 et 1975 les modifications intervenues dans la répartition de l'emploi entre les secteurs privé et socialisé ont contribué pour plus de 2 points par an à la progression moyenne de la productivité globale du travail contre 1 point seulement au cours des cinq années précédentes.

Le fait que le nombre d'emplois nouveaux ait augmenté plus rapidement en dehors du secteur agricole a eu des effets favorables non seulement sur la productivité globale de l'économie, mais aussi sur la production totale et le revenu par habitant. En fait, malgré un contexte international beaucoup moins favorable, au cours des sept dernières années le produit social s'est accru de 5.8 % par an, soit à un rythme aussi élevé qu'au cours des cinq années précédentes où les gains de productivité avaient été exceptionnellement rapides³⁴. Il est même permis de penser que, sans la crise pétrolière et ses répercussions sur le niveau et la structure de la demande et des prix, les résultats obtenus par l'économie yougoslave sur le plan de la croissance et la progression de la productivité auraient été encore meilleurs.

Il est aussi intéressant de noter que, contrairement à ce qui s'était passé autrefois en période d'accroissement rapide de l'emploi (1956 à 1965), on a observé plus récemment (1971 à 1977) non seulement une nette amélioration de la réaction de l'emploi aux accroissements de capital, mais aussi une amélioration du rapport entre la production et les accroissements de capital alors qu'au cours des années 60 la productivité du capital avait nettement baissé (tableau 14). Selon des estimations officielles, entre 1970 et 1975 le stock de capital du secteur socialisé n'a pas augmenté plus vite qu'entre 1965 et 1970³⁵. L'emploi s'étant accru plus rapidement au cours de cette dernière période, le coefficient marginal capital/main-d'œuvre est tombé d'environ 700 000 dinars à un peu plus de 200 000 dinars. L'élasticité des variations de l'emploi par rapport aux variations du stock de capital, qui s'est chiffrée à 0.5, a ainsi été près de cinq fois plus élevée qu'entre 1965 et 1970 et, comme on l'a déjà indiqué, plus élevée aussi qu'au début des années 60. Etant donné la rareté du capital, facteur limitatif de la contrainte

Tableau 14 Stock de capital, emploi et production dans le secteur socialisé

	Stock de capital	Produit social	Emploi (en milliers)	Coefficients marginaux		Élasticités	
	Milliards de dinars aux prix de 1972			Capital/ production	Capital/ travail ¹	Production/ capital	Emploi/ capital
1960	177.0	86.1	2 903				
1955 à 1960				1.81	82.5	1.23	0.65
1965	278.3	132.5	3 583				
1960 à 1965				2.18	148.9	0.94	0.41
1970	407.1	177.7	3 765				
1965 à 1970				2.85	707.7	0.74	0.11
1975	597.9	243.2	4 667				
1970 à 1975				2.91	211.5	0.79	0.51

1 Accroissement du stock de capital en milliers de dinars aux prix de 1972, par personne employée supplémentaire.

Note : Le stock de capital comprend tous les actifs fixes du secteur socialisé, à l'exception des forêts, de la terre et du réseau ferroviaire.

Sources : SGJ; *Osnovna sredstva društvene privrede SFRJ 1952-1971*, Studije, analize i prikazi, n° 62, 1973.

34 Il convient de rappeler à cet égard que les biens matériels produits par le secteur privé sont comptabilisés dans le produit social.

35 L'augmentation a même été plus lente si l'on tient compte des deux dernières années.

Tableau 15 Facteurs de croissance de l'industrie yougoslave

	Contribution en points de pourcentage aux taux annuels de croissance					Contribution en pourcentage à la croissance				
	1966-70	1971-75	1966-76	1976-77	Plan 1976-80	1966-70	1971-75	1966-76	1976-77	Plan 1976-80
Croissance de la production industrielle	6.41	7.51	6.83	6.00	8.00	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Contribution du travail	0.79	2.32	1.35			12.3	30.8	19.8		
Emploi	1.12	2.63	2.04	2.39	2.22	17.5	35.0	29.9	39.8	27.8
Durée du travail (heures)	-0.33	-0.31	-0.69			-5.1	-4.1	-10.1		
Contribution du capital fixe	2.67	3.07	3.06	2.55	3.10	41.6	40.8	44.8	42.5	38.8
Bâtiments et installations	0.97	1.36	1.22			15.1	18.1	17.9		
Matériel et outillage	1.46	1.52	1.61			22.8	20.2	23.5		
Divers	0.23	0.19	0.21			3.6	2.5	3.1		
Accroissement de la production par unité de facteur de production dû :	2.94	2.15	2.42	1.06	2.68	45.9	28.5	35.4	17.7	33.4
à la qualité du travail	0.10	0.57	0.37	—	—	1.6	7.6	5.4	—	—
aux économies d'échelle	0.38	0.13	0.23	—	—	5.9	1.7	3.4	—	—

Sources : SGJ/OCDE.

exercée sur la croissance, et l'abondance des ressources de main-d'œuvre inutilisées ou sous-utilisées, on peut conclure de cette analyse que le double objectif visant à assurer une croissance rapide de l'emploi dans les secteurs à productivité élevée tout en maximisant le coefficient marginal d'efficacité du capital (production/capital), a été plus près d'être atteint au cours de la période récente de gains modérés de la productivité du travail dans le secteur socialisé qu'au cours des années précédentes, qui avaient vu le coefficient d'intensité de capital aussi bien que la productivité du travail augmenter rapidement, mais n'avaient enregistré qu'un faible accroissement de l'emploi.

Tableau 14 Stock de capital, main-d'œuvre et production dans le secteur socialisé

Facteurs de croissance industrielle

Dans l'analyse qui précède, on a étudié l'évolution de la productivité suivant la méthode traditionnelle, qui consiste à établir une relation entre le résultat d'un processus de production complexe et l'un des deux principaux facteurs de production, c'est-à-dire la quantité totale de travail ou de capital fixe utilisée. Le calcul de ces rapports entre production et facteurs de production ne fournit évidemment aucun renseignement sur les sources véritables de la croissance. Le travail et le capital sont considérés comme des facteurs de production homogènes à tout instant et il n'est pas possible de connaître leurs interactions. E.F. Denison a mis au point une méthode d'analyse plus fine permettant de ventiler les variations de la production entre un plus grand nombre de composantes de la croissance. Le Secrétaire l'a appliquée aux données disponibles ou obtenues par estimation, concernant l'évolution de l'industrie yougoslave entre 1966 et 1977³⁶.

Comme le montre le tableau 15, sur l'ensemble de cette période, l'accroissement total de la production industrielle a été dû pour 45 % à l'expansion du stock de capital fixe, abstraction faite du progrès technique, et pour 20 % aux variations de la quantité de travail utilisée. Les 35 % restant peuvent être attribués au progrès technologique, aux économies d'échelle et à d'autres facteurs, dont l'amélioration qualitative du facteur travail. Si l'on subdivise la décennie étudiée en deux périodes de cinq ans, on peut voir que la production totale s'est accrue à un rythme plus rapide au cours de la seconde sous-période et que les contributions respectives du capital et du travail, mais surtout celle du travail, ont augmenté en valeur absolue. Par contre, l'élément résiduel (qui couvre les améliorations intervenues dans l'efficacité du capital aussi bien que du travail) a perdu de son importance. Cela pourrait tenir entre autres choses, aux modifications intervenues, pour des raisons touchant à l'emploi, dans la structure des investissements dont l'évolution a favorisé les accroissements de capacité au détriment des opérations de rationalisation. Il est vraisemblable que des facteurs cycliques ont aussi joué un rôle, puisque, en 1975 comme en 1976, la production effective était nettement inférieure à son niveau potentiel.

36 Pour plus de détails sur cette méthode de calcul, voir l'annexe II.

IV PERSPECTIVES ET PROBLEMES DE POLITIQUE ECONOMIQUE A COURT TERME

Politiques et prévisions pour 1978

Au moment de l'établissement des prévisions officielles et des Résolutions sur la politique économique pour 1978, les perspectives d'évolution de l'économie yougoslave n'étaient pas entièrement satisfaisantes compte tenu des objectifs à moyen terme. S'il était déjà manifeste que d'une année sur l'autre les taux de croissance de la production et de la demande intérieure pour 1977 dépasseraient les résultats initialement escomptés, l'activité était néanmoins stationnaire depuis le printemps et le déficit extérieur courant était non seulement beaucoup plus élevé que prévu, mais aussi trop important pour pouvoir être supporté longtemps. En fait, la stagnation de l'activité s'expliquait en partie par les mesures prises pour freiner la croissance de la consommation privée et, partant, les importations. Bien que le taux fondamental d'inflation ne se soit pas accéléré comme il avait eu tendance à le faire au cours des périodes antérieures de brusque expansion économique, les pressions sur les coûts sont restées fortes et 40 % environ des prix industriels sont restés soumis à une forme de contrôle ou à une autre. Le nombre de demandeurs d'emploi recensés était en augmentation et l'on ne décelait aucun signe de redressement notable de l'activité chez les principaux partenaires commerciaux occidentaux.

Les responsables de la politique économique se trouvaient donc dans une situation délicate. La réalisation des objectifs retenus dans le Plan à moyen terme exigeait qu'en 1978 les investissements et la consommation privée croissent à peu près au même rythme que celui qui paraissait devoir être enregistré pour 1977, et elle impliquait aussi une certaine accélération de la croissance du produit social. Etant donné l'état stationnaire de l'activité intérieure, il aurait probablement fallu pour cela une politique active de stimulation de la demande. Mais, d'un autre côté, une politique expansionniste risquait de faire monter le déficit extérieur à des niveaux qui appelleraient ultérieurement des restrictions draconiennes, à moins que les exportations ne marquent un vif redressement. Or, à l'époque il était manifeste que la demande marquait un ralentissement en Europe de l'Ouest et des pressions protectionnistes se faisaient jour dans plusieurs pays de l'OCDE. C'est pourquoi les responsables yougoslaves décidèrent de viser des taux de croissance un peu plus bas pour la production et la demande intérieure, l'accent étant mis sur l'investissement fixe et les économies d'importations.

Les objectifs officiels tels qu'il résulte de ces décisions sont moins précis que les années précédentes (on trouvera quelques prévisions générales au tableau 1). L'investissement productif des entreprises, notamment dans les régions moins développées, doit être le moteur de l'économie, avec une expansion de 8 %. La construction de logements devrait croître encore plus rapidement. L'objectif du Plan à moyen terme est un taux de croissance annuel moyen de 7 $\frac{3}{4}$ % pour la période 1976-1980, mais ce taux n'a pas été atteint en 1976 et il est presque certain qu'il ne l'a pas non plus été en 1977. Les autres investissements « non économiques » (essentiellement les constructions du secteur public autres que celles intéressant les services publics) ont été classés plus bas dans l'ordre des priorités, leur expansion devant être de 3 %. On prévoit que le volume des exportations de biens et services progressera de 6 %, la croissance du volume des importations étant limitée par les recettes d'exportation. La production industrielle devrait augmenter de 7 à 8 %, et le produit social de 6 à 7 %. Aucun chiffre n'est donné ni pour la consommation publique ni pour la consommation privée,

mais un taux de croissance de 6 % en termes réels serait compatible avec les autres objectifs et répondrait au souci des autorités d'accorder priorité à l'investissement fixe. L'accroissement du produit social serait dû pour parties égales à la progression de l'emploi et aux gains de productivité du travail, et l'on espère ramener la hausse du coût de la vie à 12 % au cours de 1978. (Le chiffre pour 1977, de décembre à décembre, est de 14 %.)

Pour ce qui est de l'orientation des politiques correspondant à ces projections officielles, on prévoit sur le plan monétaire une politique d'accompagnement, et sur le plan budgétaire une politique légèrement restrictive. Il est probable que des mesures sélectives seront prises pour réaliser certains objectifs, notamment dans le domaine du commerce extérieur. L'investissement dans les secteurs prioritaires sera encouragé par le biais d'accords inter-entreprises, comme le prévoit le Plan à moyen terme actuel.

D'après les objectifs de la politique monétaire, la masse monétaire M1 devrait augmenter de 19 % en 1978 (de décembre à décembre). Cet objectif correspond à la croissance prévue du produit social nominal, et il est ajustable. Si les prix où le volume de la production venaient à s'écarter trop sensiblement des prévisions officielles actuelles, les objectifs monétaires seraient ajustés en conséquence. En fait, il pourrait bien se révéler nécessaire de recourir de manière active aux instruments de la politique monétaire pour freiner les composantes intérieures de l'expansion monétaire en 1978 : à la fin de 1977, les banques commerciales disposaient d'une large marge de réserves liquides libres et les réserves obligatoires étaient déjà proches du maximum légal. Toutefois, les autorités se proposent de poursuivre leur politique d'abaissement des taux d'intérêt : ceux-ci doivent être réduits de 1 à 2 points au cours de 1978. L'intention déclarée de cette mesure est de réduire les coûts et de stimuler l'investissement.

Selon les principes directeurs habituels de la politique budgétaire, l'accroissement des recettes (et, par hypothèse, des dépenses) du secteur public, doit être inférieur à celui du produit social nominal. Il reste à savoir comment cet objectif peut être réalisé : les administrations locales sont plus fragmentées et jouissent d'un degré d'autonomie plus grand en matière de recettes que dans la plupart des pays de l'OCDE. (On trouvera dans l'annexe I une description de la structure et des institutions du secteur public yougoslave.) Comme on peut le voir au tableau 11, on envisage de réduire le déficit du budget fédéral d'un montant équivalant à $\frac{1}{2}$ % environ du produit social nominal. Mais d'importantes modifications de structure ont été apportées au budget fédéral en 1978. Les principales modifications prévues par la nouvelle Loi sur le financement des dépenses fédérales sont les suivantes :

- 50 % du produit de l'impôt de base sur les ventes iront désormais directement au budget fédéral (jusqu'à présent toutes les recettes au titre de l'impôt sur les ventes allaient aux budgets des républiques) ;
- une partie des recettes douanières sera versée à l'avenir à la « communauté d'intérêt autogérée pour les relations économiques avec le reste du monde », pour l'octroi de ristournes à l'exportation ;
- les dépenses destinées à des opérations d'interventions et de subvention sur le marché intérieur (comme les subventions pour certains prix alimentaires garantis) ne seront plus inscrites au budget fédéral mais seront portées au budget des républiques ou complètement supprimées.

La Loi vise à donner plus d'autonomie au budget fédéral qui, antérieurement, dépendait pour une très large part des contributions versées par les républiques suivant un barème préétabli, ainsi que des recettes douanières. Ces réformes devraient aussi permettre aux stabilisateurs automatiques de l'économie de jouer un plus grand rôle, et régulariser en même temps le flux des recettes fédérales.

Le fait de transférer progressivement la responsabilité de la gestion de certaines subventions aura aussi pour effet secondaire de réduire la masse du budget fédéral. On espère que les nouvelles méthodes de financement conduiront à une réduction progressive et, en fin de compte, à l'élimination du déficit du budget fédéral.

Les objectifs officiels de croissance retenus pour les principales composantes de la demande intérieure paraissent réalisables. Bien que le « report » de production industrielle à la fin de 1977 ait été beaucoup plus faible qu'à la fin de 1976, la croissance de la production s'est quelque peu accélérée au cours de la période récente. Cela semble s'expliquer essentiellement par une accélération de la croissance des investissements, toutes les politiques officielles visant actuellement à encourager et à favoriser les investissements dans les secteurs prioritaires. Très peu de mesures visant à décourager les investissements dans les autres secteurs sont actuellement en vigueur³⁷. Dans l'industrie, un certain nombre de grands projets sont déjà en cours, et il est peu probable que l'investissement productif connaisse un ralentissement spontané durant la plus grande partie de 1978. La construction de logements, dont l'importance est fortement soulignée dans les Résolutions sur la politique économique, devrait aussi en principe se redresser en 1978. Le recul enregistré en 1977 dans la construction de logements du secteur socialisé a été dû apparemment plus à des retards d'ordre administratif et à des pénuries de certains matériaux de construction qu'à une insuffisance de la demande ou à l'absence de crédit. Toutefois, au moment de la rédaction de la présente Etude, la consommation privée semble faire preuve d'une certaine faiblesse et il se pourrait qu'avec les politiques actuelles le taux de croissance de cette composante de la demande, tel qu'il ressort implicitement des Résolutions, ne soit pas atteint. En revanche, la consommation publique pourrait de nouveau progresser au moins aussi rapidement que le produit social nominal, cela pour les raisons données plus haut.

Il paraît peu probable que les exportations puissent évoluer conformément aux prévisions officielles, à moins que des mesures assez vigoureuses ne soient prises ou que les perspectives d'évolution du commerce mondial ne se modifient profondément. Les exportations ne se sont pas redressées dans les premiers mois de 1978, et chez les principaux partenaires commerciaux occidentaux, la demande reste relativement faible. Pour que l'objectif de croissance de 6 % soit atteint, il faudrait que pendant le reste de l'année les exportations yougoslaves progressent beaucoup plus rapidement que les marchés extérieurs. La politique consistant à lier l'évolution du dinar à celle du dollar pourrait permettre quelques gains sur les marchés extérieurs, de même d'ailleurs que la priorité accrue donnée à la promotion des exportations. Des efforts sont d'ailleurs faits actuellement pour développer les exportations vers les pays de l'OPEP et les pays en développement non pétroliers, ainsi que vers les pays de l'Europe de l'Est. Il reste qu'un taux de croissance de 6 % pour le volume des exportations paraît optimiste, même si l'on table sur une évolution moins soutenue de la demande intérieure en 1978. Si le volume des exportations ne s'accroissait pas aussi vite que prévu, des difficultés pourraient surgir ailleurs.

D'après les objectifs du Plan pour 1978, la croissance des importations devra être limitée en fonction des recettes d'exportations encaissées au cours de cette année ; l'important déficit des paiements courants enregistré l'an dernier est en effet jugé inacceptable, et l'objectif est de le réduire d'environ 0.5 milliard de dollars. Il est peu probable que les exportations de biens et services dépassent de beaucoup plus de 12 % le niveau de l'an dernier en valeur, même si l'objectif d'une croissance de 6 % en volume est atteint. L'excédent traditionnel du compte

37 Sauf en ce qui concerne les industries de transformation qui disposent actuellement d'une marge considérable de capacités inutilisées.

des opérations invisibles n'augmentera sans doute pas très sensiblement, étant donné l'évolution des envois de fonds des travailleurs expatriés et des paiements d'intérêts. Il n'y aura donc guère de marge pour un accroissement du volume des importations de marchandises. En 1977, ces importations ont été dans une certaine mesure gonflées par des achats exceptionnels de matériels destinés à certains projets prioritaires, et ceux-ci ne se renouvelleront pas en 1977. Ce fait à lui seul permet donc déjà de s'attendre à un ralentissement des importations. En outre, il est probable que les stocks de certains produits importés se sont gonflés en 1977, et la reprise prévue dans la construction de logements ne devrait pas exercer d'effets directs très importants sur les importations. Néanmoins, si l'on veut que l'objectif implicite d'une croissance nulle du volume des importations soit respecté, il faudra suivre de près l'évolution de la situation en 1978, et il sera impératif que le taux de croissance de la demande intérieure ne dépasse pas les prévisions officielles.

Il sera également nécessaire de surveiller attentivement l'évolution des prix en 1978. Les pressions sur les coûts restent élevées et il sera difficile de réaliser l'objectif officiel visant à ramener la hausse du coût de la vie aux environs de 12 % en 1978. Cette hausse a été particulièrement forte au cours de la période de six mois qui s'est terminée en mars (20 % en taux annuel non corrigé des variations saisonnières), les prix des produits alimentaires étant responsables de cette évolution. Les prix de détail ont augmenté moins rapidement au cours de la même période (14 %), ce qui s'explique essentiellement par le fait que le poids des produits alimentaires dans l'indice des prix de détail est moins important. Le ralentissement récent de la hausse des prix à la production des produits industriels, qui augmentent actuellement à une cadence annuelle d'environ 6 %, et l'espoir de voir le mouvement des prix alimentaires se modérer quelque peu au cours des mois à venir, peuvent justifier un certain optimisme. Tout compte fait, les tensions inflationnistes restant fortes, il est probable qu'en 1978 les taux d'inflation resteront sensiblement plus élevés en Yougoslavie que chez ses principaux partenaires commerciaux.

Conclusions

Les politiques menées en 1977 ont donné des résultats très satisfaisants pour ce qui est de l'accroissement de la production, de l'investissement, de l'emploi et de la productivité. Ces résultats ont été d'autant plus remarquables qu'ils ont été atteints dans un environnement international moins favorable. Mais le taux d'inflation est resté excessivement élevé et la balance des paiements courants s'est sensiblement dégradée, en raison pour une part de la faible expansion des échanges mondiaux. L'analyse qui vient d'être faite des perspectives d'évolution à court terme a montré qu'il pourrait être difficile de réaliser simultanément tous les grands objectifs prévus dans les Résolutions pour 1978, les principaux risques tenant à la balance extérieure et à l'évolution des prix. Pour l'instant, les autorités yougoslaves souhaitent maintenir l'économie sur une trajectoire de croissance élevée, comme le prévoient les Résolutions pour 1978, afin d'assurer la réalisation des objectifs de développement à plus long terme. Mais si les risques précités venaient à se matérialiser, il faudrait s'interroger sur les inflexions à opérer dans l'orientation actuelle de la politique économique.

Aussi souhaitable que cela puisse être, l'économie yougoslave ne peut manifestement connaître très longtemps un taux d'expansion beaucoup plus élevé que celui des autres pays, notamment des pays d'Europe occidentale, sans que le déficit extérieur courant ne s'aggrave. En 1977, ce déficit a représenté environ 4 % du PNB et son financement n'a pas posé de difficultés majeures. Mais, de toute évidence, une réduction est maintenant souhaitable. Pour y parvenir en

1978, il pourrait fort bien être nécessaire de subordonner dans une certaine mesure l'objectif de croissance aux contraintes de la balance des paiements. En particulier, il pourrait se révéler nécessaire de ramener la croissance de la demande intérieure en deçà des objectifs officiels afin de contenir l'augmentation de la facture totale des importations dans des limites raisonnables et d'accroître l'incitation à exporter. La composante à freiner serait manifestement la consommation privée, qui comporte un important élément d'importation et qui, contrairement aux objectifs à moyen terme, a progressé aussi rapidement que le produit social en 1976 et 1977. La demande des consommateurs s'étant affaiblie depuis les derniers mois de 1977, un renforcement des restrictions sur le crédit à la consommation aiderait à faire en sorte que la consommation continue de progresser à un rythme modéré, et il aurait en même temps pour effet de freiner la hausse du coût de la vie qui, ces derniers temps, a atteint des niveaux relativement élevés. Si la croissance globale devait être freinée et si l'investissement devait passer avant la consommation, il importerait d'autant plus que l'on investisse dans les secteurs où le taux de rendement réel promet d'être le plus élevé. Dans le passé, cela n'a pas toujours été le cas. Le processus de prise de décisions étant maintenant plus décentralisé, il faudrait permettre au taux d'intérêt de jouer un rôle croissant dans la répartition des fonds disponibles pour l'investissement. Les mesures prises récemment en vue d'abaisser les taux d'intérêt nominaux ne vont pas dans ce sens, compte tenu de la persistance de taux d'inflation élevés et d'une forte propension à investir.

Si l'on en juge par l'expérience passée, on peut penser que, même avec un taux de croissance plus modéré de la demande et de la production, d'importantes pressions continueront de s'exercer sur les coûts et les prix. D'après les renseignements dont on dispose, sur le plan des prix les exportations yougoslaves ont maintenu leur compétitivité au cours de la période récente, notamment à la suite de la dépréciation effective du dinar, intervenue vers la fin de l'an dernier et dans les premiers mois de 1978. Mais les coûts unitaires de main-d'œuvre dans l'industrie yougoslave ont considérablement monté, et l'incitation à exporter s'en est peut-être trouvée diminuée. Les tensions inflationnistes profondes resteront fortes aussi longtemps que les revenus nominaux continueront d'augmenter plus vite que la productivité globale. Certains des changements institutionnels introduits ces dernières années visaient à ralentir les hausses excessives des salaires, mais il se pourrait bien que la réalisation d'un consensus général sur les risques d'une inflation permanente à deux chiffres constitue l'élément primordial d'une politique des revenus appropriée à la situation. L'autre solution, qui consiste à recourir à des mesures déflationnistes pendant une longue période, est particulièrement inacceptable pour les pays en voie d'industrialisation qui ont besoin de taux de croissance élevés pour faire face à de sérieux problèmes d'emploi.

Les résultats obtenus par la Yougoslavie sur le plan de la croissance et de l'emploi depuis le début des années 70 ont été en général satisfaisants, malgré des conditions extérieures défavorables, notamment la hausse des prix du pétrole, la récession dans les pays industrialisés et ses séquelles, ainsi que le renversement des flux antérieurs d'émigration vers les pays européens industrialisés. Comme on l'a noté dans la troisième partie de la présente Etude, la conjugaison, au cours de cette période, d'un haut niveau d'emploi et d'une forte croissance des investissements dans le secteur socialisé et le secteur privé non agricole, a exercé des effets positifs sur le niveau de la productivité globale du travail et du capital, et aussi en moyenne sur le revenu réel par habitant. Etant donné qu'il subsiste encore d'abondantes ressources de main-d'œuvre sous-employées, l'une des principales sources de croissance potentielle continuera de résider, à l'avenir, dans les nouvelles modifications qui pourront être apportées à la répartition de l'emploi entre les secteurs de l'économie à faible productivité et les secteurs à forte productivité. Un nombre considérable d'emplois nouveaux pourraient être créés dans les indus-

tries à forte proportion de main-d'œuvre, comme le logement, l'artisanat et les services privés, dont le Plan à moyen terme se propose de favoriser le développement et qui devront certainement faire face à un accroissement de la demande résultant de l'élévation des niveaux de vie. Il existe aussi de grandes possibilités de développer certains types de production agricole privée faisant appel à une forte proportion de main-d'œuvre. Une croissance économique rapide exigera néanmoins un taux d'investissements productifs élevé dans le secteur socialisé. La structure présente de l'emploi et le taux très élevé des demandeurs d'emploi recensés voudraient que l'on accorde une haute priorité aux investissements de capacité. Toutefois, pour que la Yougoslavie, tout comme les autres pays « à excédent de main-d'œuvre », puisse arriver à réaliser ses objectifs à moyen terme, il faudra non seulement qu'elle mène des politiques internes appropriées mais aussi que la demande dans les grands pays industrialisés connaisse une expansion suffisante et que les échanges mondiaux se développent librement.

PAGE BLANCHE

Annexe I

LES INSTITUTIONS DU SECTEUR PUBLIC EN YUGOSLAVIE

Les institutions du secteur public et les instruments de la politique budgétaire de la Yougoslavie diffèrent considérablement de ceux des autres pays de l'OCDE. Le système actuel résulte pour l'essentiel des réformes constitutionnelles de 1974. Deux catégories d'institutions yougoslaves peuvent être classées dans le secteur public au sens où l'entendent les autres pays de l'OCDE :

- a) les « communautés d'intérêt auto-gérées », au niveau provincial et local (tableau A) ;
- b) les budgets, établis aux niveaux fédéral, provincial et local (tableau B).

Le premier type d'institutions n'a guère d'équivalent dans la zone de l'OCDE ; en effet, le niveau et le champ des activités des communautés d'intérêt auto-gérées sont déterminées par un processus de « pactes d'auto-gestion » entre utilisateurs et fournisseurs de certains biens et services. Outre l'intérêt qu'elles présentent sur le plan politique, ces communautés semblent aussi comporter des avantages du point de vue de l'efficacité, car on peut s'attendre que la formulation effective des préférences de la collectivité et la délimitation du champ d'action communautaire soient plus proches de l'optimum. Leurs activités s'exercent principalement dans des domaines où les prestations sont théoriquement connues et où les bénéficiaires peuvent être identifiés et assujettis à l'impôt en conséquence. Les principales communautés exercent leur action dans les domaines suivants : éducation, culture, sciences, sports et sécurité sociale au sens large. Leurs recettes proviennent de contributions prélevées sur les traitements, les salaires et le revenu des entreprises. La répartition des recettes entre les rémunérations et le revenu de l'entreprise doit, en principe, refléter les différences dans les prestations fournies par les services publics. En fait, elle est décidée sur des bases plus ou moins arbitraires. Prises ensemble, les communautés d'intérêt auto-gérées représentent près de la moitié des recettes du secteur public (leurs dépenses sont assez rigides et ne peuvent guère être utilisées aux fins d'une politique budgétaire de stabilisation). Les budgets des administrations centrale et locales couvrent les dépenses de consommation publique proprement dites (défense, justice, par exemple) et sont financés principalement par les impôts indirects, tels que les impôts sur les ventes et les droits de douane. La fiscalité directe fournit moins de 20 % des recettes courantes. Le budget fédéral, qui comprend environ 63 % de l'ensemble des recettes budgétaires, n'est pas couramment utilisé comme instrument de régulation de la demande à court terme. La défense et l'administration représentent environ 60 % des dépenses du budget fédéral. Les budgets des administrations locales sont utilisés à la fois pour fournir des ressources supplémentaires (sous forme de transferts) aux communautés

Tableau A de l'annexe Recettes courantes des communautés d'intérêt auto-gérées
Milliards de dinars

	1974	1975	1976		1974	1975	1976
1. Origine				2. Utilisation			
Contributions sur le revenu de l'entreprise	8.5	16.6	21.1	Enseignement	16.8	22.4	27.7
Contributions sur le revenu des particuliers	53.7	67.9	76.2	Assurance-santé	20.4	26.8	33.7
Autres contributions	6.2	13.6	20.7	Assurance-vieillesse	25.4	32.2	40.3
				Allocations familiales	4.8	6.3	8.1
Total	68.4	98.1	118.0	Divers	3.3	11.2	9.4
				Total	70.7	98.9	119.2

Source : SGJ 1977.

Tableau B de l'annexe **Recettes courantes des unités socio-politiques**
Milliards de dinars

	1974	1975	1976		1974	1975	1976
1. Origine				2. Utilisation			
Impôts sur le revenu de l'entreprise	2.2	4.7	6.2	Budget fédéral	37.7	48.8	57.8
Impôts sur le revenu des particuliers	4.1	3.6	4.1	Budgets des républiques et des provinces	9.1	13.8	15.9
Autres impôts sur le revenu	2.6	2.7	3.0	Budgets des communes	13.3	15.7	18.7
Impôts sur les ventes	34.5	41.8	49.2	Total	60.1	78.2	92.4
Redevances	1.3	1.6	1.7				
Droit de douane	18.7	23.5	27.9				
Autres recettes	2.6	3.4	3.7				
Total des recettes	66.0	81.2	95.7				

Source : SGJ 1977.

Tableau C de l'annexe **Recettes courantes des fonds spécialisés**
Milliards de dinars

Origine	1974	1975	1976
Prêts obligatoires du secteur des entreprises	5.8	8.3	10.3
Contributions aux fonds de réserve des entreprises	1.5	2.2	2.2
Contributions aux fonds du logement	3.5	2.2	8.8
Contributions au développement du réseau routier	2.8	3.2	4.5
Autres recettes	3.7	4.7	7.3
Total	17.3	20.6	33.1

Source : SGJ 1977.

d'intérêt auto-gérées et pour subventionner les entreprises. En principe, ils peuvent être aussi utilisés pour la régulation de la demande, mais leur faible poids à l'échelle macro-économique et leur rigidité ne permettent pas d'interventions efficaces. Les opérations budgétaires courantes sont généralement équilibrées, à l'exception de celles du budget fédéral, qui se sont soldées par des déficits au cours des deux derniers exercices.

Il existe une troisième catégorie d'institutions du secteur public (tableau C) : les fonds d'intervention dont certains centralisent temporairement des ressources destinées à faire face aux catastrophes naturelles (tremblements de terre, etc.) et d'autres sont créés en vue d'objectifs déterminés, comme les Fonds de développement. Leur financement est assuré par des prêts et des contributions obligatoires du secteur des entreprises. Certains de ces fonds ont un caractère mixte et jouent à la fois un rôle budgétaire et bancaire, tirant leurs recettes de contributions (fiscales) et prêtant des capitaux aux utilisateurs finals. Deux catégories de fonds présentent un intérêt particulier en Yougoslavie : le fonds de réserve auquel toutes les entreprises industrielles et commerciales sont tenues de verser une contribution et le fonds du logement alimenté par des prélèvements obligatoires sur les rémunérations. Le fonds de réserve est utilisé pour soutenir les entreprises aux prises avec des difficultés financières, lorsqu'il paraît nécessaire d'éviter un dépôt de bilan. Le fonds du logement subventionne les loyers et investit dans la construction de logements bon marché. La conduite des opérations de ces fonds est subordonnée à des considérations socio-politiques autant qu'économiques. Leur part dans les recettes publiques représente environ 13 % du total. Il existe en outre, à un niveau d'administration inférieure aux municipalités, des fonds d'importance secondaire qui servent à financer certains besoins dans des districts déterminés des grandes villes.

Annexe II

DOCUMENTATION RELATIVE A LA PARTIE III

Les calculs de l'OCDE relatifs à l'industrie yougoslave ont été effectués selon la méthode proposée par E. Denison en 1962¹. On a désagrégé les données relatives à l'utilisation des facteurs traditionnels (travail et capital) et évalué la contribution de chaque composante à la croissance. Le degré de désagrégation était subordonné aux statistiques disponibles.

Tableau D de l'annexe Indices de la production industrielle
et de l'utilisation des facteurs
1970 = 100

	Production industrielle	Emploi	Emploi corrigé en fonction du nombre d'heures travaillées	Emploi corrigé en fonction de l'éducation	Capital		Indice combiné de l'utilisation des facteurs de production
					Total	Biens d'équipement	
1966	78	93.4	102.0	92.7	74.5	73.5	90.6
1967	78	93.0	97.9	93.1	79.4	78.0	91.2
1968	82	92.8	95.8	94.3	85.2	84.2	93.1
1969	92	96.2	98.7	98.3	92.9	91.4	98.4
1970	100	100	100	100	100	100	100
1971	110	105.3	104.6	106.3	111.0	112.1	107.5
1972	119	111.0	108.7	113.0	119.7	118.8	113.9
1973	125	114.5	112.2	117.0	129.7	128.8	120.5
1974	140	120.8	118.4	125.4	139.7	138.7	130.2
1975	147	124.3	121.9	130.0	151.4	150.4	136.2
1976	151	128.1	125.5	134.6	166.5	165.3	144.5
1977	165.2	133.9	131.2	—	173.3	—	151.1

Sources : SGJ.

Tableau E de l'annexe Évolution de la durée de la période d'attente d'un emploi
Répartition en pourcentage des demandeurs d'emploi inscrits
en fonction de la durée de la période d'attente

Durée de la période d'attente	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Un mois au maximum	14.3	14.3	13.3	13.4	11.3	10.5	9.9	7.5	8.9	7.9
1 à 3 mois	22.6	21.7	19.8	17.7	22.7	21.1	21.3	20.7	16.0	14.0
3 à 6 mois	19.2	19.4	19.4	19.1	19.1	18.8	18.6	18.8	18.8	16.9
6 à 12 mois	22.5	24.4	24.2	25.7	23.2	24.6	23.8	23.9	23.3	23.2
1 à 2 ans	9.9	9.6	9.8	10.0	9.8	11.1	13.5	14.7	16.2	17.9
2 à 3 ans	5.3	5.2	6.2	6.1	5.9	6.0	5.8	6.9	8.4	9.7
Plus de 3 ans	5.2	5.4	7.1	7.9	8.0	7.9	7.1	7.5	8.4	10.4

Source : SGJ.

¹ E. Denison: *The Sources of Economic Growth in the United States and the Alternatives before us*; supplementary paper n° 13; Committee for Economic Development, 1962.

Travail

La croissance de l'emploi a été calculée à partir des données relatives au nombre moyen de personnes employées au cours d'une année déterminée. Entre 1966 et 1976, l'emploi s'est accru au rythme moyen de 3,2 %, mais le nombre d'heures de travail effectif² a diminué quelque peu. Par conséquent, le nombre d'hommes/heure a augmenté d'environ 2,1 % et la durée du travail a eu, selon la méthode utilisée, une incidence négative sur la croissance de la production industrielle. Cette approche néglige manifestement l'influence que peuvent avoir des horaires plus courts sur l'intensité de main-d'œuvre et la qualité du travail. On a évalué l'influence de l'éducation au moyen de données relatives aux effectifs employés, classés par niveau de qualification, et des données sur les rémunérations mensuelles moyennes des catégories ainsi délimitées. Cette méthode suppose que les rémunérations moyennes augmentent parallèlement au niveau de qualification et de compétence, en raison de l'amélioration de la productivité. A partir des données relatives à la répartition de l'emploi par niveau de qualification et aux rémunérations mensuelles des différents groupes, on a calculé un indice global pondéré pour l'ensemble de l'industrie³. On a ensuite appliqué le résultat aux chiffres de l'emploi, la différence entre les deux taux de croissance étant attribuée aux modifications concernant l'éducation. On n'a pas procédé à ce stade à d'autres désagréments de l'emploi,

Tableau F de l'annexe Indicateurs de l'emploi, 1955-1977;
moyennes annuelles, en milliers de personnes

	Personnes employées dans le secteur « économique » socialisé	Personnes employées dans le secteur « non économique » socialisé	Personnes employées dans le secteur privé ¹	Personnes employées à l'étranger ¹	Demandeurs d'emploi inscrits	Population active agricole ¹
1955	1 801	358	170	—	67	5 180
1956	1 791	370	175	—	99	5 093
1957	1 931	401	180	—	116	5 007
1958	2 059	426	185	—	132	4 923
1959	2 215	449	190	6	161	4 840
1960	2 425	478	205	8	159	4 757
1961	2 652	518	215	13	191	4 691
1962	2 708	542	225	14	237	4 640
1963	2 769	551	230	74	230	4 630
1964	2 958	577	240	100	212	4 600
1965	2 988	595	259	140	237	4 580
1966	2 897	594	270	200	258	4 520
1967	2 875	591	271	350	269	4 470
1968	2 882	605	281	500	311	4 410
1969	2 993	629	285	650	331	4 360
1970	3 111	654	300	850	320	4 300
1971	3 259	685	319	1 010	291	4 208
1972	3 399	716	353	1 010	315	4 118
1973	3 469	744	342	1 100	382	4 056
1974	3 641	782	354	966	449	3 924
1975	3 843	824	363	860	540	3 851
1976	3 964	869	366	780	635	3 771
1977	4 175	865	375	850	706	3 691

1 Estimations.

Sources : SGJ; Office fédéral de Planification; OCDE.

2 Nombre d'heures travaillées pendant la journée normale de travail, à l'exclusion des heures supplémentaires rémunérées, des jours fériés, des congés de maladie et des congés annuels. Sont également exclues les heures normales de travail qui n'ont pas été effectivement consacrées au travail. Selon les statistiques, le nombre mensuel d'heures de travail effectif est passé de 166 en 1966 à 150 en 1976. La durée normale de la semaine de travail est généralement de 42 heures.

3 L'indice représente l'écart moyen des rémunérations moyennes par rapport à la moyenne pour l'industrie, pondéré par la part dans l'emploi des groupes correspondant aux différents niveaux de qualification. On évitait de la sorte le problème de la déflation des salaires.

Tableau G de l'annexe Indicateurs de l'emploi au niveau régional

Région ou République	Taux d'activité ¹ en pourcentage	Accroissement moyen de l'emploi entre 1967 et 1976 en pourcentage	Accroissement nécessaire de l'emploi jusqu'en 1990 ² en pourcentage	Nombre de demandeurs d'emploi fin 1976 (milliers)	Part de la population active en pourcentage agricole	Nombre de travailleurs émigrés ³ fin 1974 (milliers)
Bosnie et Herzégovine	17.5	4.3	7.2	108	39.8	184
Monténégro	18.6	4.4	6.6	19	34.8	11
Croatie	26.4	3.0	3.1	87	32.3	272
Macédoine	19.6	4.7	6.5	102	39.7	66
Slovénie	38.9	3.7	0.5	13	20.4	52
Serbie	21.0	3.6	5.2	335	43.9	259
Région centrale	20.8	3.9	4.3	211	44.1	155
Kosovo	10.0	5.2	13.0	49	51.0	42
Voïvodine	25.0	2.4	3.4	75	38.9	61
Total	22.8	3.7	4.7	665	38.1	844

1 Rapport entre le nombre de personnes employées en dehors du secteur agricole privé et l'ensemble de la population.

2 Rythme auquel le niveau de l'emploi doit augmenter pour que les taux d'activité atteignent d'ici à 1990 celui de la région la plus développée (soit 38,9 %). Les projections relatives à la population ont été établies par l'Office fédéral de Statistique.

3 Estimations.

Sources : SGJ.

encore que l'on aurait pu tenter d'évaluer l'incidence de variations des taux d'activité ou de l'âge d'entrée dans la vie active. Cette incidence n'aurait sans doute pas été très sensible.

Capital

On a utilisé une série chronologique sur le stock de capital fixe au coût d'acquisition. Les données pour la période 1966-1977 étaient exprimées aux prix de 1966, celles pour 1971-1975 aux prix de 1972, le stock de capital pour 1976 étant estimé à partir de l'investissement fixe. Les différents éléments des séries ont été harmonisés au moyen d'indices de prix appropriés.

Parts des facteurs de production

La contribution respective du travail et du capital a été déterminée à partir de séries relatives au produit national net de l'industrie. La part du travail comprend les traitements et salaires nets plus la totalité des impôts et contributions prélevés sur ces rémunérations. La part du capital comprend les bénéfices non distribués et les impôts sur le revenu de l'entreprise⁴. La contribution moyenne du travail a été d'environ 64 % et celle du capital de 36 %. On a utilisé ces deux valeurs pour corriger l'accroissement du travail et du capital, en partant de l'hypothèse qu'une augmentation de l'offre de l'un ou l'autre facteur ne modifie pas sensiblement la valeur marginale du produit de ce facteur. Sur la base de ces données, on a calculé les taux de croissance nécessaires, puis leur contribution à la croissance de la production industrielle (voir le tableau 15 du texte).

4 Le système fiscal ayant été modifié au cours de cette période, les résultats ne sont peut-être pas entièrement fiables.

Annexe III

CHRONOLOGIE ECONOMIQUE - 1977

Janvier

Adoption de la Loi sur l'organisation du crédit et le système bancaire, qui définit les diverses catégories d'organismes bancaires, leurs orientations, leur mode de gestion et leurs instruments.

Février

Règlement des taux de l'impôt sur les ventes applicable à plusieurs produits de consommation tels que l'alcool, les cigarettes, les cosmétiques, les articles de bijouterie, etc.

Mars

Adoption de la Loi sur les finances de la Fédération, définissant l'origine des recettes et les dépenses du Budget fédéral.

Adoption de la Loi sur les opérations de change et de crédit avec les pays étrangers, qui définit les principales caractéristiques institutionnelles en matière de balance des paiements, de commerce extérieur et d'opérations en devises.

Adoption de la Décision fixant les taux de rémunération des dépôts à la Banque nationale. Ces taux sont fixés à 3 % pour les réserves minimales, à 8 % pour les bons du Trésor (6 % pour les bons dont l'achat répond à des besoins de trésorerie) et à 8.5 % pour les dépôts de la Caisse d'épargne postale.

Décision de la Banque nationale d'émettre des bons du Trésor pour un montant de 3 milliards de dinars. Ces titres peuvent être achetés par les banques et d'autres intermédiaires financiers. Leur taux d'intérêt est de 8 % et leur échéance de douze mois.

Adoption de la Décision sur l'application de la politique monétaire et de change, qui fixe les objectifs de la politique du crédit pour 1977. Le taux de croissance de la masse monétaire est lié à celui du Produit social nominal. Cette Décision définit également les principales sources de monnaie centrale et les mesures sélectives en matière de crédit. Elle fixe par ailleurs les taux maximaux de réserves obligatoires : 24 % pour les dépôts à vue, 10 % pour les dépôts à vue au titre de la construction de logements et 2 % pour les dépôts à plus de douze mois.

Avril

Adoption d'une Décision prescrivant les conditions auxquelles la Banque nationale peut accorder des crédits aux banques commerciales ayant des besoins de liquidités. Sous certaines conditions, ces dernières peuvent obtenir des moyens de trésorerie, en fonction de l'importance de leur portefeuille de bons du Trésor. Ces dispositions ont été en partie reconduites en mai.

Mai

Décision déterminant le montant pour 1977 du contingent de devises de chaque république et province autonome. Les devises envoyées par les travailleurs yougoslaves employés à l'étranger sont réparties entre les républiques proportionnellement au nombre de travailleurs employés à l'étranger.

Juin

Signature d'une série d'accords inter-républiques sur les investissements d'infrastructure (aéroports, réseau routier et transports maritimes). Ces accords définissent les sources de financement et établissent les priorités en matière de développement.

Juillet

De nouveaux accords inter-républiques portant sur le développement du tourisme et de l'agriculture sont conclus au cours du mois.

Septembre

Publication des premières projections pour 1978.

Octobre

Modifications du régime de subvention des prix de certains produits agricoles. Certaines subventions et primes sont supprimées, les autres étant transférées du Budget fédéral aux budgets des niveaux d'administration inférieurs.

Décembre

L'Assemblée fédérale adopte la Résolution relative à la mise en œuvre pendant l'année 1978 du Plan social de la Yougoslavie pour la période 1976-1980. L'objectif de croissance du Produit social est fixé à 6-7 % ; la Résolution prévoit également un ralentissement de l'inflation et une réduction du déficit de la balance des paiements.

PAGE BLANCHE

ANNEXE STATISTIQUE

Tableau A **Produit social (concepts et définitions yougoslaves)**
Millions de dinars

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
<i>Aux prix courants</i>										
Dépenses des consommateurs	56 897	61 921	71 706	86 305	110 514	137 025	168 877	220 187	275 283	323 700
Consommation collective	10 008	11 689	13 409	14 689	17 508	21 286	26 708	35 962	49 620	60 300
Formation brute de capital fixe	30 283	35 044	41 049	51 723	64 651	73 977	85 502	117 387	163 402	203 000
Variation des stocks	5 736	3 913	7 297	13 638	21 983	14 500	31 957	57 827	44 645	25 000
Balance extérieure	-2 258	-2 778	-3 459	-9 723	-15 043	-8 024	-14 550	-44 698	-43 049	-25 600
Exportations de biens et services	21 476	22 308	26 264	30 381	40 575	56 026	72 278	95 128	104 736	120 200
Importations de biens et services	23 734	25 086	29 723	40 104	55 618	64 050	86 828	139 826	147 785	145 800
Ecart statistique	3 044	2 183	1 958	575	4 863	6 631	7 832	20 624	13 106	6 200
Produit social	103 710	111 972	131 960	157 207	204 476	245 395	306 395	407 289	503 007	592 600
<i>Aux prix de 1966</i>										
Dépenses des consommateurs	54 209	56 147	60 547	65 641	71 529	75 100	77 170	83 190	84 500	87 800
Consommation collective	8 957	9 599	10 463	10 846	11 095	11 500	12 030	12 930	14 200	15 500
Formation brute de capital fixe	28 344	30 625	32 521	38 250	40 718	42 100	43 250	47 143	51 300	55 400
Variation des stocks	5 658	3 639	6 451	10 616	14 228	10 600	12 700	17 000	17 500	8 600
Balance extérieure	-2 260	-2 767	-3 279	-5 289	-10 628	-5 116	-7 500	-14 042	-13 200	-3 600
Exportations de biens et services	21 348	22 625	25 524	27 078	28 824	37 576	40 800	41 208	40 400	46 400
Importations de biens et services	23 758	24 986	28 173	35 179	39 276	42 692	48 300	55 250	53 600	50 000
Ecart statistique	6 668	8 409	9 941	3 662	7 729	6 607	10 202	14 696	12 600	9 700
Produit social	101 576	105 652	116 644	123 726	134 671	140 791	147 852	160 917	166 900	173 400

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau B Produit national et dépenses (concepts et définitions standardisés)
Millions de dinars, aux prix courants

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Dépenses des consommateurs en biens et services	63 406	69 238	79 944	95 593	121 722	151 687	187 146	244 100	294 900	351 500
Dépenses courantes de l'Etat en biens et services	20 107	23 000	26 054	30 484	36 686	45 290	52 742	74 300	97 900	118 700
Formation brute de capital fixe	30 283	35 044	41 049	51 723	64 651	74 107	85 324	117 400	163 400	206 600
Variation des stocks	5 736	3 913	7 297	13 638	21 983	14 702	31 957	57 800	44 600	30 300
Exportations de biens et services	22 184	23 212	27 383	31 841	42 909	59 206	76 436	101 100	111 200	129 500
moins : Importations de biens et services	23 852	25 191	29 894	40 494	56 291	64 996	87 951	142 000	150 000	148 800
Ecart statistique	604	755	1 034	-867	3 651	3 166	8 010	20 000	15 200	-5 000
Produit intérieur brut aux prix du marché	118 468	129 971	152 867	181 918	235 311	283 162	353 664	472 700	577 200	682 800
Revenus en provenance du reste du monde	1 250	1 628	2 724	5 728	10 024	15 411	23 098	26 710	26 773	29 000
Revenus versés au reste du monde	1 034	1 085	1 290	1 610	2 236	2 818	3 778	4 800	4 273	5 000
Produit national brut aux prix du marché	118 684	130 514	154 301	186 036	243 099	295 755	372 530	494 610	599 700	706 800
Impôts indirects	10 017	11 504	12 628	15 864	22 041	27 279	29 239	58 070	62 000	71 200
Subventions	977	991	935	1 287	2 790	7 015	8 194	12 280	15 000	10 000
Produit national brut au coût des facteurs	109 644	120 001	142 608	171 459	223 848	275 491	351 485	448 820	552 700	645 600
Amortissement et provisions pour autres opérations	9 845	12 041	14 238	16 644	21 180	27 979	36 290	50 840	61 000	70 000
Produit national net au coût des facteurs	99 799	107 960	128 370	154 815	202 668	247 512	315 195	397 980	491 700	575 600

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau C **Produit brut au coût des facteurs par branches d'activité**
Millions de dinars, aux prix courants

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Agriculture, sylviculture et pêche	25 014	23 310	27 129	29 612	37 346	43 273	59 250	70 900	80 700	97 250
Industries extractives	3 217	3 425	3 460	4 103	5 503	6 860	8 900	13 740	17 600	20 700
Industries manufacturières	30 293	33 954	39 086	48 590	63 889	77 570	98 514	130 020	171 600	191 400
Electricité, gaz et eau	3 136	3 401	3 779	4 411	5 477	6 891	8 450	9 500	13 200	15 400
Construction	11 550	13 348	15 180	19 490	25 108	29 888	33 600	43 750	57 400	61 600
Transports et communications	7 588	8 108	9 463	12 391	16 281	19 254	23 600	28 400	34 300	44 800
Commerce de gros et de détail	10 442	12 391	14 325	17 367	23 501	27 193	33 150	42 000	52 600	56 300
Revenu de la banque, des assurances et des propriétés non bâties	1 792	1 980	2 432	2 811	3 666	4 846	6 500	7 600	8 700	9 800
Propriétés de maisons d'habitation	829	1 036	1 230	1 464	1 860	2 300	3 000	3 600	4 200	5 000
Administration publique et défense	5 529	6 217	6 951	7 762	9 611	11 757	15 000	23 500	27 200	32 600
Santé et enseignement	6 373	7 314	8 684	10 416	13 209	16 476	19 700	26 983	31 300	35 000
Services divers	4 491	5 687	6 654	8 646	11 003	13 672	18 040	27 317	31 400	21 450
Produit intérieur brut au coût des facteurs	109 428	119 458	141 174	167 341	216 060	259 980	327 704	426 910	530 200	591 300
Paiement net de revenus dus aux facteurs de production par le reste du monde	216	543	1 434	4 118	7 788	12 593	19 320	21 910	22 500	24 000
Produit national brut au coût des facteurs	109 644	120 001	142 608	171 459	223 848	275 491	351 485	448 820	552 700	615 300
Ajustement	-826	-713	2 801	278	-394	2 918	4 461	—	—	—

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau D Formation brute de capital fixe
Millions de dinars, aux prix courants

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
TOTAL	30 620	35 698	42 266	53 103	65 623	75 079	86 732	119 254	163 200	203 000
Secteur privé	5 795	6 589	7 423	9 657	13 064	16 281	22 304	28 375	30 900	33 300
Secteur socialisé	24 825	29 109	34 843	43 446	52 559	58 798	64 428	90 879	132 300	169 700
<i>par types d'activités :</i>										
Productrices	22 273	25 979	31 217	37 565	46 537	52 245	59 721	81 531	114 200	139 500
Non-productrices	8 347	9 719	11 049	15 538	19 086	22 834	27 011	37 723	49 000	63 500
<i>par branches d'activités :</i>										
Agriculture et forêts	2 530	2 912	3 299	3 818	4 722	5 687	8 282	11 078	12 100	12 200
Industrie	11 171	12 662	13 599	16 372	21 217	24 443	26 310	39 529	68 000	82 300
Construction	728	881	1 365	1 642	2 049	2 563	2 722	4 881	6 900	5 300
Transports	4 123	5 240	7 237	8 393	9 103	9 995	12 803	14 620	17 000	27 600
Commerce, restaurants et tourisme	2 537	3 175	4 274	5 791	7 291	6 464	5 818	7 457	9 400	10 000
Logement et activités communales	7 182	8 276	9 474	12 438	15 332	18 512	23 092	31 060	36 400	47 100
Autres branches d'activité	2 349	2 552	3 018	4 649	5 909	7 415	7 705	10 629	13 400	18 500
<i>par genres d'investissements :</i>										
Machines et équipements	12 419	13 804	16 765	20 162	24 992	28 297	33 867	47 802	66 730	84 600
d'origine nationale	7 009	7 862	9 620	11 742	13 840	16 525	18 894	27 091	35 530	48 500
d'importation	5 410	5 942	7 145	8 420	11 152	11 772	14 973	20 711	31 200	36 100
Travaux de construction	16 478	19 582	22 901	30 392	38 219	43 456	47 577	64 962	88 960	106 600
Divers	1 723	2 312	2 600	2 549	2 412	3 326	5 288	6 490	7 510	11 800

NOTE Les chiffres comportent les dépenses sur les avoirs déjà existants et indiquent la valeur des investissements effectivement réalisés indépendamment des dates de leur remboursement.

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau E Le revenu national et le compte des particuliers (concepts et définitions yougoslaves)
Millions de dinars

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Revenu national :									
Traitements et salaires nets des salariés et employés des entreprises productrices et production pour leur propre consommation des producteurs individuels	50 126	59 173	70 798	89 229	107 113	128 305	166 050	208 022	253 462
Impôts sur le revenu et cotisations de Sécurité sociale	17 404	20 981	24 625	29 688	35 437	42 958	62 334	83 643	108 780
Intérêt et impôts à la charge des entreprises	21 073	25 493	29 813	36 284	45 879	59 359	71 610	84 307	101 377
Accumulation des entreprises productrices et des producteurs individuels	12 969	14 043	17 599	30 937	32 530	44 927	63 356	78 364	64 839
Revenu national	101 573	119 690	142 835	186 138	220 959	275 549	363 350	454 336	528 458
<i>plus : Amortissements</i>	10 399	12 270	14 372	18 338	24 436	30 777	43 939	48 659	64 102
Produit social	111 972	131 960	157 207	204 476	245 395	306 326	407 289	502 995	592 560
Compte des particuliers :									
Traitements et salaires nets des salariés et employés des entreprises productrices et production pour leur propre consommation des producteurs individuels	50 126	59 173	70 798	89 229	107 113	128 305	166 050	208 022	253 462
Traitements et salaires nets des salariés et employés des entreprises non-productrices	11 623	13 497	16 012	20 054	24 149	28 675	37 321	48 294	58 440
Prestations de Sécurité sociale et autres prestations sociales	10 461	12 448	14 556	18 146	23 688	30 338	38 329	49 890	63 548
Autres transferts intérieurs	304	894	781	964	1 067	800	1 268	1 778	2 651
Transferts nets en provenance de l'étranger	2 209	3 388	6 599	11 452	17 403	25 395	29 839	31 248	34 615
Total des revenus	74 723	89 400	108 746	139 845	173 420	213 513	272 807	339 232	412 716
Dépenses de consommation en biens et services du secteur productif	53 328	62 110	75 783	98 107	122 162	150 477	197 967	249 083	295 351
Auto-consommation de produits	8 593	9 596	10 522	12 407	14 863	18 400	22 220	26 200	30 840
Dépenses de consommation encaissées par le secteur non-productif	5 793	7 044	8 384	10 127	12 018	14 829	19 836	26 129	34 912
Épargne	7 009	10 650	14 057	19 204	24 377	29 807	32 784	37 820	51 613
Taux d'épargne (en %)	9.4	11.9	12.9	13.7	14.1	14.0	12.0	11.1	12.5

Source : SZZS, Statisticki Godisnjak.

Tableau F Agriculture

	Unité ou base	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
<i>Indices de la production agricole</i>		1951-1955 = 100									
Total		174	167	183	175	187	184	197	209	203	217
Production végétale		177	166	190	167	180	179	195	199	193	205
Production animale		173	171	173	190	194	197	209	235	235	244
<i>Production de certains produits</i>											
Blé	Millions de t. métriques	4.8	4.4	4.9	3.8	5.6	4.8	4.8	6.3	4.4	6.0
Maïs	—	7.2	6.8	7.8	6.9	7.4	7.9	8.3	8.0	9.4	9.1
Betterave sucrière	—	3.7	2.9	3.6	2.9	3.0	3.3	3.3	4.3	4.2	4.7
Viande	Milliers de t. métriques	751	818	770	811	880	817	839	1 000	1 031	1 034
Bois en grumes	Millions de m ³	16.4	17.6	17.1	17.5	17.9	17.3	17.4	18.2	18.6	18.5
Nombre de tracteurs en service ¹	Milliers	55.9	61.7	68.2 ²	80.0	96.7	120.5	150.0	195.1	225.5	260.9
Consommation d'engrais	Milliers de t. métriques	2 141	1 918	1 820	1 678	1 747	1 821	1 919	1 817	1 964	1 970

1 A la fin de l'année.

2 Chiffres obtenus à partir d'un recensement des exploitations privées et non strictement comparables aux estimations se référant aux années antérieures.

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau G Production industrielle

	Unité ou base	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
<i>Indices de la production industrielle</i>		1970 = 100									
Total	Base originale	77	82	92	100	110	119	126	139	147	152
Industries extractives	1953 = 100	84	88	93	100	108	110	117	124	130	133
Industries manufacturières		77	82	92	100	110	119	126	140	149	154
Métallurgie de base		76	82	91	100	108	121	132	150	157	158
Transformation des métaux		76	83	89	100	109	107	123	140	154	157
Produits chimiques		61	71	86	100	117	132	146	169	178	182
Textiles		88	91	96	100	107	118	125	135	142	145
Alimentation, boissons, tabac		85	85	91	100	111	119	126	136	137	147
<i>Production de certains produits</i>											
Electricité	Milliards de kWh	18.7	20.6	23.4	26.0	29.5	33.2	35.1	39.5	40.0	43.6
Lignite	Millions de t. métriques	25.6	25.9	25.8	27.4	29.8	30.3	31.9	33.0	35.0	36.3
Produits pétroliers	—	4.5	4.5	5.7	7.1	7.8	8.4	9.1	10.4	10.9	11.7
Minerai de cuivre	—	5.9	7.0	8.1	9.4	10.3	11.9	14.2	14.9	14.6	17.4
Minerai de plomb	Milliers de t. métriques	108	112	118	127	124	120	119	120	127	122
Minerai de zinc	—	90	95	97	101	99	97	97	95	103	107
Acier brut	Millions de t. métriques	1.8	2.0	2.2	2.2	2.4	2.6	2.7	2.8	2.9	2.8
Ciment	—	3.3	3.8	4.0	4.4	4.9	5.8	6.3	6.6	7.1	7.6
Machines à travailler les métaux ou le bois	Milliers de t. métriques	9.8	8.0	9.9	10.9	12.6	15.9	12.5	15.5	17.1	20.5
Machines pour la construction	—	13.1	15.4	23.4	26.8	28.4	28.0	34.4	34.6	34.6	38.4
Machines rotatives	—	13.1	14.5	15.3	21.5	26.0	26.8	30.7	34.3	39.8	30.1
Pâte à papier et cellulose	—	455	468	475	450	489	517	527	560	527	495
Cotonnades	Millions de m ²	478	401	415	390	391	374	361	365	376	385

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau H Population active et emploi

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
	<i>Milliers</i>									
Population active (estimation en milieu d'année)	8 678	8 730	8 782	8 830	8 890	9 028	9 054	9 121	9 147	9 222
Nombre de personnes occupant un emploi rémunéré	3 561	3 587	3 706	3 850	4 034	4 210	4 306	4 514	4 758	4 925
Nombre de chômeurs recensés	291	327	316	290	290	315	382	448	540	635
Reste de la population active ¹	5 216	5 286	5 307	5 249	4 465	4 431	..	..	..	..
Emigration de travailleurs (nette)	27	57	124	240	674	..	..	..	..	..
Travailleurs yougoslaves employés en Allemagne ²	96	119	265	423	478	475	535	470	..	..
Emploi intérieur rémunéré par secteur :										
Secteur socialisé	3 466	3 487	3 622	3 765	3 944	4 115	4 213	4 423	4 667	4 833
Activités productrices	2 877	2 884	2 995	3 113	3 261	3 401	3 471	3 643	3 845	3 964
Activités non-productrices	589	603	627	652	683	714	742	780	822	869
Secteur privé	95	100	84	85	90	95	93	91	91	92
Emploi intérieur rémunéré par branches d'activité :										
dans l'agriculture	276	255	246	242	241	244	247	256	268	242
dans l'industrie	1 352	1 349	1 399	1 454	1 531	1 614	1 665	1 757	1 852	1 863
dans la construction	312	323	333	347	356	361	353	374	407	432
dans les transports et communications	249	253	260	269	280	292	298	306	321	354
dans le commerce	366	379	402	433	473	507	532	562	592	659

1 Y compris les travailleurs yougoslaves temporairement employés à l'étranger.

2 Chiffres de septembre.

Sources : Renseignements communiqués directement à l'OCDE et Arbeitsstatistik 1974, Bundesanstalt für Arbeit.

Tableau I Prix et salaires
Indices, 1969 = 100

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Prix à la production des produits agricoles	95	91	100	115	145	180	225	260	291	334
Prix à la production des produits industriels	97	97	100	109	126	140	158	205	250	266
Matières premières	94	96	100	112	132	146	165	228	280	298
Biens d'équipement	99	99	100	105	118	126	138	155	187	208
Biens de consommation	96	96	100	107	121	136	154	188	227	239
Valeurs unitaires des exportations, en dollars	98	96	100	109	114	120	144	191	208	216
Valeurs unitaires des importations, en dollars	95	95	100	108	112	119	142	207	218	225
Coût de la vie										
Total	88	93	100	111	128	149	178	216	268	300
dont :										
Denrées alimentaires	90	93	100	112	131	156	190	220	273	310
Services	79	89	100	108	122	134	156	186	231	260
Salaires par personne employée dans le secteur socialisé	79	87	100	118	145	169	196	250	309	357

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau J Bilan du système bancaire
Millions de dinars, en fin de période

	1971	1972	1973	1974	1975	1976		1977	
						Juin	Déc.	Juin	Nov.
ACTIF									
Court terme, total	71 565	95 491	120 340	149 512	195 168	232 710	268 614	280 659	260 205
Or et devises	6 032	15 600	26 944	27 047	21 318	36 591	47 301	43 234	48 220
Autres avoirs à l'étranger	4 568	6 435	6 761	7 457	14 834	13 622	11 147	12 865	11 167
Crédits à court terme aux entreprises	43 811	56 533	63 764	85 187	112 986	123 882	134 662	138 594	132 194
Avances à court terme aux administrations et autres organismes publics	2 743	2 717	2 029	1 384	5 544	7 428	10 532	10 661	15 353
Crédits à la consommation et autres avances à court terme au public	6 970	6 309	8 032	12 384	18 674	22 792	32 108	37 816	4 651
Autres avoirs à court terme	7 441	7 897	12 810	16 053	21 812	28 395	32 864	37 489	48 620
Long terme, total	168 972	201 302	240 903	290 002	340 239	376 143	432 570	485 597	566 273
Créances en devises	6 374	6 707	7 390	11 526	17 748	20 117	27 116	30 546	35 886
Crédits aux entreprises	104 920	121 093	142 030	165 186	203 910	226 029	265 570	299 423	324 022
Avances aux administrations et autres organismes publics ¹	17 396	28 162	37 382	46 482	54 131	53 543	49 695	59 319	57 238
Prêts à la construction de logements	25 869	30 480	35 215	43 345	48 706	54 697	59 113	65 530	62 541
Divers	14 413	14 860	18 886	23 463	15 744	21 757	31 076	30 779	86 586
Total	240 537	296 793	361 243	439 514	535 407	608 853	701 184	766 256	826 478
PASSIF ET FONDS PROPRES									
Court terme, total	108 980	140 405	183 282	229 041	302 013	347 906	412 188	444 532	501 356
Engagements en devises	21 610	23 078	26 959	38 784	47 562	48 855	57 035	61 520	63 871
Masse monétaire ²	42 546	60 541	82 774	104 378	137 761	173 000	214 344	227 848	247 065
Autres dépôts à court terme	41 181	48 613	61 155	72 376	89 893	97 237	103 554	117 587	124 682
Autres engagements à court terme	3 643	8 173	12 394	13 503	26 797	28 814	37 255	37 577	65 738
Long terme, total	108 859	129 804	147 833	176 646	207 256	227 085	259 330	285 566	290 238
Engagements en devises	12 977	20 778	29 473	39 226	53 287	59 672	72 044	79 616	88 917
Dépôts et effets à terme ³	29 559	30 464	32 750	38 551	47 683	53 533	63 298	70 372	69 809
Dépôts spéciaux d'investissement	66 323	78 562	85 610	98 869	106 286	113 880	123 988	135 578	131 512
Capital et réserves	22 698	26 584	30 128	33 827	26 138	33 862	29 666	36 158	34 884
Total	240 537	296 793	361 243	439 514	535 407	608 853	701 184	766 256	826 478

1 Y compris, pour un faible montant, des avances au public.

2 Dépôts à vue, monnaie en circulation et postes en cours de règlement.

3 A plus d'un an d'échéance.

Source : Sluzba Društvenog Knjigovodstva, *Statistički Bilten*.

Tableau K Importations et exportations par groupes de produits
Millions de dollars US

		1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
CTCI SECTIONS											
IMPORTATIONS											
0 et 1	Produits alimentaires, boissons et tabacs	182	128	147	207	296	308	508	666	420	637
	<i>dont</i> : Céréales et produits à base de céréales	36	18	26	18	100	73	57	213	17	142
2	Matières premières	199	198	264	314	312	336	486	1 004	739	693
	<i>dont</i> : Fibres textiles et déchets	105	97	135	110	118	137	193	419	255	248
3	Combustibles minéraux	85	98	104	138	193	176	358	951	943	1 082
5	Produits chimiques	167	188	221	267	297	349	450	811	834	791
6	Articles semi-manufacturés	402	427	544	826	917	844	1 081	1 806	1 747	1 364
	<i>dont</i> : Métaux communs	195	184	254	427	469	427	642	1 064	1 163	874
7 et 8	Articles manufacturés	642	738	846	1 102	1 187	1 170	1 598	2 239	2 899	2 731
	<i>dont</i> : Machines	396	464	516	629	768	785	981	1 382	1 987	1 935
	Matériel de transport	175	181	208	326	250	233	434	576	628	548
4 et 9	Autres produits	31	19	8	20	51	49	30	65	115	69
	Total	1 707	1 796	2 134	2 874	3 253	3 232	4 511	7 542	7 697	7 367
EXPORTATIONS											
0 et 1	Produits alimentaires, boissons et tabacs	336	261	289	314	319	392	459	412	478	618
	<i>dont</i> : Animaux vivants et viande	175	142	159	159	176	247	251	148	222	261
	Céréales et produits à base de céréales	54	26	20	21	11	8	62	73	36	103
2	Matières premières	106	127	142	157	149	184	275	360	282	429
	<i>dont</i> : Bois	50	54	63	64	66	84	157	183	140	248
5	Produits chimiques	74	77	91	97	129	143	176	384	380	353
6	Articles semi-manufacturés	281	324	431	492	494	603	814	1 245	1 180	1 337
	<i>dont</i> : Métaux communs	122	155	208	256	246	308	526	881	754	801
7 et 8	Articles manufacturés	429	460	503	595	698	886	1 088	1 342	1 712	2 077
	<i>dont</i> : Machines	149	148	165	192	242	301	365	491	622	802
	Navires	59	82	101	142	136	162	178	248	304	287
3, 4 et 9	Autres produits	27	15	18	24	26	29	41	62	40	64
	Total	1 252	1 264	1 474	1 679	1 814	2 237	2 853	3 805	4 072	4 878

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau L Importations et exportations par zones
Millions de dollars US

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
<i>Importations, caf</i>										
Pays de l'OCDE	1 075	1 147	1 379	1 981	2 140	2 113	2 820	4 562	4 677	4 038
CEE	754	796	963	1 334	1 435	1 423	1 905	3 016	3 162	2 876
Italie	228	269	317	378	396	400	531	889	869	760
Allemagne	286	320	389	567	617	604	856	1 356	1 437	1 233
Etats-Unis	124	90	93	160	198	198	185	357	417	370
Autres pays de l'OCDE	197	261	323	487	507	492	730	1 189	1 098	792
Pays à économie planifiée ¹	459	489	511	593	778	802	1 117	1 755	1 907	2 259
dont : URSS	164	188	168	193	281	283	408	752	807	1 002
Pays en voie de développement	173	160	245	300	336	316	574	1 225	1 112	1 070
en Afrique	49	48	72	78	85	100	146	292	159	258
en Amérique	54	44	51	81	78	93	189	275	185	212
en Extrême-Orient	40	38	65	71	83	65	63	114	180	118
au Moyen-Orient	31	30	57	70	90	57	176	544	588	482
Total	1 707	1 796	2 134	2 874	3 253	3 232	4 511	7 542	7 697	7 367
<i>Exportations, fob</i>										
Pays de l'OCDE	646	656	822	942	960	1 272	1 588	1 773	1 452	2 040
CEE	422	418	563	655	645	809	1 018	1 044	930	1 327
Italie	225	177	226	255	226	308	465	432	372	596
Allemagne	96	122	162	198	210	264	319	364	316	426
Etats-Unis	80	89	93	90	109	150	233	316	265	354
Autres pays de l'OCDE	144	148	166	197	206	313	337	413	258	359
Pays à économie planifiée ¹	454	434	455	545	666	807	970	1 581	1 924	2 069
dont : URSS	219	207	206	242	267	329	407	668	1 012	1 142
Pays en voie de développement	153	173	198	192	188	158	295	451	696	769
en Europe	1	1	1	10	1	1	1	1	3	4
en Afrique	45	52	57	60	68	55	113	170	289	307
en Amérique	18	20	39	22	42	43	66	62	68	57
en Extrême-Orient	52	65	63	65	41	20	55	90	161	203
au Moyen-Orient	37	35	37	35	36	39	60	128	175	198
Total	1 252	1 264	1 474	1 679	1 814	2 237	2 853	3 805	4 072	4 878

¹ Conseil d'Aide Economique Mutuelle (CAEM), R.P. de Chine et Albanie.

Source : Renseignements communiqués directement à l'OCDE.

Tableau M Balance des paiements
Millions de dollars US

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977 ²
Balance commerciale	-532	-659	-1 195	-1 435	-992	-1 658	-3 715	-3 625	-2 489	-4 380
Exportations, fob	1 265	1 475	1 678	1 817	2 241	2 853	3 805	4 072	4 878	5 254
Importations, caf	-1 797	-2 134	-2 874	-3 252	-3 233	-4 511	-7 520	-7 697	-7 367	-9 634
Services et transferts privés	426	594	847	1 079	1 412	2 144	2 532	2 593	2 654	2 580
Transports	146	171	211	224	240	323 ¹	396	430	429	430
Tourisme	136	168	144	141	219	589 ¹	644	702	725	720
Revenus d'investissement	-80	-90	-119	-139	-155	-181	-198	-275	-279	-300
Transferts privés et envois de fonds des travailleurs	191	284	544	789	1 049	1 413	1 379	1 327	1 415	1 350
Autres services	33	61	66	64	59		311	409	364	380
Transferts publics	11	2	1	-1	-1	-1	—	—	—	—
Balance des opérations courantes	-95	-63	-348	-357	419	485	-1 183	-1 032	165	-1 800
Capitaux non monétaires										
(y compris les erreurs et omissions)	49	138	279	132	-14	301	731	893	1 189	1 780
A long terme, net	178	216	190	579	557	596	679	1 057	1 477	1 500
Autres (y compris les erreurs et omissions)	-129	-78	89	-447	-571	-295	52	-164	-288	280
Allocations de DTS	—	—	25	22	24	—	—	—	—	—
Mouvements monétaires	46	-75	44	203	-429	-786	-452	-139	1 324	-20
Soldes bilatéraux	48	63	71	—	-113	—	-195	137	146	-120
Position nette en or et en devises	-33	-117	118	-73	-538	-508	-257	-276	1 178	100
Opérations de crédit de la Banque Nationale et des banques commerciales, position nette au FMI, DTS	31	-21	-145	276	222	-278	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

1 La couverture ayant été modifiée, le chiffre de 1973 n'est pas entièrement comparable à celui des années antérieures.

2 Estimations préliminaires.

Sources : *Annuaire de la balance des paiements*, FMI et renseignements communiqués directement à l'OCDE.

COMPARAISONS INTERNATIONALES

STATISTIQUES DE BASE : COMPARAISONS INTERNATIONALES

	Période de référence	Unités	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Grèce	Islande	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Royaume-Uni	États-Unis	Yougoslavie ¹	
POPULATION	Mi-1976	Milliers	13 916	7 510	9 818	23 143	5 073	4 729	52 921	61 513	9 165	220	3 162	56 157 ⁸	112 768	357	13 770	3 116	4 027	9 664	35 970	8 219	6 346	41 162	56 001	215 118	21 560	
Densité au km ²	»	Nombre	2	90	322	2	118	16	96	247	69	2	45	186	299	138	407	12	12	109	71	20	154	52	230	23	83	
Accroissement moyen annuel net	Mi-1966 à Mi-1976	%	1.8	0.3	0.3	1.4	0.6	0.3	0.7	0.4	0.6	1.2	0.9	1.3	0.7	1.0	1.5	0.7	0.6	1.1	0.5	0.6	2.4	0.2	0.9	(0.9)		
EMPLOI	1976	Milliers	5 808	2 947	3 718	9 572	2 392	2 144	20 870	24 556	(3 230)	93 ²²	1 021	18 930	52 710	147	4 542	1 206	1 789	3 088	12 535	4 088	2 676	14 710	24 425	87 485	8 887 ³	
Employe civil total	»	% du total	6.4	12.4	3.4	5.9	9.3	13.9	10.8	7.1	(34.3)	15.1 ²²	23.8	15.5	12.2	6.1	6.5	11.8	9.4	27.1	21.5	6.2	8.2	63.1	2.7	3.8	47.3	
dont: Agriculture, sylviculture, pêche	»	»	33.2	40.1	39.0	29.7	31.4	34.7	38.1	45.1	(29.0)	37.6 ²²	29.8	43.5	35.8	46.3	33.7	34.2	33.1	36.3	37.1	35.4	43.9	15.5	40.0	28.7	21.1	
Industrie ⁴	»	»	60.4	47.5	57.6	64.4	59.3	51.4	51.1	47.8	(36.7)	47.3 ²²	46.4	41.0	52.0	47.6	59.8	54.0	36.6	41.4	41.4	58.4	47.9	21.4	57.3	67.5	31.6	
Autres activités	»	»																										
PIB aux prix du marché	1976	Milliards de dollars des É-U ¹¹	94.12	40.62	65.91	194.60	38.53	28.14	346.76	445.91	22.04	1.45	7.93	170.77	555.06	2.24	89.52	12.86	31.30	15.74	104.62	74.22	56.29	41.06	219.18	1 702.02	32.56 ⁵	
Croissance annuelle moyenne en volume ⁶	1971 à 1976	%	3.5	3.9	3.1	4.6	2.3	3.8	4.1	2.4	4.8	3.8	2.9	3.2	5.1	1.9	3.5	3.5	4.8	4.3	4.9	2.5	-0.4	7.4	1.8	2.9	5.1	
Par habitant	1976	Dollars des É-U ¹¹	30 760	5 410	6 710	8 410	7 590	5 950	6 550	7 250	2 400	6 610	2 510	3 040	4 920	6 280	6 500	4 130	7 770	1 630	2 890	9 030	8 870	1 000	3 910	7 910	1 510	
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	1976	% du PIB	23.7 ⁷	26.0	20.6	23.1	21.5	27.0	23.1	20.7	21.5 ⁸	29.5	24.5	20.3	29.6	28.2	19.7	25.2 ⁹	36.3	23.9	22.9	20.6	20.7	20.5 ¹⁰	19.2	16.2	34.2	
dont: Machines et outillage	»	»	7.4 ^{8a}	10.5	8.4	7.6	9.2	10.5	9.0	8.4	8.4	6.0	9.6 ^{8a}	8.6	13.4	8.6 ^{8a}	8.1	..	13.9	6.9 ^{8a}	8.9	8.7	6.7	..	8.6	6.8	14.1	
Construction de logements	»	»	5.0 ^{8a}	5.2	6.7	6.4	5.4	6.5	7.2	5.8	5.8	6.4	6.2 ^{8a}	5.8	7.9	7.6 ^{8a}	5.0	..	5.1	3.8 ^{8a}	6.2 ^{8a}	4.0	..	..	3.7 ^{8a}	3.8	7.4
Croissance annuelle moyenne en volume ⁶	1971 à 1976	%	1.0	3.1	2.6	5.3	1.0	1.8	3.3	-1.2	-0.3	3.1	2.3	0.0	2.5	0.4	-1.6	..	7.3	5.8	6.3	1.2	-4.4	11.7	0.0	0.0	4.8	
TAUX D'ÉPARGNE GLOBALE¹²	1976	% du PNB	23.7 ⁷ 23	27.3	22.1	21.7	16.7	27.1	23.3	24.4	19.5	27.9	17.8	20.2	32.3	27.4 ²²	24.5	20.6 ²²	26.6	3.8 ²²	19.8	20.6	26.3	17.7 ²²	18.9	17.4	35.6	
ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS	1976	% du PIB	16.2 ⁷	16.5	17.9	20.1	24.2	19.7	14.7	20.4	15.3	9.9	19.5	14.0	10.9	15.5	18.3	18.4 ⁹	17.1	15.4 ²²	10.3	25.6	13.4	11.3 ²²	21.8	18.7	19.1	
Dépenses courantes en biens et services	»	»	10.4 ⁷	14.1 ²²	21.4	12.1	17.5	14.4	24.1	19.1	10.9	..	21.9 ²²	22.1	9.2	26.2 ²²	30.5	..	23.7	9.1 ²²	12.7	22.0	15.5	6.5 ²²	15.2	11.8	..	
Transferts courants	»	»	32.6 ⁷	39.1 ²²	35.5	36.8	46.5	44.8	42.4	42.2	29.4	..	34.2 ²²	36.5	23.6	50.6 ²²	53.5	..	50.1	24.7 ²²	25.7	57.4	34.0	20.5 ²²	40.6	31.5	42.2	
Recettes courantes	»	»																										
APPORTS NETS D'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT	1976	% du PNB	0.4	0.1	0.5	0.5	0.6	0.2	0.6	0.3	..	..	..	0.1	0.2	..	0.8	0.4	0.7	..	..	0.8	0.2	..	0.4	0.3	..
INDICATEURS DU NIVEAU DE VIE	1976	Dollars des É-U ¹¹	3 950	3 040	4 150	4 780	4 430	3 100	4 080	4 010	1 680	3 980	1 580	1 960	2 790	3 970	3 720	2 380 ⁹	4 280	1 230	2 010	4 830	5 590	633 ²²	2 350	5 110	821	
Consommation privée par habitant	1975	Nombre	368	229	266	374 ¹⁰	257	211	289	290	48	291	164	257 ¹⁰	154	391	249	373	237	97	136	336	278	8 ¹⁰	249	498	72	
Voitures de tourisme, pour 1 000 habitants	»	»	390	281	285	572	454	389	262	317	221	417	141	259	405	411	368	502	350	113	220	661	611	25	379	695	61	
Postes de téléphone, pour 1 000 habitants	1974	»	227 ¹³	247	252	366	308	269	235	305	106	217 ¹⁰	178	213	233	257	259	304 ¹⁰	256	66	174	348	264	12	315	571	131	
Postes de télévision, pour 1 000 habitants	1975	»	1.4 ¹³	2.1	1.9	1.7	1.6 ¹³	1.4	1.5	1.9 ¹⁰	2.0	1.6 ¹⁰	1.2	2.0 ¹⁰	1.2 ¹⁰	1.1 ¹⁰	1.6	1.3	1.7	1.3	1.6	1.6 ¹⁰	1.8	0.6	1.3 ¹⁰	1.6 ¹⁰	1.4	
Médecins, pour 1 000 habitants	»	% du groupe d'âge corresp.	39.7	15.9 ¹⁰	34.4 ¹⁰	49.8 ¹³	36.3 ¹⁰	24.5	31.4 ¹⁰	24.2 ¹⁰	..	..	..	31.0	34.3 ¹⁰	..	21.1 ¹⁰	..	40.3 ¹⁰	(9.8) ¹⁰	29.3 ¹⁰	(31.1) ¹³	..	..	21.8 ¹⁰	43.2	16.6
Taux d'accès à l'enseignement supérieur ¹⁵	»	Nombre	16.1 ¹⁰	20.5	16.2 ¹⁰	15.0 ¹⁰	10.7 ¹⁰	10.3 ¹⁰	13.6	19.7	24.0 ¹⁰	11.4 ¹⁰	17.0 ¹⁰	20.7	10.0	14.8	10.3	16.0	10.5 ¹⁰	37.9 ¹⁰	12.1	8.3	10.7	..	16.0	16.1	39.7	
Mortalité infantile ¹⁷	»	»																										
SALAIRES ET PRIX	Accroissement moyen annuel																											
Gains horaires dans l'industrie ¹⁸	1971 à 1976	%	16.4	12.5	16.4	11.9	16.7	17.9	15.4	8.9	20.8	34.0 ¹⁰	19.9	20.8	17.7	..	13.2	11.9	14.6	16.3 ²⁰	20.8	13.4	7.5	23.6 ²⁰	17.0	7.8	..	
Prix à la consommation	1972 à 1977	%	13.1	7.7	9.7	8.9	10.8	14.5	10.3	5.7	16.1	34.7	16.1	16.5	12.9	8.6	8.7	13.0	9.4	16.9 ²⁴	17.2	9.6	5.6	20.4	16.3	7.7	18.7	
COMMERCE EXTÉRIEUR	1976	Millions de dollars des É-U ¹¹	13 116	8 508	32 844 ²¹	38 628	9 108	6 342	55 812	102 036	2 544	396	3 312	36 924	67 224	—	38 748	2 780	7 920	1 812	8 724	18 444	14 844	1 960	46 260	114 996	4 556	
Exportations de marchandises, fob	»	%	14.1	21.1	48.9	20.4	23.8	22.3	16.1	22.5	11.5	28.3	42.5	22.6	12.2	—	43.9	22.4	25.7	11.5	8.5	25.0	26.2	5.1	21.3	6.8	13.9	
En pourcentage du PIB	»	%	3.7	7.7	7.3	4.1	4.2	4.0	7.6	7.6	17.0	..	6.6	6.9	10.1	—	7.0	2.3	8.4	2.6	11.2	3.1	4.8	..	5.1	8.2	7.1	
Accroissement annuel moyen en volume	1971 à 1976	%	11 196	11 520	35 352 ²¹	37 956	12 420	7 392	64 392	87 780	6 012	468	4 200	43 368	64 800	—	39 948	2 830	11 112	4 212	17 460	19 164	14 772	5 129	55 968	121 788	6 881	
Importations de marchandises, caf	»	%	12.1	28.5	52.6	20.0	32.5	26.0	18.6	19.4	27.1	33.4	53.8	26.5	11.7	—	45.2	22.8	36.1	26.8	17.0	26.0	26.1	12.9	25.8	7.2	21.0	
En pourcentage du PIB	»	%	5.6	8.4	6.7	8.4	5.4	4.1	8.6	6.5	6.7	..	5.3	3.7	6.3	—	4.3	5.1	6.4	3.2	10.4	5.6	1.1	..	5.0	4.7	2.5	
Accroissement annuel moyen en volume	1971 à 1976	%																										
RÉSERVES OFFICIELLES TOTALES	Fin 1977	Millions de dollars des É-U	2 384	4 244	5 761 ²¹	4 608	1 671	570	10 194	39 737	1 020	100	2 372	11 608	23 261	—	8 065	445	2 200	1 076	6 590	3 668	13 830	774	21 057	19 390	2 780	
En pourcentage des importations de marchandises	En 1977	%	19.5	29.9	14.3 ²¹	11.7	12.6	7.5	14.5	39.5	..	16.3	44.0	32.8	..	17.7	..	..	..	37.1	18.2	77.2	13.5	33.1	13.1	28.8	

1 En provenance, pour partie, de sources nationales.
2 Population résidente totale.
3 Secteur privé et socialisé.
4 Suivant la définition retenue dans les Statistiques de main-d'œuvre de l'OCDE : industrie extractive, industrie manufacturière, construction et services publics (électricité, gaz et eau).
5 Produit social.
6 A prix constants.
6^a Secteur privé.

7 Année fiscale commençant le 1^{er} juillet.
8 Non compris les bateaux opérant outre-mer.
9 Année fiscale commençant le 1^{er} avril.
10 1973.
11 Aux prix et taux de change courants.
12 $\left[\frac{\text{PNB} - (\text{Cons. priv.} + \text{Cons. pub.})}{\text{PNB}} \right] \times 100$.

13 1972.
14 1971 à 1976.
15 En raison de différences dans les champs de couverture, les chiffres ne sont pas strictement comparables. Pour

OECD SALES AGENTS DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ARGENTINA — ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L., Florida 165,
BUENOS-AIRES. ☎ 33-1787-2391 Y 30-7122

AUSTRALIA — AUSTRALIE

International B.C.N. Library Suppliers Pty Ltd.,
161 Sturt St., South MELBOURNE, Vic. 3205. ☎ 699-6388
P.O.Box 202, COLLAROY, NSW 2097 ☎ 982 4515

AUSTRIA — AUTRICHE

Gerold and Co., Graben 31, WIEN I. ☎ 52.22.35

BELGIUM — BELGIQUE

Librairie des Sciences,
Coudenberg 76-78, B 1000 BRUXELLES I. ☎ 512-05-60

BRAZIL — BRÉSIL

Mestre Jou S.A., Rua Guaiçá 518,
Caixa Postal 24090, 05089 SAO PAULO 10. ☎ 261-1920
Rua Senador Dantas 19 s/205-6, RIO DE JANEIRO GB.
☎ 232-07. 32

CANADA

Renouf Publishing Company Limited,
2182 St. Catherine Street West,
MONTREAL, Quebec H3H 1M7 ☎ (514) 937-3519

DENMARK — DANEMARK

Munksgaards Boghandel,
Nørregade 6, 1165 KØBENHAVN K. ☎ (01) 12 69 70

FINLAND — FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa
Keskuskatu 1, 00100 HELSINKI 10. ☎ 625.901

FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE,
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.
☎ 524.81.67

Principal correspondant :
13602 AIX-EN-PROVENCE : Librairie de l'Université.
☎ 26.18.08

GERMANY — ALLEMAGNE

Verlag Weltarchiv G.m.b.H.
D 2000 HAMBURG 36, Neuer Jungfernstieg 21.
☎ 040-35-62-500

GREECE — GRÈCE

Librairie Kauffmann, 28 rue du Stade,
ATHÈNES 132. ☎ 322.21.60

HONG-KONG

Government Information Services,
Sales and Publications Office, Beaconsfield House, 1st floor,
Queen's Road, Central. ☎ H-233191

ICELAND — ISLANDE

Snaebjörn Jónsson and Co., h.f.,
Hafnarstræti 4 and 9, P.O.B. 1131, REYKJAVÍK.
☎ 13133/14281/11936

INDIA — INDE

Oxford Book and Stationery Co.:
NEW DELHI, Scindia House. ☎ 45896
CALCUTTA, 17 Park Street. ☎ 240832

IRELAND — IRLANDE

Eason and Son, 40 Lower O'Connell Street,
P.O.B. 42, DUBLIN 1. ☎ 74 39 35

ISRAËL

Emanuel Brown: 35 Allenby Road, TEL AVIV. ☎ 51049/54082
also at:
9, Shomzion Hamalka Street, JERUSALEM. ☎ 234807
48 Neshlath Benjamin Street, TEL AVIV. ☎ 53276

ITALY — ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni:
Via Lamarmora 43, 50121 FIRENZE. ☎ 579751
Via Bartolini 29, 20155 MILANO. ☎ 365083
Sous-dépôtaires :
Editrice e Libreria Herder,
Piazza Montecitorio 120, 00 186 ROMA. ☎ 674628
Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20121 MILANO. ☎ 365446
Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10122 TORINO. ☎ 519274
La diffusione delle edizioni OCDE è inoltre assicurata dalle migliori

JAPAN — JAPON

OECD Publications Centre,
Akasaka Park Building, 2-3-4 Akasaka, Minato-ku,
TOKYO 107. ☎ 586-2016

KOREA — CORÉE

Pan Korea Book Corporation,
P.O.Box n°101 Kwangwhamun, SÉOUL. ☎ 72-7369

LEBANON — LIBAN

Documenta Scientifica/Redico,
Edison Building, Bliss Street, P.O.Box 5641, BEIRUT.
☎ 354429-34425

THE NETHERLANDS — PAYS-BAS

Staatsuitgeverij
Chr. Plantijnstraat
'S-GRAVENHAGE. ☎ 070-814511
Voor bestellingen: ☎ 070-624551

NEW ZEALAND — NOUVELLE-ZÉLANDE

The Publications Manager,
Government Printing Office,
WELLINGTON: Mulgrave Street (Private Bag),
World Trade Centre, Cubacade, Cuba Street,
Rutherford House, Lambton Quay, ☎ 737-320
AUCKLAND: Rutland Street (P.O.Box 5344), ☎ 32.919
CHRISTCHURCH: 130 Oxford Tce (Private Bag), ☎ 50.331
HAMILTON: Barton Street (P.O.Box 857), ☎ 80.103
DUNEDIN: T & G Building, Princes Street (P.O.Box 1104),
☎ 78.294

NORWAY — NORVÈGE

Johan Grundt Tanums Bokhandel,
Karl Johansgate 41/43, OSLO 1. ☎ 02-332980

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quaid-E-Azam, LAHORE 3.
☎ 66839

PHILIPPINES

R.M. Garcia Publishing House, 903 Quezon Blvd. Ext.,
QUEZON CITY. P.O.Box 1860 — MANILA. ☎ 99.98.47

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70-74, LISBOA 2. ☎ 360582/3

SPAIN — ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros, S.A.
Castelló 37, Apartado 1223, MADRID-1. ☎ 275.46.55
Libreria Bastinos, Pelayo, 52, BARCELONA 1. ☎ 222.06.00

SWEDEN — SUÈDE

AB CE FRITZES KUNGL HOVBOKHANDEL,
Box 16 356, S 103 27 STH, Regeringsgatan 12,
DS STOCKHOLM. ☎ 08/23 89 00

SWITZERLAND — SUISSE

Librairie Payot, 6 rue Grenus, 1211 GENÈVE 11. ☎ 022-31.89.50

TAIWAN — FORMOSE

National Book Company,
84-5 Sing Sung Rd., Sec. 3, TAIPEI 107. ☎ 321.0698

TURKEY — TURQUIE

Librairie Hachette,
469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, ISTANBUL. ☎ 44.94.70
et 14 E Ziya Gökalp Caddesi, ANKARA. ☎ 12.10.80

UNITED KINGDOM — ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O.B. 569,
LONDON SE1 9 NH. ☎ 01-928-6977, Ext.410
or
49 High Holborn, LONDON WC1V 6 HB (personal callers)
Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM, BRISTOL,
MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA

OECD Publications Center, Suite 1207, 1750 Pennsylvania Ave.,
N.W. WASHINGTON, D.C.20006. ☎ (202)298-8755

VENEZUELA

Libreria del Este, Avda. F. Miranda 52, Edificio Galipán,
CARACAS 106. ☎ 32 23 01/33 26 04/33 24 73

YUGOSLAVIA — YUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36, BEOGRAD.
☎ 621-992

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire peuvent être adressées à :
OCDE, Bureau des Publications, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to:
OECD, Publications Office, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

PUBLICATIONS DE L'OCDE

2, rue André-Pascal

75775 PARIS CEDEX 16

N° 40 762 1978.



IMPRIMÉ EN FRANCE

OCDE

Département des Affaires Économiques et Statistiques

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ANNUELLES
*Études détaillées du développement économique
dans chaque pays de l'OCDE*

Par pays F 12,00 £ 1.50 \$ 3.00

Abonnement pour la série F 200,00 £ 24.00 \$ 50.00

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

*En juillet et décembre les PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES
DE L'OCDE donnent un aperçu général de l'évolution économique
récente dans la zone OCDE et évaluent les perspectives
au moyen d'un ensemble de prévisions quantitatives.*

*En supplément, cette publication contient fréquemment
des études spéciales destinées à faciliter
l'interprétation des tendances économiques.*

(10 78 41 2) ISBN 92-64-21786-X

ISSN 0304-3363